

**CAHIERS DU
CENTRE DE RECHERCHE
SUR LES RELATIONS INTERETHNIQUES ET LE RACISME**

no, 12

**Question nationale et ethnicité.
Le discours de leaders juifs
de la région de Montréal**

par Marthe Therrien,
Gaétan Beaudet et
Micheline Labelle

Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

1993

CRRIR

**Centre de recherche sur
les relations interethniques et le racisme (CRRIR)**

Directrice du CRRIR

Micheline Labelle

**Université du Québec à Montréal
Département de sociologie
C.P. 8888, succursale "A"
Montréal, Québec
H3C 3P8**

**Tous droits réservés. La reproduction d'un extrait quelconque
de ce rapport est interdite sans l'autorisation écrite
de la directrice de la recherche.**

ISBN 2-921600-11-0

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1993

**CAHIERS DU
CENTRE DE RECHERCHE
SUR LES RELATIONS INTERETHNIQUES ET LE RACISME**

no, 12

**Question nationale et ethnicité.
Le discours de leaders juifs
de la région de Montréal**

par Marthe Therrien,
Gaétan Beaudet et
Micheline Labelle

Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

1993

CRRIR

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	4
INTRODUCTION.....	8
1. REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES ET PROFIL DE L'ÉCHANTILLON.....	10
1.1 Remarques méthodologiques.....	10
1.2 Profil de l'échantillon de la communauté juive.....	12
2. LA DIMENSION LINGUISTIQUE.....	14
2.1 Les pratiques linguistiques.....	14
2.1.1 Perspective historique et contexte favorisant l'intégration en anglais.....	15
2.1.2 Le statut du bilinguisme anglais/français.....	18
2.1.3 Le statut différencié de l'anglais et du français.....	21
- <i>Le français</i>	21
- <i>L'anglais</i>	22
2.2 Les législations linguistiques québécoises.....	24
2.2.1 Les Lois 101 et 178.....	25
- <i>Les motifs d'appui à la francisation</i>	25
- <i>Les motifs de résistance</i>	27
3. LA DIMENSION IDENTITAIRE ET ETHNOCULTURELLE.....	30
3.1 L'auto-identification ethnique.....	30
3.1.1 Les multiples références identitaires.....	31
- <i>L'identité juive</i>	31
- <i>L'identité canadienne et québécoise et les autres dimensions</i>	32
- <i>La complexité de l'identité juive</i>	33
3.1.2 La dimension politique de l'auto-identification ethnique.....	34
3.1.3 La difficulté d'être reconnu comme Québécois.....	34
3.2 Les perceptions de la culture québécoise.....	35
3.2.1 Les visions socio-historiques.....	36
3.2.2 Les visions psycho-culturalistes.....	40
3.2.3 La culture québécoise et l'apport des communautés ethniques.....	41

3.3 La terminologie des relations interethniques.....	42
3.3.1 Les enjeux liés à la terminologie.....	42
3.3.2 Le lexique et ses connotations.....	44
3.4 Les idéologies et les politiques étatiques d'intégration.....	46
3.4.1 L'ambiguïté terminologique.....	47
3.4.2 Le multiculturalisme.....	50
3.4.3 La politique de convergence culturelle.....	51
3.4.4 L'interculturalisme.....	53
3.4.5 Critiques et commentaires généraux.....	55
4. LA DIMENSION POLITIQUE.....	56
4.1 Les comportements politiques et électoraux.....	57
4.1.1 La participation à la vie politique.....	57
4.1.2 Le positionnement par rapport aux partis politiques.....	59
- <i>La signification du vote pour le Parti égalité.....</i>	<i>61</i>
- <i>Les perspectives de changement dans la communauté sépharade.....</i>	<i>64</i>
4.2 Les préoccupations politiques générales.....	67
4.2.1 Le débat constitutionnel.....	67
4.2.2 Les autres questions politiques.....	73
4.2.3 Les questions relatives à Israël.....	79
4.3 La représentation politique.....	80
4.3.1 La participation dans les institutions.....	80
4.3.2 La qualité de la représentation.....	85
- <i>La pertinence du principe de la représentation "ethnique".....</i>	<i>87</i>
4.4 La force politique des communautés ethniques.....	89
4.4.1 La troisième force: réalité ou mythe.....	89
4.4.2 La possibilité d'émergence d'une force politique "ethnique".....	91
4.4.3 L'influence du vote ethnique.....	93
4.5 La signification de la citoyenneté.....	94
4.5.1 La double référence.....	94
4.5.2 La citoyenneté canadienne.....	95
4.5.3 L'éventualité d'une citoyenneté québécoise.....	97
CONCLUSION.....	101

BIBLIOGRAPHIE SPÉCIFIQUE.....	110
TRAVAUX ISSUS DE LA RECHERCHE <i>ETHNICITÉ ET PLURALISME.</i>	
<i>LE DISCOURS DE LEADERS D'ASSOCIATIONS ETHNIQUES DE LA</i>	
<i>RÉGION DE MONTRÉAL.....</i>	113
Rapports de recherche.....	113
Mémoires de maîtrise reliés à la problématique	
générale de la recherche.....	114
Publications.....	115
Communications.....	115
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.....	117

AVANT-PROPOS

L'objectif de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal* était de faire une étude comparée du discours de leaders d'associations communautaires à caractère ethnique (italiennes, juives, haïtiennes et libanaises) sur l'immigration, le mouvement associatif, l'intégration économique, politique et culturelle des membres de leur communauté respective, et sur le rôle de l'ethnicité dans la société québécoise. Cette recherche nous a permis d'amasser une masse imposante de données discursives (terminologie, évaluations, interprétations) relatives à ces divers thèmes.

Nous appelons ici "leaders" des hommes et des femmes, définisseurs de situation et d'opinion, oeuvrant comme membres actifs et influents au sein des exécutifs d'associations à caractère ethnique (dans des postes de président, vice-président, secrétaire, coordonnateur et conseiller spécial). Les associations ethniques sont définies comme des regroupements volontaires d'individus identifiés soit à une communauté ethnique donnée, soit à un regroupement de communautés ethniques, possédant une structure organisationnelle, poursuivant des objectifs spécifiques de défense des minorités ethniques et/ou racisées, et étant reconnus dans leur communauté. Par ailleurs, les personnes interviewées ne le seront pas à titre de porte-parole de leur association ou de leur communauté d'origine mais en tant qu'individus porteurs d'ethnicité, du fait de la fonction et de leur rôle au sein de regroupements à caractère ethnique.

L'importance théorique de la recherche réside dans l'investigation d'un sujet peu traité dans la sociologie québécoise des relations interethniques, thème qui se situe au carrefour de la sociologie de la question nationale (rapports minorités et majorité). Par ailleurs, si plusieurs études et sondages ont tenté d'illustrer les attitudes et opinions qu'ont les Québécois, francophones et anglophones, face à l'immigration et à l'intégration des immigrants et des communautés ethniques, ou encore ont porté sur les diverses composantes de l'intégration effective de ces derniers, peu d'études se sont penchées sur les visions du monde relatives à l'ethnicité que véhicule l'*intelligentsia* des communautés ethniques ou de groupes d'immigration particuliers au Québec.

Sur le plan pratique, le sujet s'inscrit au coeur des interrogations et des débats actuels sur les transformations de la société québécoise et l'"identité" qu'entraînent les problématiques liées à la nouvelle immigration, au mouvement des réfugiés, à l'intégration linguistique, à la montée des tensions dues au

racisme. Nous croyons que la population et les divers intervenants dans les affaires publiques ont besoin de connaître les perspectives idéologiques que défendent les "définisseurs d'opinion" des communautés ethniques en matière de pluralisme ethnoculturel dans le contexte particulier de la société québécoise et en relation avec les problèmes que rencontre leur communauté. Ces perspectives et visions du monde ont un impact sur l'intégration des immigrants et membres des communautés ethniques au Québec et sur la dynamique des rapports qui se tissent avec la majorité québécoise francophone et les minorités ethniques et racisées. En ce sens, nous pensons que le thème de recherche choisi est pertinent sur le plan socio-culturel et politique et qu'il pourrait fournir des données intéressantes pour l'élaboration de politiques.

Le terrain a eu lieu entre février 1990 et mai 1991. La recherche a été effectuée dans la tradition de la méthode qualitative en anthropologie et en sociologie. Elle repose sur des entrevues en profondeur que j'ai réalisées auprès de 84 interviewés qui se distribuent comme suit: 22 leaders d'origine italienne (12 hommes; 10 femmes); 25 leaders juifs (Ashkénazes: 5 hommes, 8 femmes; Sépharades: 7 hommes, 5 femmes); 20 leaders d'origine haïtienne (11 hommes, 9 femmes); 17 leaders d'origine libanaise (10 hommes, 7 femmes). Plus de 20 personnes-ressources ont été consultées pour le choix des associations et de leurs leaders dans les quatre communautés.

Afin de permettre l'analyse théorique du matériel recueilli, il nous a paru nécessaire d'en dégager une première représentation d'ensemble, et ce pour chacune des quatre communautés ethniques retenues. Nous nous sommes alors fixé deux objectifs: d'une part, rendre compte de la complexité et de la richesse du discours sur les divers thèmes et, d'autre part, faire de nos rapports de recherche de véritables outils de travail, non seulement pour les phases subséquentes de l'analyse, mais aussi pour de futures recherches.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons choisi de produire une description détaillée du corpus recueilli. Tout au long de ce travail, nous avons ainsi essayé de suivre le plus possible la trame discursive, et ce malgré les inévitables répétitions et surtout malgré les frustrations qui en résultent en termes d'analyse. Ces rapports de recherche, réalisés sous ma direction, se veulent donc une description attentive de chacun des thèmes retenus. Leur conclusion n'offre pas de synthèse théorique; plus modestement, nous avons plutôt opté pour une synthèse descriptive des thèmes présentés. Première étape de travail, ces rapports constituent le support matériel pour l'analyse et l'interprétation théorique qui sont présentées dans d'autres types de travaux, les articles de synthèse notamment (voir liste à la fin du document).

On remarquera que si nous avons cherché à nous conformer aux exigences d'une analyse thématique et horizontale de contenu, nous ne nous sommes toutefois pas arrêtés à la description plus verticale des propos recueillis, comme l'aurait demandé, par exemple, une approche davantage centrée sur l'analyse de discours.

J'ai personnellement assuré la révision des extraits des entrevues. Ces extraits, reproduits dans un français standardisé, sont souvent présentés sous forme de dialogues entre moi et l'interviewé; la question apparaît alors en italique. Nous avons décidé, afin de préserver l'anonymat des répondants, de les identifier en fonction de leur sexe, de leur âge et de leur statut légal. Or, il arrive dans certains cas, que des leaders partagent le même profil, d'où l'impossibilité de retracer l'ensemble des interventions d'un même leader qui sont reproduites dans les rapports de recherche, ce dont nous souhaitons avertir le lecteur.

On notera les difficultés terminologiques qui interviennent dans le discours sur les relations ethniques. Les termes couramment véhiculés dans le lexique ethnoculturel québécois et canadien ne sont pas sans ambiguïtés ou sans connotations politiques. Comment définir les Québécois qui s'identifient comme des Canadiens français? Comment éviter les termes "communautés culturelles", "minorités visibles", "allophones", de façon systématique et cohérente? L'entreprise n'est pas facile et nous partageons largement le regard critique de plusieurs des personnes interviewées sur cette terminologie de construction de l'altérité. Néanmoins, dans la mesure où certains termes se sont massivement imposés, comme c'est le cas de "communautés ethniques" ou d'"associations ethniques", il n'est pas toujours possible d'en faire l'économie.

Nous tenons à remercier les organismes subventionnaires qui ont rendu la recherche possible: l'Université du Québec à Montréal, le Conseil de recherche en sciences humaines, la Fondation Thérèse-Casgrain, le Secrétariat d'État, Direction du multiculturalisme et de la citoyenneté, le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche. Nous exprimons également notre gratitude aux personnes ressources pour leurs conseils lors de la constitution de l'échantillon des interviewés et aux "leaders" dont la collaboration a été exemplaire.

Plusieurs personnes ont été associées aux premières phases de la recherche, à des titres divers, et nous les remercions: Brian Aboud, Rachid Bagaoui, Diane Lessard, Dominique Michaud, Linda Petrantonio, Maria Vaccaro. Nous remercions les assistants et assistantes de recherche qui ont travaillé à

l'analyse des données: Gaétan Beaudet, Carlyne Cianci, Martin Goyette, Martine Paquin, Anne-Lise Polo, Francine Tardif, Marthe Therrien. Élise Desjardins, Martine Paquin, Francine Tardif et Marthe Therrien ont assuré la mise en forme et la correction des rapports de recherche. Les personnes ayant effectué la transcription des entrevues sont: Jennifer Beeman, Hélène Brien, Laura Bush, Irène Cartier, Denyse Therrien. Nous les remercions.

Nous témoignons également notre reconnaissance au professeur Joseph Lévy et à Francine Tardif pour leurs commentaires et leurs suggestions lors de la rédaction de ce rapport.

Micheline Labelle, professeure, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal

N.B. Dans ce document, le masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

INTRODUCTION

Cette étude, centrée autour du discours des leaders de la communauté juive de Montréal sur la question nationale et la question ethnique au Québec, s'inscrit dans le cadre d'une recherche plus large qui a pour objet l'analyse du discours des leaders des communautés juive, haïtienne, italienne et libanaise de Montréal sur les phénomènes liés à l'ethnicité et au pluralisme dans la société québécoise.

La communauté juive du Québec compte près de 100 000 personnes et elle se distingue par sa composition interne variée. Comprenant en effet deux sous-groupes à identité religieuse et culturelle distincte, elle est en fait une communauté multiethnique. Les Ashkénazes (majoritaires), anglophones par tradition, d'immigration plus ancienne, s'insèrent différemment des Sépharades d'Afrique du Nord, immigrés au cours des années 1960, francophones en majorité, ou des Falachas d'Éthiopie, de rite sépharade, dont l'immigration est récente. Non définie comme minorité visible, la minorité juive, dont les assises communautaires sont solidement implantées et qui est réputée posséder le plus haut niveau de cohésion et d'organisation sociale en Amérique du Nord (Elazar, Waller, 1990:37; Ouaknine, Lévy, 1989; Rodal, 1983; Weinfeld, 1977; Elbaz 1989; Herberg, 1989; Lasry, 1982; Lasry, 1993; Weinfeld, 1993) pose la question de l'antisémitisme depuis les débuts de son insertion. Elle a une forte tradition communautaire - près de 400 organismes -, un leadership visible et établi et elle constitue un groupe de pression, avec ses fédérations provinciales et canadiennes, dont la mobilisation identitaire varie: à titre de communauté juive, de communauté culturelle, de segment de la minorité "anglophone", etc.

Notre étude veut examiner comment le discours des leaders de la communauté juive interviewés rend compte des diverses dimensions de la question nationale. De manière plus spécifique, nous avons retenu trois dimensions d'analyse:

- **La dimension linguistique**, étudiée à l'aide de deux catégories: les pratiques linguistiques dans la communauté juive de Montréal et les attitudes vis-à-vis les législations linguistiques québécoises;
- **la dimension identitaire et ethnoculturelle**, analysée à l'aide de quatre catégories: l'auto-identification ethnique, la terminologie des relations interethniques, la perception de la culture québécoise, les idéologies et politiques d'intégration des communautés ethniques au Canada et au Québec;
- **la dimension politique**, étudiée à l'aide de cinq catégories: le comportement politique et électoral de la communauté juive, les préoccupations politiques générales qui la traversent, sa représentation aux

différents paliers de gouvernement ou institutions politiques, l'existence et la pertinence d'une troisième force politique ethnique, l'influence politique des communautés ethniques et la citoyenneté.

Le rapport comprend cinq parties. La première expose la méthodologie de la recherche et le profil des leaders des associations juives rencontrés. Les trois autres abordent successivement les dimensions linguistique, identitaire et politique des discours étudiés. La conclusion offre une synthèse générale du rapport.

1. REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES ET PROFIL DE L'ÉCHANTILLON

1.1 Remarques méthodologiques

Nous n'explicitons pas ici la méthodologie globale de la recherche, que l'on pourra consulter dans Problématique générale de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours des leaders d'associations ethniques de la région de Montréal* (Labelle, 1993). La recherche a été effectuée dans la tradition de la méthode qualitative en anthropologie et en sociologie. Micheline Labelle a recueilli le discours des leaders ethniques par la technique des entrevues en profondeur, d'une durée moyenne de deux à trois heures, enregistrées sur cassettes et transcrites intégralement. Le terrain a été effectué de février 1990 à mai 1991. La méthode privilégiée ici relève d'une approche qualitative qui s'inscrit dans une stratégie visant à évaluer la diversité et la structuration des représentations ou du discours tout en gardant un certain contrôle, par saturation de l'information (Ghiglione, Matalon, 1983; Poirier, Clapier-Valladon, Raybault, 1983), sur les sources de variance de ce discours. Cette stratégie ne participe pas cependant d'une logique de représentativité et, donc, ne vise pas à démontrer le caractère représentatif des discours recueillis parmi l'ensemble des discours qui pourraient être produits sur l'expérience immigrée et minoritaire, et les questions qui y sont reliées.

La base d'échantillonnage a été constituée des associations de la région métropolitaine de Montréal correspondant aux communautés ethniques choisies. Les associations ethniques sont définies comme des regroupements volontaires d'individus identifiés soit à une communauté ethnique donnée, soit à un regroupement de communautés ethniques, possédant une structure organisationnelle, poursuivant des objectifs spécifiques de représentation des minorités ethniques et/ou raciales, et étant reconnues dans leur communauté. Dans une première phase, seuls ont été retenus les organismes dont la vocation est d'offrir des services et/ou de se porter à la défense d'intérêts politiques, économiques et socio-culturels de leur communauté ou d'un regroupement de communautés. Ces secteurs d'intervention ont d'abord été identifiés grâce au répertoire des associations ethniques du MCCI (Québec, 1990), et grâce à la consultation préalable de personnes-ressources dans chaque communauté. Les associations appartiennent aux catégories inspirées des travaux de Louis-Jacques Dorais sur les associations vietnamiennes (1990).

La majorité des leaders proviennent d'organismes communautaires monoethniques. Un certain nombre, dans chaque communauté, a été choisi dans des associations multiethniques, lesquelles ont été

identifiées dans le répertoire du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et par des personnes-ressources oeuvrant au Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec et/ou provenant des communautés étudiées.

Deux critères ont servi à la sélection des répondants: 1) le premier renvoie à la définition du leader ethnique, telle qu'elle peut permettre d'identifier celui-ci ou celle-ci parmi les membres d'un organisme; 2) le second renvoie au sexe des répondants. En ce qui a trait au premier critère, rappelons d'abord la définition que nous avons adoptée du leader. Nous avons d'abord désigné comme "leaders ethniques" des hommes et des femmes, définisseurs de situation et d'opinion, oeuvrant comme membres actifs et influents au sein des conseils d'administration d'associations ethniques (dans des postes de président, vice-président, secrétaire, etc.). Suite à nos consultations auprès des personnes-ressources, nous avons dû élargir la notion de leader en vertu des critères subjectifs qui ont été suggérés. En effet, plusieurs des personnes-ressources ont identifié un leadership informel accolé à des bénévoles ou à des membres influents, absent des structures associatives, mais néanmoins éminemment présent. Par ailleurs, les personnes n'ont pas été interviewées à titre de porte-parole de leur association ou de leur communauté d'origine mais en tant qu'individus producteurs et porteurs d'ethnicité, du fait de leur fonction ou de leur rôle au sein de regroupements dont la raison sociale est orientée en ce sens.

Pour l'identification des leaders, les informateurs-clés consultés ont d'abord procédé à une hiérarchisation des associations de leur communauté respective, et des associations multiethniques où nous serions susceptibles d'identifier des leaders importants. Cette méthode s'inspire de la stratégie de sélection proposée par Herberg (1989) pour la collecte de l'information pertinente sur les associations ou institutions que peut développer un groupe ethnique. Ils ont tenu compte de la variabilité des orientations sociales, religieuses et politiques de ces associations.

Suite à cette étape, ils ont identifié les leaders eux-mêmes. A partir de ce pool d'informations, nous avons choisi les premiers répondants. La méthode dite boule-de-neige a également été utilisée en cours de route.

Le second critère renvoie à la nécessité de s'assurer d'une répartition équitable quant au sexe des répondants.

Les 84 répondantes et répondants interviewés se distribuent comme suit: 22 leaders d'origine italienne (12 hommes; 10 femmes); 25 leaders juifs (Ashkénazes: 5 hommes, 8 femmes; Sépharades: 7 hommes, 5 femmes); 20 leaders d'origine haïtienne (11 hommes, 9 femmes); 17 leaders d'origine libanaise (10 hommes, 7 femmes). Plus de 20 personnes-ressources ont été consultées pour le choix des associations et de leurs leaders dans les quatre communautés.

Les entrevues se sont déroulées en français avec 20 des leaders de la communauté italienne rencontrés alors que trois se sont partiellement faites en italien (avec l'aide d'une interprète). Toutes les entrevues avec les leaders d'origine haïtienne se sont faites en français. Avec les leaders de la communauté juive, 19 des entretiens se sont déroulés en français, deux en anglais et on utilisa le français et l'anglais au cours de quatre rencontres. Quant aux leaders de la communauté libanaise, 14 ont utilisé le français, deux l'anglais et un dernier l'arabe (l'entrevue s'est faite avec l'aide d'un interprète).

1.2 Profil de l'échantillon de la communauté juive ¹

Dans la présente étude, les leaders ashkénazes et sépharades (12 hommes et 13 femmes) interviewés proviennent des régions urbaines des États-Unis, de Pologne, d'Autriche, d'Allemagne de l'Ouest, de Tchécoslovaquie, de France et du Maroc, à l'exception de six personnes nées au Canada dont les ancêtres provenaient d'Allemagne et d'Europe de l'Est. L'âge moyen des leaders rencontrés est de 46 ans.

Les répondants nés à l'étranger vivent au Québec depuis 26,8 ans en moyenne. Vingt et un des 25 répondants ont au moins un diplôme universitaire. La grande majorité est issue de familles de la bourgeoisie industrielle ou commerçante (consolidée depuis plus d'une génération ou nouvelle) et de la petite bourgeoisie professionnelle. Ils oeuvrent maintenant comme cadres ou salariés dans le secteur de l'enseignement, dans les organismes sans but lucratif ou les institutions de la communauté juive, ou sont professionnels, industriels, commerçants, propriétaires d'entreprises de services ou d'immeubles.

La majorité des leaders ashkénazes déclare l'anglais comme langue maternelle, les autres rapportant l'allemand, le yiddish et le polonais. Plus de la moitié des leaders sépharades déclare le français comme

¹. Pour une présentation plus détaillée de l'échantillon, voir Tardif, Labelle (1993).

langue maternelle, suivi du judéo-arabe, de l'espagnol, ou du judéo-espagnol. Dix-huit des 25 leaders interviewés utilisent l'anglais comme l'une des langues d'usage à la maison. Plus précisément, on remarque que tous les leaders ashkénazes utilisent exclusivement l'anglais à la maison, que sept des douze leaders sépharades n'utilisent que le français, que quatre d'entre eux utilisent le français et l'anglais et qu'une dernière utilise le français, l'anglais et l'espagnol.

Dix-sept des leaders rencontrés utilisent plus d'une langue de travail. Chez les Ashkénazes, huit personnes utilisent le français et l'anglais, trois rapportent l'usage exclusif de l'anglais. Une femme ashkénaze déclare faire usage du français, de l'anglais et de l'hébreu à son travail et une autre rapporte utiliser professionnellement le français, l'anglais, le polonais et le yiddish. Du côté des Sépharades, cinq personnes utilisent le français et l'anglais et quatre autres travaillent en français seulement, alors qu'une seule (une femme) utilise l'anglais seulement. Un homme déclare aussi utiliser le français, l'anglais et l'espagnol et un dernier dit utiliser le français et l'hébreu.

Quatorze des 25 leaders établissent des liens directs entre leur milieu de travail et les questions ethniques et 10 considèrent qu'il n'existe aucun lien entre les deux. Onze répondants travaillent dans un milieu à dominante juive, huit travaillent dans un milieu pluriethnique et cinq dans un milieu à dominante canadienne-française.

Vingt et un des 53 enfants des leaders de la communauté juive interviewés ont fréquenté des collèges. De ce nombre, 15 (sept Sépharades, huit Ashkénazes) ont fréquenté des collèges publics; quatre (deux Sépharades, deux Ashkénazes) se sont inscrits dans des établissements francophones. Si 18 enfants parmi ceux des leaders interviewés ont déjà fréquenté l'université, seulement deux d'entre eux, des Sépharades, ont complété leurs études dans des universités québécoises francophones. Sept (deux Sépharades, cinq Ashkénazes) se sont inscrits dans des universités québécoises anglophones et neuf autres (deux Sépharades, sept Ashkénazes) dans différentes universités à l'extérieur du Québec, surtout des universités américaines ou israéliennes.

Une très large majorité des 53 enfants des leaders de la communauté juive interviewés a plus d'une langue d'usage; plusieurs d'entre eux en ont même plus de deux. Rappelons ici que l'apprentissage de l'hébreu fait partie du programme scolaire des écoles juives.

Le niveau moyen de rémunération des leaders de la communauté juive s'élève à 63 333\$ par année; cette moyenne ne tient pas compte du revenu annuel dépassant les 200 000\$ déclaré par un répondant. On remarque qu'à deux exceptions près (une femme ashkénaze et une autre sépharade), tous les leaders de la communauté juive ont des revenus annuels supérieurs à 40 000\$. Une personne dont les revenus sont très élevés a refusé de répondre à cette question. On constate également une différence notable entre le revenu annuel moyen des femmes, établi à 53 181\$, et celui des hommes qui est de 74 500\$. Une différence importante existe aussi entre le revenu moyen des Sépharades, évalué à 57 727\$, et celui des Ashkénazes qui s'élève à 69 500\$.

2. LA DIMENSION LINGUISTIQUE

2.1 Les pratiques linguistiques

Les discours des leaders juifs concernant les pratiques linguistiques de leur communauté se concentrent essentiellement autour de trois axes, soit la perspective historique et le contexte justifiant l'intégration en anglais, le statut du bilinguisme anglais/français et le statut différencié de ces deux langues.

En guise de mise en contexte, mentionnons que, lors du recensement de 1986, 59 p. cent des membres de la communauté juive au Québec disaient avoir une connaissance du français et de l'anglais (MCCI, 1991:3)². Une étude des données de ce même recensement relatives à la communauté juive de Montréal "démontre que 10,6 p. cent des Juifs de Montréal indiquent que le français est leur langue maternelle, tandis que 60,8 p. cent revendiquent des origines anglophones", ce qui correspond à peu près à la situation de 1981 (Shahar, 1989:3)³. Par ailleurs, le Mémoire présenté à la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir constitutionnel du Québec par le Congrès juif canadien (région du Québec), en collaboration avec les Services communautaires juifs de Montréal et la Communauté sépharade du Québec

². En comparaison, 3,1 p. cent des membres de la communauté juive déclarent ne connaître que le français et 36,5 p. cent que l'anglais (MCCI, 1991).

³. Pour Shahar, ces données sont cependant douteuses et ne reflètent pas l'importance de la communauté sépharade; il lui semble évident "de par le petit nombre de francophones, que pas tous les sépharades de Montréal n'identifient le français comme étant leur langue d'origine" (Shahar, 1989:3).

(1990)⁴, souligne qu'approximativement 20 p. cent de leurs membres sont de langue maternelle française. Ce mémoire précise que "plus des deux tiers de [leur] communauté sont en mesure de s'exprimer en français, et [que] ce pourcentage s'accroît continuellement" (Congrès juif canadien, 1990:3). Signalons enfin qu'en 1986 la communauté juive constituait un des deux seuls groupes, avec la communauté italienne, à dépasser le 1 p. cent de la population québécoise avec un pourcentage de 1,3 p. cent (Benjamin, 1988).

Dans notre échantillon, on constate que parmi les leaders pour qui le français n'est pas la langue maternelle, 13 disent maintenant posséder une très bonne connaissance de cette langue, trois qualifient leur connaissance de moyenne et un seul de faible⁵. Huit leaders ashkénazes rapportent une très bonne connaissance du français, trois une moyenne, et un déclare qu'elle est faible. Tous les leaders sépharades concernés par la question possèdent une très bonne connaissance du français. Aucun des répondants à qui la question s'appliquait n'a déclaré de connaissance nulle ou faible de l'anglais. La langue d'usage à la maison est généralement l'anglais dans les familles ashkénazes et le français dans les familles sépharades.

2.1.1 Perspective historique et contexte favorisant l'intégration en anglais

L'histoire de la diaspora juive apparaît sans conteste comme un facteur déterminant de l'attitude des Juifs par rapport à la langue. Une prémisse, commune aux Juifs ashkénazes et sépharades, ressort des discours de certains des leaders rencontrés: la question de la langue ne représenterait pas un point d'ancrage essentiel de l'identité juive⁶. Cette affirmation comporte une implication importante: langue et culture ne sont pas liées; elle a aussi des conséquences marquées sur les perceptions de la question linguistique et nationale au Québec.

⁴. Dans la suite du texte, on ne mentionnera que le Congrès juif canadien quand il s'agira d'identifier les auteurs du Mémoire soumis à la Commission Bélanger-Campeau en 1990.

⁵. La question ne s'appliquait pas aux personnes de langue maternelle française (une femme ashkénaze, trois femmes et quatre hommes sépharades).

⁶. Soulignons ici que parmi les groupes linguistiques au Québec dont la part relative dépasse celle de l'ensemble de la population du Québec dans la population canadienne, nous retrouvons deux langues concernant la communauté juive: la langue hébraïque (31 p. cent) et le yiddish (40 p. cent) (Baillargeon, 1988:4). Rappelons, par ailleurs, que le Mémoire du Congrès juif canadien soumis à la Commission Bélanger-Campeau en 1990 s'articulait essentiellement autour de questions liées aux langues anglaise et française.

Dispersés dans plusieurs pays, les Juifs n'auraient pas à proprement parler une langue "d'origine", "fondatrice", autre que l'hébreu à défendre, et ils s'efforceraient d'apprendre la langue du pays où ils s'insèrent. C'est du moins ce que soutient une répondante:

"Je pense que pour un Juif, la langue n'est pas importante. Je pense que la nature du Juif est son histoire. Et il était tellement dispersé partout qu'il devait apprendre la langue là où il habitait et ça faisait partie de son éducation. Mon père, par exemple, parlait sept langues". (femme ashkénaze, 45 ans, citoyenne d'adoption)

Une dimension supplémentaire transparait des propos des leaders: la recherche de sécurité pour des personnes qui, marquées par leur histoire, vivent encore imprégnées d'un sentiment de menace pour leur survie. La meilleure garantie de ne pas attirer l'attention des pouvoirs établis est, à leur sens, de se conformer aux attentes, lois et règlements des gouvernements du pays où ils vivent. Un témoignage illustre cette position:

"Il y a une règle: le Juif parlait la langue du gouvernement qui l'a laissé entrer au pays. C'est une règle historique. Il faut s'approcher du pouvoir. Et je parle la langue du pouvoir, parce que je peux exister plus aisément si je suis près du pouvoir que si je suis éloigné du pouvoir. C'est une mesure défensive. C'était une règle absolue dans tous les pays de la diaspora, que ce soit la Tchécoslovaquie, que ce soit l'Allemagne. L'exemple typique est celui du Juif qui parlait hongrois en Slovaquie parce que la Slovaquie appartenait à la Hongrie; aussitôt que la Tchécoslovaquie est née en 1919, ils ont tâché tout de suite de commencer à parler le tchèque". (homme ashkénaze, 63 ans, citoyen d'adoption)

"Parler la langue du pouvoir" aurait placé une partie de la communauté juive dans une situation ambiguë au Québec. On sait que la maîtrise de la langue du pays d'accueil est une des conditions essentielles à la survie économique et à l'intégration sociale. Le pouvoir économique que détenait la minorité anglo-québécoise et la très forte prédominance de l'anglais dans les milieux de travail et de vie en général expliquent que les Juifs des premières vagues d'immigration aient adopté massivement la langue anglaise et se soient intégrés au milieu anglophone, à quelques exceptions près. Le français ne pouvait guère être associé à la langue du pouvoir, d'autant plus qu'il n'était nullement nécessaire à l'intégration économique et sociale. Il demeure que la décision de l'Église catholique de refouler les enfants non catholiques vers les écoles protestantes de langue anglaise, et ce, pendant des décennies, a aussi joué un rôle prépondérant dans l'anglicisation des enfants juifs et, par conséquent, de la communauté juive. La fermeture manifestée par les commissions scolaires catholiques, le jeu politique des commissions scolaires protestantes, ainsi que la mise sur pied par la communauté juive d'un réseau d'écoles juives et l'obtention de subventions de l'État pour son financement sont des dimensions importantes de la question.

Un autre facteur renvoie à la perception du Canada: les Juifs immigraient en Amérique du Nord, un continent anglophone, dans un pays en majorité anglophone, lié de surcroît à la Couronne britannique.

Les Juifs évoquent en outre la nécessité de maintenir entre eux des liens très étroits pour s'assurer une protection collective et préserver une identité en tant que peuple en diaspora. Ces liens, ils les tissent de manière serrée par le biais de structures communautaires qui dépassent les frontières du Canada et du Québec pour couvrir l'ensemble de l'Amérique du Nord (Elazar et Waller, 1990). Un des leaders interrogés soutient que l'anglais est devenu la langue commune de communication à l'intérieur de "ce grand cercle d'organisation communautaire juive qui existe en Amérique du Nord, sous le nom de Federation of Jewish Welfare Organization, qui est vraiment le parapluie de tout ce qui est représenté comme vie communale juive en Amérique du Nord" (homme ashkénaze, 63 ans, citoyen d'adoption).

Étant donné la population juive aux États-Unis (six à neuf millions de personnes) et au Canada (300 000 personnes), l'influence du milieu anglophone constitue une réalité incontournable pour la grande majorité des Juifs - comme l'illustre, avec une pointe d'humour, ce même leader en déclarant que, au sein des structures communautaires juives nord-américaines, un Juif s'exprimant en français "serait un Juif venant d'une autre planète" (homme ashkénaze, 63 ans, citoyen d'adoption).

Ainsi, jusqu'à ce que les Sépharades arrivent au Québec et tant que les législations québécoises ne sont pas venues encourager puis rendre obligatoire l'apprentissage du français, la communauté juive du Québec est demeurée, comme celle du reste du Canada, une communauté anglophone. Le bilinguisme était alors conçu non comme la maîtrise des deux langues officielles du pays, mais comme la connaissance de l'anglais en plus de la langue du pays de provenance:

"Ainsi le bilinguisme n'était pas une question d'anglais et de français, pour eux c'était un multiculturalisme anglophone: ce qu'ils ont appris à l'école et la culture du pays qu'ils ont quitté. C'est comme avec les Ukrainiens au Manitoba: le biculturalisme au Manitoba c'est l'anglais et l'ukrainien". (homme ashkénaze, 63 ans, citoyen d'adoption)

Un rabbin sépharade précise que lorsque les premiers Sépharades, parlant le français, arrivèrent du Maroc, ils furent accueillis par la communauté juive ashkénaze. Par le biais des structures communautaires d'accueil et de soutien aux nouveaux arrivants, la poursuite de l'intégration des Juifs au milieu anglophone a été favorisée: "Ils ont trouvé une communauté ashkénaze anglophone très fortement structurée, qui les a accueillis à bras ouverts" (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption). La tendance a donc été, dans

un premier temps, à l'assimilation de ces nouveaux immigrants à la communauté anglophone du Québec (Ouaknine et Lévy, 1989). Les Sépharades s'insèrent au milieu juif anglophone avec d'autant plus de facilité, raconte un des leaders, que "dans l'esprit des Juifs marocains, parler anglais c'est une promotion. Comme on valorisait le français au Maroc, on valorisait aussi l'anglais, c'est l'Amérique, c'est l'Angleterre... Donc, c'était tout à fait naturel qu'on glisse" (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption).

À la suite de tensions internes, la communauté sépharade a décidé toutefois de prendre certaines distances vis-à-vis la communauté ashkénaze (Ouaknine et Lévy, 1989). En effet, dans la foulée de leur effort d'intégration des Sépharades, les Ashkénazes invitaient ceux-ci à adopter également leurs rites religieux, leurs coutumes, leur mode de vie, etc. Certains Sépharades ont ressenti fortement ces pressions, qui pouvaient se doubler d'un certains mépris à leur égard, comme le souligne le même leader:

"Alors, les Ashkénazes voulaient aussi qu'on s'intègre sur le plan de la liturgie, etc. Ça, ça n'a pas pris du tout parce que tout de suite les Juifs sépharades ne se sont pas du tout, du tout sentis à l'aise avec la liturgie et la vie de la synagogue, les coutumes, ça avait rien à faire avec leur monde, et le leur était bien meilleur. Donc ça, ils ont tout de suite été catégorisés comme étant une sous-classe". (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption)

En réponse à cette situation, les Sépharades ont décidé de mettre en place leur propres structures éducatives, favorisant une affirmation de leur spécificité, c'est-à-dire à la fois en tant que Juifs sépharades et en tant que francophones. Ils ont donc créé l'école Maïmonide en 1969, où les enfants sont éduqués en français. D'après le répondant cité plus haut, la création de cette école marque "un tournant capital" dans l'évolution de la communauté sépharade.

2.1.2 Le statut du bilinguisme anglais/français

L'ensemble des leaders rencontrés avance qu'aujourd'hui, tous les jeunes de la communauté juive seraient bilingues (anglais/français), qu'ils soient Ashkénazes ou Sépharades. En ce qui concerne les adultes, on souligne que 60 p. cent d'entre eux environ parleraient les deux langues officielles du Canada. Les résistances se trouveraient parmi les Ashkénazes les plus âgés qui, selon une répondante, perçoivent le français comme une langue étrangère que l'on essaierait de leur imposer:

"Les Ashkénazes sont de plus en plus bilingues, beaucoup refuseront de toute façon de parler français, mais beaucoup plus dans l'ancienne génération. Je ne parle pas de ceux de mon âge et un peu plus âgés, je parle vraiment de la génération précédente, celle qui a traversé majoritairement l'immigration". (femme sépharade, 29 ans, citoyenne d'adoption)

Un répondant ashkénaze membre du Congrès juif canadien et né au Québec voit dans ce refus de la part de certaines personnes un réflexe de protection et de défense de leur propre identité, et l'indice d'une plus ou moins grande capacité d'adaptation à des changements rapides. Des communautés qui ont pu vivre au Québec depuis plusieurs générations sans jamais éprouver la nécessité de parler le français se retrouvent confrontées à l'obligation soudaine de maîtriser le français. L'adoption de la Loi 101 et l'affirmation subséquente de l'identité québécoise et du fait français ont, selon ce leader, entraîné dans les milieux anglophones juifs des bouleversements tels qu'il ont déclenché une "crise d'adaptation".

Le tournant pris par le Congrès juif canadien (région du Québec) à la fin des années 1980, et les effets produits par cette nouvelle orientation, illustrent bien ce propos. Au moment où cet organisme, le plus ancien et le plus important de la communauté juive du Canada, a décidé de reconnaître les orientations nationales majeures du Québec, notamment l'affirmation de son identité francophone, ceux de ses membres qui, au Québec, avaient pu jusqu'alors fonctionner intégralement en anglais et ceux dont les capacités d'adaptation étaient plus limitées (ce qui réfère en général aux générations précédentes) ont vécu - et vivent encore, semble-t-il - énormément d'anxiété et de tensions:

"As I said at the beginning, I also believe that Canadian Jewish Congress which is the senior organization in the community on issues of public policy, has moved dramatically in the last three years to integrate our political decision-making process into Québec mainstream, francophone mainstream. There is no other mainstream. That having been said, and we keep on coming back to this theme, there is enormous change taking place. And there's no question but that change has created anxiety, tension and stress for those in our community who are unilingual anglophone and for people in general who have difficulty adapting and dealing with change. I think that it is a normal and natural thing. I think that our entire society, French and English, Jew, Catholic, Protestant alike, is being asked to adapt at enormously fast rates. And it's difficult for us all. We will look back decades from now on this period and wonder how we managed to hold it together and adapt and achieve relative equanimity. And right now we are in the midst of, I think, that adaptive crisis". (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

Les leaders ashkénazes et sépharades estiment essentiel de parler l'anglais et le français, pour qui veut se donner les meilleures chances d'intégration au marché du travail. Une répondante avance toutefois qu'en dépit de l'adoption de mesures législatives pour promouvoir et protéger le fait français au Québec, plusieurs, et notamment des propriétaires d'entreprises installées depuis longtemps, ne ressentent aucunement la nécessité, vis-à-vis le milieu des affaires, leur clientèle ou même leurs employés, de parler le français. À défaut d'en éprouver le besoin ou d'y voir des avantages, ils demeurent donc unilingues anglophones.

"La plupart de mes parents n'ont pas parlé français parce que ce n'est pas nécessaire. Ils peuvent continuer au travail, ils peuvent faire leurs affaires sans parler le français et beaucoup parmi eux n'ont pas appris". (femme, 42 ans, citoyenne de naissance)

Les générations plus jeunes (moins de 40 ans) verraient par contre le bilinguisme comme une obligation incontournable pour s'intégrer économiquement au Québec, d'après plusieurs répondants. Un leader attribue le taux de chômage très élevé qui sévit dans certaines communautés ethniques, notamment chez les Québécois anglophones d'origine antillaise, au fait qu'ils n'ont pas "une connaissance au moins minimum de la langue française" (homme ashkénaze, 36 ans, citoyen de naissance). La communauté juive, pour sa part, a su faire preuve de réalisme, poursuit-il: "il faut faire le choix d'apprendre à parler le français, sinon on ne peut pas rester ici". C'est ainsi que dès le milieu des années 1970, des parents juifs anglophones, soucieux d'assurer à leurs enfants une meilleure intégration au marché du travail au Québec, commencent à réclamer l'enseignement du français dans les écoles juives.

De l'avis d'une leader sépharade, le phénomène est un peu plus complexe du côté de la communauté juive francophone. Parce qu'ils ont été accueillis et desservis par un milieu juif anglophone et qu'ils vivent dans des quartiers anglophones de Montréal, où se concentre la population juive, il leur a fallu apprendre l'anglais pour travailler:

"Vous avez dit: il a fallu devenir bilingue. Pourquoi?"

Pour entrer dans le marché du travail (...) pour rentrer dans certaines compagnies ou même dans n'importe quel magasin". (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Les jeunes de la communauté sépharade apprennent l'anglais à l'école, mais ils semblent avoir tendance, depuis quelques années, à utiliser davantage l'anglais que le français à l'extérieur de la maison, donc à s'intégrer aux milieux anglophones. Plusieurs explications sont avancées face à ce phénomène qui déroute quelque peu leurs parents: l'environnement anglophone, la facilité d'apprentissage et de maîtrise de l'anglais par rapport au français, les liens avec la communauté ashkénaze et, encore là, la question de la langue de travail, du commerce notamment. On pourrait y ajouter ce quelque chose d'indéfinissable que l'un de nos interlocuteurs appelle "l'attrait étrange" de l'anglais chez les jeunes, qui pourrait bien correspondre à un certain "réalisme" face à un marché du travail et à un milieu social où le fait de ne parler que le français constitue encore un handicap:

"La communauté sépharade, à la base, était francophone. Elle continue de l'être encore, mais à travers les jeunes, elle est en train de s'intégrer, au plan linguistique, au plan du commerce, au plan de ceux qui évoluent avec la communauté ashkénaze ou qui évoluent

ou qui ont des filiales à Toronto ou ailleurs, l'intégration, l'assimilation, est en train de se faire.

À l'anglais?

Oui. Et c'est beaucoup dû aux jeunes, ces jeunes qui sont mes enfants, qui sont les enfants qui arrivent et qui s'intègrent presque naturellement à la communauté anglophone (...) Je regarde mes enfants, je regarde leurs copains sépharades; entre eux, c'est en anglais que ça se passe (...) Il y a, d'autre part, ceux qui sont déjà en affaires (...) ceux qui évoluent à un niveau supérieur, si vous voulez, avec des filiales à Toronto, à New York ou ailleurs, plus souvent qu'autrement ça se passe en anglais". (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption)

Il semble que le premier facteur incitatif à l'apprentissage du français pour les jeunes est leur langue d'origine, le français étant une langue de prestige au Maroc, du moins en ce qui a trait aux Juifs sépharades. L'autre facteur essentiel est la législation linguistique qui oblige les enfants des nouveaux arrivants à fréquenter des écoles françaises, et qui lie l'octroi de subventions à des écoles juives à l'enseignement en français, ne serait-ce qu'en partie.

En définitive, les leaders ashkénazes et sépharades estiment pour la plupart nécessaire d'être bilingues (anglais/français). Toutefois, leurs motifs vont de l'obligation pure et simple au choix de plein gré.

La rétention d'une langue autre que le français ou l'anglais n'a pas été examinée dans cette enquête, compte tenu de la trop grande variabilité des situations et des origines nationales des répondants.

2.1.3 Le statut différencié de l'anglais et du français

- Le français

Si l'ensemble des répondants s'entend pour dire qu'il est normal de respecter la volonté des Québécois d'affirmer le fait français au Québec, des nuances importantes colorent toutefois cette position de principe.

Pour les Sépharades, parlant français à leur arrivée et sensibles aux revendications linguistiques des Québécois, la législation qui impose le français comme seule langue officielle au Québec est chose normale et nécessaire. Du côté ashkénaze, plusieurs leaders rencontrés sont d'avis que la reconnaissance du fait français au Québec est acceptée "dans la communauté" (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption). Un répondant avance que le seul fait que les quatre cinquièmes de la communauté juive soient

demeurés au Québec après 1976 signifie que ces gens ont opté pour la francisation (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption), mais ne nous y trompons pas, de dire le même leader, si les Juifs anglophones acceptent la francisation, ce n'est pas "par amour du Québec", mais bien parce qu'"il y a une réalité nouvelle et les gens s'y plient".

Une large part de la communauté juive anglophone se dresserait néanmoins contre toute pression exercée pour les inciter à utiliser le français au lieu de l'anglais. Dans la mesure où cela signifie à leurs yeux l'imposition de restrictions quant à l'usage de leur propre langue, les Juifs anglophones se sentiraient brimés dans leurs droits. "Ce que les gens acceptent le moins peut-être ce sont les restrictions, les interdits", dira une répondante (femme, ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption). Une autre leader tient des propos similaires: "Most Jews are afraid of enforced language processes, but all agree that they should speak French" (femme, 46 ans, résidente permanente).

Malgré ces affirmations, qui reflètent l'essentiel des propos de l'ensemble des répondants, certains témoignages mettent par ailleurs en garde contre la tentation d'une généralisation abusive pouvant amener à conclure que les Juifs anglophones apprennent le français de mauvais gré. Une leader ashkénaze dira, par exemple, que si son père ne parle que l'anglais, "ma mère, elle, aime parler le français (...) Même ma soeur maintenant qui vit aux États-Unis a gardé son français" (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance).

On remarque enfin que certains répondants manifestent de l'amertume, exprimant l'avis que le fait de parler français couramment n'écarterait pas tout à fait le risque d'être rejetés parce que n'étant pas des "Canadiens français" d'origine:

"I think the younger people today are all bilingual. But that doesn't help. That's the problem. It doesn't help. My boys are absolutely fluent in French. (...) They still feel ostracized because they are not French-Canadian. Even though they speak French. My middle one works in a restaurant. He speaks only French at work because he deals mostly with French clientele in the restaurant. But he says you still feel you're an outsider by the people who are French-Canadian". (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne d'adoption)

- L'anglais

De leur côté, les leaders de la communauté sépharade rencontrés abordent généralement la question du bilinguisme français-anglais avec sérénité. On rappellera que, pour les Juifs, l'apprentissage de différentes langues au cours de leurs pérégrinations est une chose courante, née d'une nécessité mais

devenue au fil du temps un "trait culturel". Comme l'explique une leader, le contexte nord-américain fournit l'occasion aux Sépharades d'apprendre et de pratiquer l'anglais, et ceux-ci ne sauraient se priver d'une telle richesse culturelle: "Pour nous, c'est important de connaître les deux langues. Le contraire serait un moins dans notre culture" (femme sépharade, 47 ans, citoyenne d'adoption). Par contre, chez les Sépharades comme chez les Ashkénazes, surgit une sorte de "frustration" aussitôt qu'apparaît un sentiment d'obligation:

"Au Québec, je pense que le français (...) devrait être la langue de communication à la base. (...) Que je parle l'anglais, c'est un plus et un privilège que j'aime bien m'offrir, mais être obligée ou me voir limitée à certains emplois parce que je ne possède pas l'anglais, que je ne le maîtrise pas complètement, j'avoue qu'il y a là une frustration". (femme sépharade, 29 ans, citoyenne d'adoption)

Le milieu de travail constitue un des lieux privilégiés d'intégration linguistique au Québec. Aussi longtemps que les Juifs ont pu travailler en anglais, et aussi longtemps qu'ils peuvent continuer de gagner leur vie dans cette seule langue, leurs efforts d'apprentissage du français ont été et demeurent, selon les propos d'un répondant, assez limités.

La situation est cependant très différente pour les jeunes générations, car le français leur est dorénavant enseigné à l'école. Plusieurs leaders font référence à l'intégration économique des jeunes de la communauté, mais aussi à leur intégration sociale. On tend donc à favoriser le bilinguisme chez les jeunes en plaçant les nouveaux arrivants dans des classes d'accueil en français:

"Tous les enfants des nouveaux immigrants qui arrivent, il n'y a pas de question, vont à l'école française, même ceux qui vont dans le réseau juif vont dans les écoles juives françaises". (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption)

On a vu que les jeunes sépharades ont accès à l'enseignement en français. Quant aux jeunes qui fréquentent les écoles du réseau juif anglophone ou du réseau protestant, ils bénéficient de cours de français qui sont d'excellente qualité, de l'avis de plusieurs répondants. Au-delà de la volonté des parents de mieux préparer leurs enfants à faire face aux exigences de la société québécoise, les écoles se doivent, pour satisfaire aux normes gouvernementales, de dispenser des cours en français:

"Ici évidemment les écoles juives, même privées, reçoivent beaucoup de subventions du gouvernement, elles sont très subventionnées, ça veut dire que même étant privées, elles sont accessibles à la plupart des gens de la communauté. (...) Mais pour avoir accès à ces subventions, il faut qu'ils se conforment à certains règlements du gouvernement et ça veut dire que beaucoup est enseigné en français, même dans les écoles dites anglophones". (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Quelques répondants sépharades soulignent cependant une difficulté rencontrée dans leur communauté, celle de l'anglicisation d'une partie des jeunes. En effet, lorsque leurs enfants, faute de pouvoir aller dans les écoles juives françaises (manque de place, difficulté d'accès géographique), fréquentent des écoles du réseau juif anglophone ou protestant (présupposé plus ouvert que le réseau catholique aux différences religieuses), les enfants sont alors éduqués en partie dans la culture anglophone et deviennent essentiellement anglophones. L'anglais et le français seraient alors parlés à la maison, d'où la réflexion que font quelques parents, à savoir que le bilinguisme au Québec, ça complique les choses!

"[Dans les foyers sépharades] les trois quarts des gens parlent d'abord français parce que c'est leur langue maternelle. Maintenant, le problème c'est quand il vont à l'école anglaise. (...) Alors du coup, à la maison, avec les enfants, tu vas avoir cette espèce de problème de parler en anglais ou en français, mais autrement, immédiatement, ce qu'on parle c'est le français." (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Si le milieu de travail, l'école, et la maison, chez les Juifs sépharades, tendent généralement à favoriser la francisation des Juifs qui vivent à Montréal, la communauté juive renforcerait cette tendance en offrant des services bilingues dans ses organismes communautaires et surtout, en encourageant l'utilisation de la langue française au sein du Congrès juif canadien. Selon l'un de ses dirigeants, de 65 à 70 p. cent des interventions se font en français et aucune traduction n'est assurée parce que l'on assume que tout le monde est bilingue⁷.

2.2 Les législations linguistiques québécoises

Vingt-trois des 25 répondants ont été amenés à commenter les législations linguistiques au Québec, et plus particulièrement les Lois 101 et 178. Pour mieux saisir la portée du discours des leaders rencontrés, on rappellera le mémoire soumis à la Commission Bélanger-Campeau par les représentants de la communauté juive, où la législation linguistique est commentée dans la section des "droits de la personne". Le Congrès et les organisations juives qui ont collaboré à la rédaction du mémoire reconnaissent la légitimité du Québec à défendre et à promouvoir la langue et la culture françaises, dans un système

⁷. Ce propos diverge des faits rapportés à l'époque du terrain de la recherche. En effet, lors d'une assemblée générale du Congrès juif canadien au Québec, des membres de la communauté sépharade ont violemment protesté, dans un atelier portant sur les relations entre Ashkénazes et Sépharades, contre le déroulement des échanges en anglais. Les conférenciers sépharades et ashkénazes intervenaient en anglais, suscitant la colère de certaines personnes qui protestèrent par la suite, dans les mêmes termes que ceux qu'utilisaient les Québécois francophones d'origine, dans les années 1960 et 1970, placés dans des situations analogues.

démocratique où les droits de la minorité sont protégés⁸. Les représentants juifs ajoutent: "Dans cet esprit, il nous semble capital que toute action entreprise pour renforcer la langue française, n'empiète en aucun cas sur la liberté d'expression reconnue à toute personne." (1990:7)

C'est sur cette base que le mémoire s'oppose à la clause dérogatoire enchâssée dans la Charte canadienne des droits et libertés, visant ainsi indirectement la Loi 178 qui irait à l'encontre de l'égalité des personnes devant la loi. La Ligue des droits de la personne B'Nai Brith Canada (région du Québec) soulève aussi la question linguistique en rapport avec les droits de la personne et s'oppose de la même manière à la "clause nonobstant" qui sous-tend la Loi 178 (1990).

2.2.1 Les Lois 101 et 178

Parmi les 23 leaders qui se sont prononcés sur cette question, 13 disent accepter la Loi 101, trois la contestent et sept adoptent une position nuancée. Le soutien de la Loi 101 se retrouve généralement parmi les répondants de la communauté sépharade. Les leaders ashkénazes, quant à eux, ne s'opposent pas nécessairement à cette loi (seulement deux d'entre eux s'y déclarent fermement opposés); ils affirment comprendre les intérêts défendus par le Québec, mais plusieurs n'en manifestent pas moins d'importantes réserves.

- Les motifs d'appui à la francisation.

Une majorité de leaders sépharades se dit favorable à la Loi 101, certains voudraient la voir renforcée, et l'un d'eux invoque la "raison d'État" à l'appui de sa position. L'appui à la Loi 101 fait consensus parmi les membres de la communauté sépharade, comme le soulignent plusieurs d'entre eux. Du côté ashkénaze, quelques leaders se disent d'accord avec la Loi 101, la reconnaissant comme un "mal nécessaire". Même si certains estiment que le fait français est maintenant accepté, la plupart s'insurgent contre le caractère contraignant de la Loi 101.

Ceux qui se représentent la Loi 101 comme un "mal nécessaire" évoquent le contexte canadien anglophone au sein duquel les Québécois doivent continuellement lutter pour assurer leur survie comme peuple "francophone". Ils sont conscients de la nécessité d'une législation destinée à protéger la langue

⁸. L'énoncé du mémoire se lit comme suit: "Tout système démocratique doit concilier le rôle et les pouvoirs dévolus à la majorité et à la protection de la minorité" (1990:7). Ainsi formulé, l'énoncé fait abstraction à la fois des droits de la majorité, en insistant sur "le rôle et les pouvoirs" de celle-ci, et du fait que la "majorité" au Québec constitue une minorité au Canada.

et la culture de la majorité francophone et à dissiper toute ambiguïté. De nombreux anglophones voient dans la Loi 101 une simple abrogation des droits et libertés, affirme le premier, qui dit comprendre que ces droits ne sont pas absolus. Le deuxième leader insiste sur la nécessité d'affirmer le fait français au Québec:

"There are at times a need to effect legislative remedies that create structures that ensure the existence of language. It's an extremely difficult issue to respond to. There are many people in my community who disagree vehemently with me and believe that la Loi 101, c'est une abrogation des droits humains, end of story. I believe that it is an abrogation of the rights and freedoms of the anglophone minority and others. I understand that at any given point in history in any society, human rights and freedoms are not absolute, but are always qualified by certain larger parameters. I believe that 101 is a necessary evil". (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

"Moi j'ai toujours été en faveur de toute loi qui établissait d'une façon assez claire que le Québec était francophone (...) Donc, l'idée d'avoir des lois assez claires sur le fait que le Québec est une société où on parle français, je trouve que c'était nécessaire, une sorte de mal nécessaire". (homme ashkénaze, 45 ans, citoyen d'adoption)

Dans un article du journal *Le Devoir*, l'un des principaux dirigeants de la communauté sépharade affirmait que la position des Sépharades est plus facile à définir que celles des Ashkénazes (Ohana, 1990). Les intérêts des Sépharades n'entrent pas, selon lui, en conflit avec ceux des Québécois d'origine canadienne-française, au niveau de la langue. C'est d'ailleurs justement parce que le Québec est francophone qu'ils sont venus s'y installer. Dans le même sens, un répondant ajoute:

"La culture française (...) est vraiment menacée ici", ce qui oblige les Québécois francophones à réagir pour contrer la menace, à "aller des fois jusqu'à des extrêmes (...) ils n'ont pas le choix, c'est ça ou (...) ils vont devenir une minorité dans leur propre province. (...) D'une certaine façon, il y a un peu la raison d'État". (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption)

Tout en reconnaissant que la Loi 101 "a permis d'abord au fait français d'exister d'une manière (...) plus solide, (...) elle nous a imposés en tant que francophones", un leader sépharade, dont l'opinion est minoritaire, considère que la Loi 101 a enlevé des droits aux francophones :

"Faites en fin de compte pour embêter les anglophones (...) elle n'a fait qu'embêter les francophones eux-mêmes. En fait, elle nous a enlevé des droits. Les anglophones pouvaient envoyer leurs enfants dans les écoles soit anglaises, soit françaises, mais nous,

francophones, nous ne pouvions envoyer nos enfants que dans les écoles françaises".
(femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Enfin, un autre type d'argument est invoqué en appui à la Loi 101, qui situe la communauté juive quelque peu à l'extérieur du débat qui consiste à se prononcer sur la légitimité des revendications québécoises. Une répondante définit la question de la langue et de la législation linguistique au Québec en termes de respect de "l'appartenance juive", celui-ci devant commander le même respect pour la majorité française du Québec. Or, selon deux leaders, cette appartenance juive n'a rien à voir avec la langue du pays où résident les Juifs. Donc, tant que les lois du gouvernement du Québec respectent l'appartenance juive, les Juifs et la communauté juive en général n'ont aucune raison de s'opposer à la démarche d'affirmation du Québec et de son identité propre. La répondante citée précise sa pensée en ajoutant: "Nous sommes dans une province donc à majorité française (...) Ce qui est important pour nous, c'est de respecter le Québécois et de vivre avec lui. De le respecter, donc à notre tour d'être respectés". Elle poursuit sur le caractère nécessaire de la Loi 101:

"Moi, ce que je pense, c'est qu'elle est nécessaire la Loi 101 (...) Ce qui est important pour nous, c'est de vivre dans une province où les gens sont heureux (...) si on me permettait de vivre en tant que Juive d'une façon harmonieuse en chinois, je vais vivre en chinois. J'aurais de la peine de perdre ma langue parce que je l'aime, mais je ne veux pas faire un big deal comme ce qui s'est fait. Je veux dire ce n'est pas la fin du monde. Nous sommes dans une province à majorité française, je veux respecter les gens, je veux respecter cette majorité (...) À la Fédération des femmes, je parle comme ça (...) au risque de me faire passer pour quelqu'un (...) qui ne respecte pas la majorité juive (...) Mais c'est faux, ils ne comprennent pas la pensée du Québécois (...) Ce qui est important pour nous, c'est de respecter le Québécois et de vivre avec lui. De le respecter, donc à notre tour d'être respectés". (femme sépharade, 48 ans, citoyenne d'adoption)

- Les motifs de résistance

Une autre répondante soutient que l'unilinguisme au Québec entre en contradiction flagrante avec le caractère multiethnique et multiculturel du Canada. Par ses lois sur la langue, le Québec irait à l'encontre de ses propres intérêts et réduirait ses capacités de survie en se privant de la richesse essentielle que représente un fonctionnement dans les deux langues. Il priverait en outre sa population, notamment les jeunes, d'une source primordiale de mobilité et de diversité de choix (lieux d'étude, de travail, de vie). À la limite, selon elle, ces lois sont des mesures coercitives qui s'attaquent directement aux droits civils et aux droits des minorités:

"(...) they went a step too far in not allowing the bilingual reality to stand (...) And that it seems to me it denies civil rights, but more importantly, from where I stand because of

my ethnic background, it seems to deny the very nature of multicultural environment that is necessary, not just for Canada's, but for Québec's survival. (...) And yes, our children should speak French and be able to function in the french sector. But I also think French children should speak English and be able to function in the English Sector". (femme ashkénaze, 45 ans, résidente permanente)

Mais c'est moins la Loi 101 que la Loi 178 qui pose le plus de problèmes à la quasi-totalité des leaders interrogés. "C'est une question très délicate" répètent plusieurs d'entre eux. "La langue et la culture, ça ne s'impose pas", disent certains; "l'intégration, ça ne se légifère pas", affirment d'autres. "C'est aller contre les droits acquis des anglophones" soutient une leader (femme sépharade, 43 ans, citoyenne d'adoption); "c'est aller contre les droits naturels et les droits humains", lance-t-on; "c'est inférioriser les autres cultures; c'est une démonstration de xénophobie" proclame un autre répondant (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption).

À ces arguments, quelques personnes répondent qu'en voulant trop protéger l'usage de l'anglais au Québec, les Juifs anglophones s'enfoncent dans un faux débat qui va à l'encontre de leurs propres intérêts et qu'ils contribuent ainsi au maintien de l'aliénation de la population "canadienne-française":

"Moi je dis (aux Juifs anglophones) vous rendez un mauvais service à la communauté juive parce que l'anglais n'est pas une composante fondamentale du judaïsme. On peut très bien être Juif en français, nous n'avons pas reçu l'anglais du Sinaï. Et alors, vous êtes en train d'aliéner la population canadienne-française pour quelque chose qui n'est pas éminemment juif. Si par exemple on devait m'interdire de prier dans les synagogues, là je me dresserais avec vous. Or non. Nos écoles sont subventionnées, nous, on est bien, pourquoi est-ce qu'on va créer, se faire les défenseurs d'une cause qui n'est pas une cause juive.(...) Et ça ce sont des considérations dont il faut tenir compte quand on est un leader. Et ce n'est pas ramper, ce n'est pas être traître (...) c'est avoir une vision des choses". (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption)

Dans la mesure où les "Canadiens français" forment la grande majorité de la population québécoise, il serait tout simplement démocratique que les diverses minorités respectent l'affirmation du fait français, ajoute le même répondant, et ce "en autant que ses droits fondamentaux [de la minorité] ne soient pas brimés". Or, "en ce qui nous concerne, nous ne pensons pas que le gouvernement du Québec a brimé les droits fondamentaux de façon outrageante".

La discussion des enjeux que représente pour le peuple québécois l'imposition du fait français revient dans plusieurs entrevues. Une des leaders compare à ce propos les moyens pris par le Québec et

ceux pris par l'État d'Israël pour donner une cohésion au pays, assurer l'unité et affirmer les droits collectifs du peuple israélien. Le premier moyen que prit Israël fut notamment d'imposer l'hébreu à l'ensemble du pays, interdisant même l'enseignement du yiddish dans les écoles jusqu'à ce que la population maîtrise bien l'hébreu. Au Québec, estime-t-elle, le gouvernement est allé trop loin avec la Loi 178, qui a franchi la frontière du respect des droits individuels. C'est là d'ailleurs la principale réserve formulée par les leaders qui trouvent très délicat de trancher la question de la protection du français au Québec.

"Comment voyez-vous le débat droits collectifs, droits individuels dans le contexte québécois?"

Very difficult. And I'm never sure which one to do and most probably because I understand the collective rights by understanding Israel. Most Jews don't relate the same way. I believe that Israel was created and collective rights was the first rights that they put together to guarantee a country and to guarantee a language. You have people who came to Israel learning all different languages and not knowing Hebrew. And Israel assured that the language spoken would be Hebrew. And they even stopped Yiddish from being - not signs, signs were always allowed - but they stopped Yiddish from being introduced to the schools and in certain areas until they were sure that the Hebrew language, the quality and the quantity, was well-known by the people and then they opened up. And so to me, that was a collective right they took. And I believe French Canada is doing it in the same way, that there is a collective right that says that there's something here that we have to do in order to assure that we maintain ourselves. So I understand language and I understand that has to be. But to what degree against individual rights, I think it's gone sometimes too far. I do believe in collective rights but I think that the line of collectivists as individual has not been well-defined, because it's again out of fear rather than out of thought. And so that there are some individual rights that have been as far as I'm concerned made more important than they should be, such as the signs language. It's made into the be-all and the end-all of the fight and so everybody has put all of their thoughts and all of their emotions and their energies into the signs, when all emotions and energies should be into the saving of the culture". (femme ashkénaze, 45 ans, citoyenne d'adoption)

Selon plusieurs leaders sépharades et selon ce qui ressort des entrevues avec les opposants à la Loi 178, la position des répondants ashkénazes reflète en fait la peur de l'indépendance du Québec, que certains ont tendance à associer à un danger d'ostracisme, voire même d'antisémitisme. Le nationalisme québécois fait peur aux Juifs anglophones, de l'avis d'un leader ashkénaze, parce qu'il "rappelle d'autres nationalismes" qui ont laissé les Juifs "très vulnérables", très craintifs face à tout ce qui pourrait prendre la forme de l'antisémitisme. Un des leaders exprime en toute simplicité cette crainte:

"Je comprends bien les Québécois, les francophones, mais (...) ça fait de l'exclusion, ça discrimine. La discrimination, j'en ai trop souffert". (femme ashkénaze, 64 ans, citoyenne d'adoption)

On voit ainsi que la question linguistique soulève de vives réactions dans la communauté juive, surtout dans sa composante anglophone, parce qu'elle est liée à la question nationale et à une éventuelle indépendance du Québec et entre en contradiction avec le sentiment d'identification d'une majorité de Juifs québécois au Canada. C'est de plus un point qui touche directement la sensibilité de gens marqués, directement ou non, par l'expérience de la persécution dont leurs coreligionnaires ont été les victimes à travers l'histoire.

3. LA DIMENSION IDENTITAIRE ET ETHNOCULTURELLE

La dimension identitaire et ethnoculturelle du discours des leaders de la communauté juive rencontrés a été analysée à l'aide de quatre catégories: l'auto-identification ethnique, la terminologie des relations interethniques, la perception de la culture québécoise, les idéologies et politiques d'intégration des communautés ethniques au Canada et au Québec.

3.1 L'auto-identification ethnique

Le recensement de 1986 indique que 10 p. cent des Québécois sont d'origine unique autre que française, britannique et autochtone. Selon ce même recensement, la communauté juive forme la deuxième communauté par ordre d'importance, ses effectifs représentant 1,3 p. cent de la population du Québec. La région métropolitaine de Montréal regroupe plus de 95 p. cent des membres de la communauté juive, soit 2,8 p. cent de la population montréalaise. Les données concernant les origines multiples ne modifient pas réellement la situation (Benjamin, 1988)⁹.

Une étude plus récente montre par ailleurs que "la part d'identification ethnique décroît avec le temps" (Deschamps, 1990:2) et les groupes ethniques implantés depuis longtemps se définiraient plus fréquemment comme Canadiens ou Ethno-Canadiens que ceux d'implantation plus récente, tout en conservant un fort sentiment d'appartenance ethnique. Toutefois, une autre analyse montre que ce constat s'avère plus que relatif en ce qui a trait à la communauté juive (Breton, 1990). L'examen de plusieurs variables montre, en effet, que les Juifs apparaissent comme le seul groupe étudié dont le taux de rétention

⁹. Selon Schnapper (1987), le Canada est l'un des seuls pays modernes, avec l'Australie, qui recense sa population selon l'appartenance religieuse et l'appartenance ethnique, et ce pour des raisons historiques.

des valeurs culturelles et l'identité ethnique propre se maintiennent substantiellement génération après génération (Breton, 1990:82). Pour illustrer cette analyse, on peut citer le mémoire soumis par le Congrès juif canadien à la Commission Bélanger-Campeau. Récusant l'opposition entre les termes de "Québécois pure laine" ou "Québécois de vieille souche" et "les autres", les représentants juifs affirment qu'ils peuvent "être Juifs, Québécois et Canadiens sans difficultés et sans contradictions" (1990:4). Si "l'appartenance juive" apparaît ici primordiale, elle ne semble pas contredire le fait d'être Québécois ou Canadien - c'est du moins ce que l'on constate aussi bien dans les présentations faites par les représentants de la communauté juive devant la Commission Bélanger-Campeau que dans les propos tenus par les leaders qui ont participé aux entrevues (voir également Elbaz, 1989; Elazar et Waller, 1990).

Au cours des entrevues, le discours des leaders juifs relatif à l'auto-identification ethnique peut être décrit en trois volets: la multiplicité des axes de références, la dimension politique rattachée au phénomène de l'auto-identification ethnique, et enfin, la difficulté d'être reconnu comme Québécois. Ce thème a été abordé avec 22 répondants (11 Ashkénazes et 11 Sépharades, dont 12 femmes).

3.1.1 Les multiples références identitaires

Pour une majorité des leaders rencontrés, l'identité juive demeure la plus significative, réalité qu'ils traduisent en se disant "d'abord Juifs". Une référence à la communauté ou au pays d'adoption complète le plus souvent cette définition.

- *L'identité juive*

Les propos des leaders montrent que l'identité juive se prête à une grande diversité de définitions et qu'elle n'est pas nécessairement liée à une pratique religieuse ou à une relation à Israël, ce que confirme la littérature sur le sujet (Rodal, 1983).

Parmi les leaders non pratiquants qui s'identifient en tant que Juifs, une femme sépharade y voit davantage une "identité profonde, culturelle" que la "revendication d'un groupe ethnique". Cette appartenance s'inscrit pour elle dans un mouvement de retour aux sources auquel elle s'est associée en France, et qui ralliait même des gens établis dans ce pays depuis deux ou trois générations: "C'était vraiment une question liée à la définition d'un judaïsme laïc", précise-t-elle (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption). Une répondante ashkénaze laïque affirme s'identifier à la communauté juive

d'origine de ses parents, qu'elle n'a pourtant pas connue (femme ashkénaze, 53 ans, citoyenne de naissance).

En général, les répondants ashkénazes admettent l'influence du pays d'accueil ou du pays d'origine dans la construction de leur identité. Les leaders sépharades accordent, quant à eux, une place centrale à la culture juive sépharade ou orientale. Plus de la moitié en effet se définit d'abord comme Juifs sépharades et se réclame de la culture française. On insiste en outre, dans certains cas, sur diverses influences culturelles (marocaine, québécoise, canadienne, espagnole, arabe, berbère).

- L'identité canadienne et québécoise et les autres dimensions

Une grande majorité de répondants (huit sur 11) ashkénazes, dont deux d'origine américaine, a intégré à son identité juive une autre dimension, souvent très chargée émotionnellement: l'appartenance au Canada. La référence au Québec vient pour la plupart en second lieu.

Une leader ashkénaze d'origine américaine exprime ainsi la hiérarchie de ses appartenances, après 20 ans de résidence au Canada:

"I'm a citizen of the United States. But I feel very strongly as a Canadian (...) I feel strongly identified... Canada's been very good to me, personally, and to the Jewish community". (femme, 46 ans, résidente permanente)

En ce qui concerne les répondants sépharades, qui appartiennent à un segment de communauté plus jeune, l'identification au Québec ou au Canada est moins fréquente que dans le cas des Ashkénazes, mais elle peut se révéler très importante pour certains. Elbaz fait mention de la proximité et de la complexité, d'une part, des rapports entre les Sépharades et la majorité francophone au Québec et, d'autre part, du maintien de "l'identité juive au sein de la culture québécoise francophone" (1989:96). En effet, cinq leaders sépharades incluent explicitement dans la définition de leur identité une mention du Québec alors que deux seulement font référence au Canada.

Deux répondants sépharades cherchent à expliquer l'importance qu'ils attachent au Québec et au Canada, le premier déclarant que "ce n'est pas par hasard si, quand on est venus au Québec, on y est restés. Il y a des gens qui sont allés en Israël et qui ne sont pas restés en Israël" (homme, 48 ans, citoyen d'adoption). Les propos du deuxième montrent une évolution du processus d'identification :

"Autant je me sens authentiquement Québécois, n'importe où au Canada, autant lorsque je suis à l'extérieur du Canada, je me sens Canadien. Alors allez expliquer pourquoi! Peut-être que je suis en train d'évoluer comme n'importe quel immigrant. Pourtant après 30 ans, comme Canadien, je n'ai pas de difficulté à me définir comme Canadien en dehors du pays, mais... n'allez pas me faire dire que je suis Canadien lorsque je vais à Vancouver ou à Toronto. Alors peut-être que je suis en train d'évoluer. Mais comme Québécois... la culture québécoise, à mon avis, est une culture qui va être influencée".
(homme, 48 ans, citoyen d'adoption)

L'identification de deux répondants fait appel à des dimensions supplémentaires, celles de Nord-américain et de Montréalais dans le premier cas, de femme et de professionnelle dans le deuxième cas. Une autre répondante se définit dans un premier temps en tant que "femme" et précise, après réflexion, qu'elle est une femme juive de culture sépharo-québécoise.

Une répondante dont les parents ont survécu à la guerre considère cet "héritage" lourd à assumer en termes d'identité, et explique que les enfants de parents ayant appartenu à la résistance et ceux dont les parents sont morts dans les camps de concentration se sont heurtés, après la Deuxième Guerre mondiale, à une certaine incompréhension de la part de la communauté juive plus ancienne (femme ashkénaze, 43 ans, citoyenne d'adoption).

- La complexité de l'identité juive

Les références identitaires des leaders juifs varient presque à l'infini, ce qui démontre bien la complexité de ce questionnement... et des réponses qui en résultent. Si la diversité de leurs appartenances révèle un processus de "bricolage identitaire" en cours, que l'on qualifie parfois de "dynamique", elle laisse également supposer l'existence de contradictions difficiles à concilier et à assumer.

Pour un grand nombre de leaders, l'identité résulte d'un processus de maturation constante. Cette identité en devenir ou en transition est particulièrement évidente dans les propos de plusieurs répondants sépharades, en raison de leur implantation plus récente au Québec. L'un d'eux, qui se dit Juif francophone, explique qu'il tente d'intégrer des éléments de chacune des cultures des pays où il a vécu et de les incorporer à son "noyau dur", et se dit constamment en questionnement, ne prenant jamais rien pour acquis (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption). Une autre répondante, qui s'est de prime abord perçue comme Juive québécoise d'origine espagnole-française, a fini par évacuer ces deux dernières mentions pour ne conserver que l'identité de Québécoise juive. Il lui a fallu du temps pour comprendre ce que cela

signifiait pour elle, pour intégrer sans qu'il y ait de contradictions entre ces deux identités, explique-t-elle (femme sépharade, 26 ans, citoyenne d'adoption).

3.1.2 La dimension politique de l'auto-identification ethnique

Le questionnement identitaire est chargé de connotations politiques qui sont révélées à maintes occasions lorsque les leaders tentent de préciser la signification qu'ils accordent aux termes "Québécois" et "Canadien" et lorsqu'ils essaient de définir la hiérarchie de leurs appartenances.

Une répondante ashkénaze, bilingue, récuse l'étiquette d'anglophone qu'on lui prête, situant plutôt l'anglicisation des Ashkénazes dans son contexte historique:

"Moi, évidemment pour toutes sortes de raisons, je maîtrise plus l'anglais que le français, mais je ne me considère pas anglophone comme telle. Mais ça, c'est moi, et je ne dis pas que moi je représente la majorité sur ce point. J'ai appris l'anglais en premier, disons après le yiddish. (...) J'ai appris l'anglais en premier à cause de la situation des écoles à l'époque et ensuite, j'ai fait un certain effort pour apprendre le français.(...) Maintenant, ce n'est pas la question d'anglais ou du français qui fait mon identité comme telle".
(femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Cette femme arrivée après la dernière guerre explique qu'"on est arrivés dans une société qui était très identifiée au côté anglophone et on était à côté de personnes qu'on ne connaissait pas du tout". C'était "comme s'il s'agissait de deux mondes, on ne se connaissait pas du tout. Je n'avais aucune idée de ce qu'était la société canadienne-française ici. Je n'avais aucun accès à cette société". Elle attribue cette méconnaissance à l'éducation qu'elle a reçue, et affirme que les écoles juives françaises ont maintenant corrigé cette situation.

Une répondante, elle aussi bilingue, insiste sur le fait qu'elle ne s'identifie aucunement aux anglophones (Anglo-Saxons), même si elle admet l'existence d'un certain lien. Elle souligne que ses idéaux sont très différents de ceux des Anglo-Saxons, expliquant, par exemple, que dans son enseignement de l'anglais, elle a fait une large place à la littérature traduite pour permettre aux jeunes de diverses origines de connaître la littérature de leurs pays d'origine respectifs.

3.1.3 La difficulté d'être reconnu comme Québécois

Les propos de cinq leaders laissent percer une vive déception face à la difficulté de se faire accepter comme Québécois, situation qu'ils jugent profondément injuste.

Deux femmes ashkénazes, dont l'une est établie au Québec depuis 30 ans et l'autre depuis 28 ans, souhaitent voir bientôt le jour où elles seront enfin acceptées comme Québécoises. Une autre, Sépharade, arrivée au Québec à l'âge de 16 ans, fait état de la même préoccupation: "Toute ma vie, je l'ai vécue ici, j'ai tout fait ici et puis il n'y a rien qui m'agace plus que quand on me dit que je ne suis pas Québécoise" (femme sépharade, 43 ans, citoyenne d'adoption).

Une autre femme encore voudrait croire à tous les discours qui lui disent qu'elle est Québécoise. Elle estime que la culture québécoise, qui évolue, acceptera davantage les gens des différentes "ethnies et cultures", mais elle constate "un certain écart encore entre les discours et la pratique des gens" (femme ashkénaze, 43 ans, citoyenne d'adoption). Un leader ashkénaze précise qu'en dépit du fait que ses parents et ses grands-parents ont vécu au Québec, il doit souvent affirmer son droit en tant que Québécois d'exprimer ses opinions personnelles sur la question constitutionnelle (homme ashkénaze, 43 ans citoyen de naissance).

Un répondant déclare pour toute attache son identité juive, et, en dépit de près de cinquante ans de résidence au Canada, il se décrit avec une certaine amertume comme "un Juif qui voyage actuellement avec un passeport canadien". Ayant commencé dès sa jeunesse son périple de réfugié, il dit garder toujours une "fenêtre ouverte", de telle sorte qu'il puisse partir si ses droits fondamentaux se trouvaient en péril. L'accueil qu'il a trouvé au Québec et au Canada n'ayant pas été très chaleureux, il n'a donc pas éprouvé suffisamment de motivation pour s'y engager, et est demeuré "un nomade", allant ainsi à l'encontre de ses propres intérêts (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption).

3.2 Les perceptions de la culture québécoise

Lors de son intervention devant la Commission Bélanger-Campeau, le Congrès juif canadien (région du Québec) rappelle le "processus majeur de modernisation de la société toute entière" qu'a pu enclencher la Révolution-tranquille et fait référence à la notion d'identité culturelle de plus en plus difficile à cerner dans un monde en pleine mutation technologique. Selon le mémoire, le Québec doit reconnaître son caractère pluriculturel et refuser un nationalisme qui serait "ethnocentriste" (1990).

Dans les propos des répondants, on peut identifier deux types de vision de la culture québécoise: l'une, qui traduit une perspective socio-historique et l'autre, que l'on peut qualifier de psycho-culturaliste. Ces visions sont aussi, dans l'ensemble, marquées par l'apport des communautés ethniques à la culture québécoise au cours de son histoire. Vingt-quatre des 25 répondants (12 Ashkénazes et 12 Sépharades) ont livré leur perception de la culture québécoise.

3.2.1 Les visions socio-historiques

Les perceptions qu'ont les leaders juifs de l'identité et de la culture de la majorité québécoise se rattachent généralement à une perspective socio-historique. Les interventions de plusieurs leaders font ainsi référence à une culture d'origine française ayant évolué, au rôle central de la religion catholique, à une mémoire collective, à une histoire commune ou à un lien particulier avec le territoire québécois. D'autres insistent sur les processus de laïcisation et de modernisation qui ont profondément modifié le Québec. On relève aussi le passage d'une société rurale et agricole à une société urbaine et industrielle, l'importance de la Révolution-tranquille, qui a favorisé le développement d'un esprit d'entreprise parmi la population, et l'entrée récente dans l'ère technologique. Enfin, on souligne l'influence déterminante des États-Unis. Les propos de deux leaders reflètent particulièrement bien les points de vue exprimés par plusieurs autres répondants.

Selon le premier, un répondant ashkénaze né au Canada, les "Québécois de vieille souche" sont des personnes "établies au Québec depuis 300 ou 400 ans". Il en résulte inévitablement "un lien très spécial avec le territoire, l'histoire, la culture et le développement de la communauté", qui n'est pas partagé par les gens dont l'établissement plus récent remonte à 20 ou 50 ans. La langue française est "une partie viscérale" de cette identité. Le rôle de l'Église catholique au cours des générations et jusqu'à il y a 25 ou 30 ans a fortement contribué au façonnement de cette identité. La société s'est, par la suite, laïcisée, urbanisée et industrialisée, mais l'agriculture a représenté une activité dominante pendant deux ou trois siècles, surtout à l'extérieur de Montréal. L'histoire, l'art populaire, la danse et les coutumes qui ont émergé au cours des siècles témoignent de cette identité et de cette culture:

"Les Québécois de vieille souche sont des personnes qui se trouvent ici depuis 400 années. When you have lived in one place for that length of time and you trace your generation back, it creates a very special connection with the land and with the history and culture and development of your community, that is not shared by people who have been there for 50 years or 20 years, number one. Number two, it's clear that the French language is a visceral part of who they are. They do not possess at this point a history

whereby they can say, "Well, I'm French and I'm French-speaking, but my parents spoke Italian or Jewish, Yiddish, a generation ago, or two generations ago." So French is a much more visceral part of one's identity. And is also part of being Québécois de vieille souche. The role of the Catholic church throughout the generations and up to, perhaps, 25 or 30 years ago was a very, very important piece of what it meant to be Québécois. We have in the last 30 years become a much more secular, urban and industrial culture, but this is only very recently for the Québécois de vieille souche. The connection with the land, we were a very agricultural, agrarian society for two, three centuries. Almost four centuries. This is very much a part of who we are, especially outside of Montreal. These are all aspects of being Québécois. The dance, the folk arts, the customs that emerged as they do over the centuries in any culture, the history, these are all part of what it means to be Québécois de vieille souche".

(homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

La suite de cette intervention, rapportée à la section traitant de l'apport des communautés ethniques, montre que cette définition de la culture québécoise ne s'applique pas aux communautés ethniques.

Selon le deuxième répondant, également ashkénaze, un "accident de l'histoire" explique le fait que les "Canadiens français" parlent le français:

"The fact that the French-Canadian speaks french is an accident of history. I consider a Québécois today a completely different culture individual than a European French. The Québécois is someone who has brought the culture of Vieille France to North America, was exposed to the English who brought democracy to North America, and was exposed to the overwhelming pressure of american materialism. The result is what we know today (pires), the Québécois. Especially the Québécois after the silent revolution". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

Avant la Révolution-tranquille, explique-t-il, le Québécois vivait sous l'emprise du clergé, et a pu ainsi préserver son identité, en dépit de l'influence nord-américaine prépondérante. Il ne faudrait donc pas retenir uniquement le bilan négatif du rôle joué par l'Église au Québec, car si celle-ci a instillé des préjugés aux Québécois, elle leur a également fourni les moyens de demeurer distincts. Ce leader estime en outre que les Québécois d'origine canadienne-française sont, au niveau de la structure sociale, plus proches des Juifs que des Anglo-Québécois:

"The Québécois before the silent revolution was so much under the control of the clergy, which however had a very beneficial effect for you, that he kept him so separated from the mainstream of the North American life, that he was able to preserve his identity, much more entirely than had he been exposed to the diggeries of North American life. Therefore let us not just have a pejorative view of what the Church did in Québec, it preserved the French-Canadian as a unique North-American. The fact that the Church used all sorts of techniques and instilled all sorts of prejudices, that's something else. But the cultural

identity of the Québécois was preserved, because he was made different than the North-American majority. I think that the Québécois in his social structure is much closer to the Jew than the Anglo". (homme, 61 ans, citoyen d'adoption)

Il soutient que la constitution au Québec de réseaux communautaires et de quartiers ethniques économiquement privilégiés, comme Hampstead, souvent qualifiés de "golden ghettos" chez les Juifs, a finalement servi les "Canadiens français". La formation de tels "ghettos d'or", dont il attribue la responsabilité aux Québécois francophones, aurait empêché, selon lui, l'émergence d'une "force nationaliste canadienne" dans l'ensemble canadien, et les "Canadiens français" ont ainsi pu préserver leur propre identité culturelle. Ce leader met en évidence, d'une part, l'existence d'un pluralisme structurel au Québec, qui a favorisé le libre épanouissement des minorités, et d'autre part, le statut doublement minoritaire de la communauté juive au Québec - minorité ethnique au sein de la minorité anglophone - qui l'a amenée à créer ses propres institutions dans tous les domaines, depuis les organismes sociaux, jusqu'aux hôpitaux et aux écoles. Grâce au rôle dominant qu'a pu jouer l'Église catholique avant la Révolution-tranquille, les francophones ont donc pu résister à l'assimilation:

"On est toujours conscient du fait qu'on immigré, qu'on fait partie de la minorité. C'est ce qui, je crois, est un des problèmes au Canada aujourd'hui. Le Québec est une minorité par rapport au reste du Canada (rires), alors que la partie ethnique au Québec est minoritaire, et que la population majoritaire est francophone. Ainsi, les minorités au Québec peuvent certainement apprécier la position des francophones par rapport au reste du Canada. Évidemment, les minorités culturelles au Québec n'ont pas les mêmes racines envers la terre et envers la langue que les Canadiens français du Québec. Une minorité est toujours une minorité. La question se pose: quels sont les droits collectifs de la majorité vis-à-vis les droits individuels de la minorité?

Mais certains leaders, dans cette situation, ne vont-ils pas choisir de militer dans des organisations multiethniques?

Je comprends bien, mais je ne suis pas du tout de cet avis. Moi je trouve qu'il y a un dynamisme, aujourd'hui au Québec, qui lance un défi à la société pluraliste qui existait au Canada depuis l'arrivée des ethniques venant de l'Europe. Et d'ailleurs, je pense que le pluralisme a eu une telle importance dans la structure ethnique du Canada, en empêchant les minorités de devenir ce que les Américains appellent a "melting pot", que ceci a réduit la possibilité de créer un fort nationalisme canadien.

Vous êtes en train de me dire que c'était plus facile peut-être de militer sur une base communautaire, dans la communauté juive?

Absolument. Ce que j'ai observé ici au Québec et au Canada, moins dans l'ouest qu'ici au Québec, et je crois que les Canadiens français sont responsables de cela, c'est qu'il existe des ghettos d'or au Québec, et cela a joué dans les mains des francophones. Cela a joué dans les mains des Canadiens français, j'en suis convaincu parce que de cette manière, eux ils ont aussi pu garder leur culture. Je crois que le fait que l'Église a joué un si grand rôle avant la révolution de Jean Lesage, cela a permis aux francophones d'être absolument une société à part. Si l'Église n'avait pas joué ce rôle de... de s'interposer

contre une assimilation du francophone dans la culture et dans l'économie de l'Amérique du Nord, les francophones auraient disparu comme les francophones de la Louisiane. Mais étant donné que les Français sont restés une société à part grâce à l'éducation, au système éducationnel qui leur a été accordé, les francophones ne se sont pas développés économiquement, et une révolution a dû avoir lieu au Québec pour que les francophones deviennent maîtres chez eux en économie. Mais pour que ça arrive, un anticléricalisme a dû intervenir". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

Par ailleurs, certains répondants ont adopté des perspectives un peu différentes. Ainsi, une leader reconnaît la culture québécoise francophone à "la langue, la musique, les restaurants, le théâtre", mais ne peut s'en faire une idée plus précise, car elle "ne connaît pas beaucoup les Canadiens français" (femme ashkénaze, 46 ans, résidente permanente). D'autres évoquent la littérature, la poésie, une histoire distincte du reste du Canada, l'importance de la famille, un vaste réseau institutionnel dans le domaine de l'éducation, les syndicats, les organisations de femmes, la Société Saint-Jean-Baptiste, etc.

D'une manière générale, les personnes rencontrées soulignent le rôle central de la langue française dans la culture québécoise - un leader allant même jusqu'à y voir son seul trait marquant (homme ashkénaze, 41 ans, citoyen de naissance). On a aussi suggéré que la question linguistique a pris une importance démesurée à cause du vide laissé par le rejet de la religion. Une leader ashkénaze estime que les Québécois devraient remonter aux sources pour se réapproprier les valeurs que "l'histoire leur a données, que leurs traditions leur ont données". Poursuivant cette réflexion, un répondant sépharade évoque le doute fondamental du Québécois sur sa propre légitimité, qu'il attribue au renversement des valeurs qui fondaient son identité:

"La culture québécoise s'est fondée sur un sentiment de trahison, de non-appartenance, de dépossession, une attitude victimaire. Et donc, même si aujourd'hui il y a un pouvoir québécois, il y a une tendance victimaire chez les Québécois, qui, comme chez tous les êtres victimes, se traduit par du rejet. Mais c'est un rejet qui est le rejet...

Vous voulez dire du rejet des autres ou d'eux-mêmes?

Oui, ça c'est pareil. C'est une relation mimétique. (...) C'est une relation de miroirs. Alors, c'est difficile pour les immigrants parce que le doute sur sa propre légitimité que porte le Québécois, qui a renversé lui-même ses propres valeurs, ce sur quoi il était le plus fort, à savoir le maintien de sa langue et de la religion, un rejet par la religion, on l'a remplacée par le nationalisme et on s'est aperçu que le nationalisme n'était pas suffisant pour compenser le besoin d'appartenance, le besoin d'identité. Ce que je perçois, c'est que la difficulté des Québécois, c'est qu'en ayant rejeté le religieux ils ont rejeté le sacré. Et en rejetant les structures institutionnelles de l'Église, ils ont rejeté la conscience de la transcendance et du sacré. Ce sur quoi, pour moi, se fonde l'humain, l'humanité, une conscience spirituelle. La conscience d'une transcendance. Et je crois que la transcendance d'une langue n'est pas suffisante. La langue n'est pas suffisante. Et ce que je vois qui

paraît plus difficile dans la situation actuelle de la culture québécoise, c'est qu'on est là puis on finit la phase d'assimilation de la culture mondiale, malheureusement dans un contexte de consommation de la culture des autres. Parce qu'il n'y a pas encore de certitude sur ses propres différences identitaires". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

D'après un leader sépharade, les traits communs entre la culture québécoise et la culture juive sont multiples: identification à un projet collectif, recours à l'histoire, à une mémoire collective, à un ensemble d'événements autour desquels la collectivité se reconnaît, etc. (homme, sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption).

3.2.2 Les visions psycho-culturalistes

Si une majorité de leaders se représente la culture québécoise dans une perspective socio-historique, quelques-uns ont cherché à la définir à partir de traits de mentalité caractéristiques de cette culture. On retrouve dans l'éventail de perceptions présentées des visions positives et d'autres qui le sont moins (dans certains cas, il s'agit des mêmes traits). Plusieurs répondants disent éprouver de la difficulté à définir la culture québécoise en raison de son imprécision.

Parmi les traits que les répondants jugent typiques des Québécois figurent l'ouverture d'esprit, la chaleur, la simplicité des gens et de leur habitat, l'honnêteté, l'esprit de liberté et d'hospitalité, l'aptitude au bonheur, ainsi que "les patois".

Un leader sépharade reconnaît qu'une partie de sa communauté, minoritaire, a des préjugés négatifs et pratique un certain dédain pour les Québécois d'origine canadienne-française, ce qu'une répondante ashkénaze qualifie de "cécité idéologique et géographique des Juifs" en ce qui concerne leurs liens et leurs perceptions des "Canadiens français" (préjugés, méconnaissance des lieux et des quartiers, etc.). Une autre répondante ashkénaze dira que les Ashkénazes ont longtemps assimilé les "Canadiens français" aux bonnes et aux policiers, les seules fonctions qui leur permettaient d'en rencontrer.

Une répondante, militante d'un organisme de défense des droits de la personne, présente une vision particulièrement négative, qu'on pourrait qualifier de caricaturale, des "Canadiens français". Ce sont, précise-t-elle, des gens parlant le français avec un accent québécois, et qui auraient souvent tendance à être très nationalistes et à attacher beaucoup d'importance à la préservation de leur identité. L'insécurité

serait inscrite dans cette identité, et la fierté de leur identité les rendrait exclusifs et peu désireux de s'ouvrir (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne d'adoption).

3.2.3 La culture québécoise et l'apport des communautés ethniques

Comme on l'a vu plus haut, un leader ashkénaze a insisté sur le fait que la culture dite québécoise est celle des "Québécois de souche" et ne s'applique pas aux immigrants venus s'établir plus tard au Québec. Si on observe le développement du Québec à travers un spectre plus long, explique-t-il, on pourrait dire que seuls les Indiens d'Amérique du Nord méritent l'appellation de "Québécois de vieille souche"; tous les autres ont "immigré de quelque part":

"One could say if one wants to look at it across a longer spectrum that the only Québécois de vieille souche are, or the Canadians, or the North Americans de vieille souche are the North American Indians. The rest of us are all immigrants. You know if one goes back more than 400 years we all immigrated from somewhere else." (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

Ce même leader conclut ses propos en faisant observer que la société actuelle évolue à un rythme accéléré, ce qui exige une capacité d'adaptation de plus en plus grande. La vision exprimée ici, qui considère tous les habitants du Québec comme des immigrants (à l'exception des autochtones), est partagée par plusieurs répondants juifs, surtout ashkénazes, et, semble-t-il, par une bonne partie de la communauté juive. On peut y voir un écho au discours multiculturaliste selon lequel les Québécois francophones, d'origine canadienne-française, sont un groupe ethnique parmi d'autres, voire une "communauté" parmi d'autres.

Enfin, plusieurs répondants évoquent une culture québécoise en constante évolution, qui s'enrichit de l'apport des communautés culturelles. Dans une dizaine d'années, croit l'un d'eux, la culture québécoise consistera en un amalgame de plusieurs cultures, et on ne saurait dire s'il existera une ou plusieurs cultures québécoises, selon les flux migratoires (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption). Dans le même sens, une autre estime que "ça va changer avec les Franco-Africains et avec les Haïtiens" notamment (femme ashkénaze, 53 ans, citoyenne de naissance). Un autre souhaite qu'un grand projet propre à rassembler toutes les énergies voie le jour. Un autre leader enfin croit que dans dix ans, on ne pourra plus parler des "Québécois de vieille souche", à moins d'avoir raté l'exercice d'intégration:

"Moi j'ai toujours pensé et je pense toujours que la richesse d'un pays c'est la composition de toutes ses communautés. Et le Québec est peut-être un des pays qui risque de devenir très riche à ce niveau-là. À mon avis, chacune de ces communautés devrait

tout faire pour conserver son identité et en même temps tout faire pour s'intégrer et développer ce sentiment d'appartenance à un pays qui est le Québec. Mais à mon avis, tout reste à faire ou presque. (...) J'estime que (Gérald Godin) c'est peut-être le seul ministre qui a compris l'importance de cette intégration tout en protégeant et en faisant la promotion de cette identité particulière à chacune de ces communautés. En ce sens-là, on ne pourra plus parler dans dix ans de Québécois de vieille souche, à moins d'avoir raté tout l'exercice dont je vous parle. Parce qu'il y aura des Québécois et il y aura des comportements culturels, ou des communautés culturelles qui ne seront même plus des minorités culturelles, mais qui seront des communautés culturelles composant la mosaïque québécoise. Là je suis peut-être en train de rêver..." (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption)

3.3 La terminologie des relations interethniques

Le discours sur la terminologie s'avère être une question d'autant plus difficile à cerner qu'elle dépasse le simple choix d'un vocabulaire adéquat pour renvoyer à la fois aux enjeux concernant les rapports interethniques et à la difficulté de circonscrire la réalité politique qu'elle recouvre inévitablement. Lors des entrevues, 17 des 25 leaders juifs (huit Ashkénazes et neuf Sépharades, dont dix femmes) ont traité de la terminologie des relations interethniques ayant cours dans la société québécoise et canadienne.

Dans son mémoire à la Commission Bélanger-Campeau, le Congrès juif canadien (région du Québec) laisse entrevoir indirectement toute la complexité de la question dans ce domaine. En effet, critiquant la mise à l'écart que sous-tend le terme "les autres", il revendique au nom de ses membres le fait qu'ils puissent être à la fois Juifs, Québécois et Canadiens. En fait, le discours du Congrès se caractérise par une articulation complexe entre l'identité juive et le fait de vivre au Québec. "Composante-clé de la société québécoise", les "Juifs québécois" veulent être "partie prenante dans le façonnement du Québec en devenir" (1990:1).

3.3.1 Les enjeux liés à la terminologie

Les termes utilisés pour décrire les immigrants en général, et notamment les communautés ethniques, laissent insatisfaits deux leaders. L'un insiste sur la nécessité de recourir à des termes neutres et d'éviter les analogies qui camouflent un "positionnement" de "l'autre" et qui constituent un obstacle à sa reconnaissance à part entière:

"Si on doit avoir recours à une terminologie qui soit à la limite neutre, je n'ai pas de problème, mais si cette analogie recouvre une position, ou un positionnement de l'autre, là j'aurai des problèmes. Tu vois, ce qui m'emmerde un peu c'est qu'on peut passer

d'immigrants à communautés culturelles et à la limite à néo-Québécois. Je dis bien à la limite à néo-Québécois. Mais, est-ce qu'il peut y avoir un passage après à Québécois? Alors là, j'ai l'impression qu'il y a une rupture; il y a un saut qualitatif, une rupture qui s'opère. Bien moi, c'est ça un peu qui m'intéresse de comprendre pourquoi est-ce qu'à un moment donné l'autre n'est pas reconnu à part entière? Donc, quelque part, on me positionne. Moi, c'est un peu ça qui me fatigue". (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption)

Deux autres répondants disent prêter davantage d'attention au contexte entourant l'utilisation d'un terme, à l'émotion qui le recouvre, qu'au terme lui-même. "Les mots sont inoffensifs, ce sont de simples outils", explique l'un d'eux, et il importe de voir si le terme sert à exclure des personnes ou à minimiser leur importance. L'autre abonde dans le même sens :

"Si vous me parlez de minorités ethniques en me disant que l'apport des minorités ethniques au Québec est considérable, je vais apprécier, et si vous me dites bof! ça fait partie des minorités, eh bien c'est plus ce que vous avez voulu dire qui va me préoccuper". (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption)

Une autre répondant situe le véritable problème ailleurs, dans la fragilité de l'identité nationale (québécoise): "C'est vraiment une question d'identité nationale. C'est vraiment... tant que cette identité est fragile" (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption).

La terminologie s'est considérablement politisée, accuse une autre, qui croit que l'adoption de nouveaux termes correspond à des "changements de mode" dictés par les gouvernements. Alors que dans le reste du Canada, il est question de "multiethnicité" et de "multiculturalisme", au Québec, il faut plutôt parler d'"interculturalisme". Cette répondante n'est pas convaincue que tout le monde perçoit les nuances, les effets de différenciation qu'implique ce vocabulaire. Selon elle, le sens de plusieurs termes, pourtant appropriés, s'est perdu et a été récupéré par le discours politique:

"Le problème c'est que certains mots, je pense, étaient appropriés pour dire certaines choses, et on a perdu le sens de ces mots. Par exemple, ethnique, tout le monde a une origine ethnique, y inclus les Canadiens français, y inclus les Anglo-Saxons, tout le monde en a une, mais le mot ethnique est devenu comme tout ce qui n'est pas anglais ou français". (femme ashkénaze, 43 ans, citoyenne d'adoption)

La thèse des deux peuples fondateurs suscite de vives réactions chez certains membres de la communauté juive. Une répondante ashkénaze critique cette vision, expliquant que le problème de terminologie réside, selon elle, dans le refus des "Canadiens français" de reconnaître leur statut

d'"immigrants". Prétendant être ici depuis toujours, ils semblent attribuer la venue d'autres immigrants à une certaine attitude d'ouverture de leur part ou à un privilège qui leur serait accordé:

"C'est comme si les deux peuples, les soi-disant peuples fondateurs n'étaient pas des immigrants. Ce sont tous ceux qui sont venus après qui sont des immigrants. (...) Je pense que quand il y a un groupe qui se considère comme étant ici depuis toujours, et tous les autres seraient ici par une certaine grâce ou une certaine attitude d'ouverture ou par un certain privilège, etc., tu as créé tout de suite des problèmes. Parce que tout ce qui touche aux règles modernes d'immigration est très récent. Le fait d'accorder le droit d'arriver ou pas, c'est très compliqué. Qui définit les règles d'immigration et sur quelles bases?" (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Un leader sépharade voit dans l'expression "peuples fondateurs" une occultation de l'apport des autres cultures. Il reconnaît que le Québécois d'origine canadienne-française a "pétri" le pays, mais il souhaite que celui-ci admette que d'autres ont mis les mains à la pâte et qu'il accepte de bâtir le pays avec ces autres:

"Est-ce que la notion de peuples fondateurs fait aussi problème?"

Ça aussi, ça me fait chier. Sur la question de peuples fondateurs, j'ai l'impression que c'est toujours le vainqueur qui écrit son histoire. Le problème c'est qu'au lieu de réécrire l'histoire, on ne pourrait pas rajouter des pages à l'histoire? Une histoire qui aurait commencé avec les Autochtones et qui se terminerait avec les Tamouls aujourd'hui, peut-être. Je ne sais pas. Et puis fondateurs? Comme qui dirait, il y aurait une fondation qui aurait été faite, le reste étant accessoire ou étant secondaire; et là aussi, j'ai du mal, parce que "peuples fondateurs" veut dire que les autres n'ont rien apporté. Alors que je pense que chacun a apporté sa contribution dans tous les domaines: brassement des idées, développement technologique, accès à la modernité. (...) Que le Canadien français ou le Québécois francophone revendique le fait qu'il a pétri ce pays depuis la Confédération, je n'ai pas de problème avec ça et c'est quelque chose que je lui reconnais. Dans la mesure où ce Canadien français ou ce Québécois reconnaît que ce qu'il a pétri, il ne l'a pas pétri seul. Ça, c'est une première chose. Et puis, ce n'est pas parce qu'il l'a pétri qu'il... Si ça s'arrête là, ça va, mais si le fait de l'avoir pétri ce pays-là, c'est créer des citoyens de seconde zone, dans le sens second donc qu'ils n'auront jamais accès à la première place eux aussi, je ne suis pas forcément d'accord avec ça." (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption)

3.3.2 Le lexique et ses connotations

On peut saisir la complexité inhérente au choix de la terminologie lorsqu'on constate que les leaders juifs rencontrés ne prêtent pas tous la même signification aux termes examinés. Plusieurs présentent des points de vue fort différents, sinon diamétralement opposés. Une des répondantes ashkénazes, par exemple, préfère le terme de "communautés culturelles" à celui de "communautés ethniques", parce qu'elle juge le premier "moins offensant", mais elle voit dans ces concepts une forme de ségrégation, une façon

d'affirmer que les communautés culturelles sont différentes des autres composantes de la société québécoise (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne d'adoption).

Une leader sépharade reproche, au contraire, au terme de "communautés culturelles" d'être trop limitatif, de ne pas rendre compte du statut de "minorités" et de ne pas englober toute la spécificité réelle, c'est-à-dire la dimension "culturelle, religieuse, de couleur ou autre". Elle propose les termes de "groupes ethniques" ou de "minorités ethniques" (femme sépharade, 26 ans, citoyenne d'adoption).

Un répondant sépharade, qui privilégie pour sa part le concept de "groupes ethnoculturels", soutient que le terme de "communautés culturelles" ne veut rien dire, car il évacue les dimensions politique et sociale et ne convient pas pour désigner la communauté juive, établie ici depuis deux siècles. Il refuse le terme de "minorités ethniques", se demandant comment caractériser la situation de minoritaire. L'ethnicité, n'est-ce pas un peu trop enfermante, se demande-t-il (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption). Une autre, membre de la communauté ashkénaze, va dans le même sens et rejette le terme de "minorités", mais lui préfère celui de "groupes culturels", qui traduit, selon elle, la réalité de la société multiculturelle. Il faut donc parler de groupes ethniques et ne pas toujours parler en termes de minorité/majorité, d'autant plus qu'il n'y a pas, selon elle, de majorité si évidente que ça (femme ashkénaze, 46 ans, résidente permanente).

Plusieurs leaders souhaitent qu'on évite les étiquettes d'"allophone", d'"anglophone" et de "francophone" pour les remplacer par l'appellation de "Canadien" ou de "Québécois". Ce point de vue ne fait pas l'unanimité par contre, car beaucoup de Sépharades tiennent par-dessus tout à s'identifier en tant que francophones.

Un répondant ne prise guère le terme de "néo-Québécois" et refuse aussi l'expression "Québécois de vieille souche". Il dit avoir ressenti comme un rejet le "cri du coeur" que lançait René Lévesque, au moment de la victoire du Parti québécois aux élections de 1976, lorsqu'il déclarait: "Je suis fier ce soir d'être Québécois". Il ajoute: "Peut-être que ma génération n'a pas le droit de revendiquer le titre de Québécois, mais mes enfants sont des Québécois authentiques":

"Est-ce qu'on doit parler de Québécois d'origines diversifiées, de néo-Québécois?"

Si on parle de néo-Québécois, alors ça veut dire qu'on devrait parler d'archéo-Québécois et donc de crypto-Québécois et puis on ne s'en sort plus. Moi, ma question ça serait plus de savoir, les gens qui habitent sur ce territoire qu'on appelle le Québec, est-ce qu'ils

peuvent se définir un projet commun dans lequel les gens qui habitent ici se retrouvent et se reconnaissent?" (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption)

Un leader ashkénaze, par contre, ne s'objecte pas à l'utilisation du terme "Québécois de vieille souche", car il y voit une référence à une ethnicité riche, dont les racines remontent à 300 ou 400 ans, qui peut susciter une fierté légitime à la condition qu'elle ne serve pas à exclure les autres Québécois (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance).

Par ailleurs, à peu près tous les leaders interrogés rejettent l'utilisation de concepts à connotation raciale, notamment ceux d'ethnie ou de "minorités visibles". Deux répondants se disent gênés d'utiliser ce dernier terme, mais n'en ont aucun autre à proposer. L'un d'eux trouve cependant une certaine utilité à ce terme en ce qui a trait à la promotion de programmes d'accès à l'égalité, car il a pu constater l'existence d'une discrimination plus forte à l'endroit des "minorités visibles" que des communautés culturelles (homme ashkénaze, 36 ans, citoyen de naissance). Un leader fait remarquer que le terme de "minorités visibles" fait aujourd'hui penser "aux Noirs, aux Latinos, aux Asiatiques. Mais il y a 50 ans, on pensait aux Grecs, aux Portugais, aux Italiens. Et puis, visibles, on est tous visibles, par l'accent." (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption).

L'utilisation du terme "Québécois" pour désigner les uns et les autres, plutôt que celui de "communautés culturelles" semble faire consensus chez les leaders juifs, qui insistent cependant sur l'importance de rendre compte également de leur spécificité ethnique et culturelle.

3.4 Les idéologies et les politiques étatiques d'intégration

Vingt-trois des 25 leaders juifs (12 Ashkénazes et 11 Sépharades, dont 13 femmes) ont exprimé leurs points de vue sur les politiques ethniques d'intégration mises de l'avant par les divers paliers gouvernementaux, à savoir la politique fédérale du multiculturalisme et du bilinguisme canadien, la politique de convergence culturelle, mise en application par le Parti québécois dans les années 1980 et l'interculturalisme, associé davantage à une idéologie ambiante qu'à une politique de l'État¹⁰. Derrière

¹⁰ L'Énoncé de politique Au Québec pour bâtir ensemble de la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, madame Monique Gagnon-Tremblay n'avait pas été rendu public au moment où la plupart des entrevues ont été réalisées.

les débats suscités par les politiques ethniques, on voit se profiler deux logiques d'intégration: une logique particulariste et une logique universaliste.

Un sondage récent de la revue *Multiculturalisme et Citoyenneté Canada* conclut que "quatre personnes sur cinq sont d'avis que le multiculturalisme joue un rôle essentiel en favorisant l'unification du pays" (1992:5). Tout en faisant référence à la diversité culturelle qui compose le Québec actuel et à la préservation des droits acquis par la communauté juive, surtout en ce qui a trait à son réseau d'écoles, financé en partie par le gouvernement québécois, le thème central du mémoire soumis à la Commission Bélanger-Campeau repose en particulier sur les "valeurs de liberté individuelle et d'égalité devant la loi" (1990:1), selon la Charte des droits et libertés du Canada. C'est dire que la question des idéologies d'intégration est complexe et apparaît lourdement chargée sur le plan politique, ce qui explique peut-être pourquoi elle demeure une question fort ambiguë.

3.4.1 L'ambiguïté terminologique

Une majorité des répondants ayant abordé cette question a admis avoir de la difficulté à distinguer les différentes idéologies. L'une des leaders, par exemple, ne saurait établir de différences précises entre les termes "multiculturel" et "interculturel", mais se démarque entièrement, par contre, de la politique de convergence culturelle du Parti québécois. Elle ne se retrouve pas dans l'idée de culture de convergence parce qu'elle a l'impression qu'elle se perdrait là-dedans (...) et que l'enjeu véritable est "un certain racisme":

"J'entends ces termes dans différents discours, ça veut dire tant de choses différentes que finalement je n'arrive pas, moi, à y voir clair, parce que je suis très faible sur le théorique, il faut que je te dise. Parfois je ne sais plus si les gens qui l'utilisent savent de quoi ils parlent. Il y en a certains qui parlent et qui savent. Maintenant, je pense que ce dont on parle et c'est peut-être ce à quoi il faut faire face, c'est un certain racisme". (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Un leader ashkénaze ne sait où situer l'interculturalisme par rapport aux autres politiques d'intégration. Il comprend intuitivement la différence entre la convergence culturelle et le multiculturalisme, mais il trouve ces termes difficiles (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance).

Pour leur part, quelques répondants soulèvent la question des contradictions existant entre le besoin de maintien de l'ethnicité - donc de constitution de réseaux ethniques forts - et celui de l'intégration.

Ainsi, une répondante sépharade, qui affirme ne pas connaître les politiques ethniques en vigueur, commente néanmoins la dynamique existant entre le maintien de l'identité et l'intégration:

"J'ai l'impression que tout en restant dans notre milieu, dans notre communauté, on devrait être capables de s'intégrer également et d'accepter... le reste du Canada, sans pour cela perdre sa propre identité. Mais j'ai l'impression qu'on doit essayer au moins de s'intégrer. On peut essayer d'accepter l'autre.

On peut être un citoyen québécois par exemple, ou canadien, et maintenir sa différence?

Qu'est-ce que vous voulez dire par maintenir sa différence?

On peut être un citoyen québécois qui participe pleinement à la construction d'une société québécoise, et maintenir ses spécificités, comme Haïtien, comme Italien, comme Juif, comme Vietnamien, etc.

Mais à mon sens, rien ne pourra empêcher un groupe de rester en communauté close, mais de faire partie d'un Québec unifié. De travailler tous dans le même but.

Et la question de l'assimilation se pose-t-elle?

Bon, c'est le mot que je n'aime pas, assimilation. Parce que je ne vois pas pourquoi on devrait s'assimiler. Chacun a son identité propre.

On voit bien par exemple aux États-Unis, après trois générations, il y a assimilation.

Mais tous les groupes travaillent très fort pour que l'assimilation ne se fasse pas justement. Parce qu'on essaie tous d'inculquer nos propres valeurs à nos enfants et puis on essaie de les protéger justement dans ces petites communautés de façon à ce qu'ils ne perdent pas leur identité. Inévitablement, à un moment donné, ça viendra parce qu'on la perd. Il faut être réaliste, on commence à perdre tout ceci. Déjà nos enfants pensent différemment de nous et leurs enfants ce sera encore pire.

Comment s'identifient vos enfants?

Donc pour l'instant, ils sont identifiés... selon les valeurs qu'on veut bien leur communiquer. Mais déjà au niveau linguistique, je les vois parler, je les entends parler au téléphone et elles parlent anglais à d'autres francophones. Donc déjà au niveau de la langue, elles essaient de s'assimiler. Et pour peu, voyez-vous, que nous relâchions notre éducation, ou qu'on ait à disparaître, ou quoi, et qu'elles se retrouvent... ce sont des enfants qui seraient, qui seraient tentés de s'assimiler tout de suite". (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Un autre leader, qui se juge aussi insuffisamment informé pour prendre position, s'interroge également sur les contradictions existant entre le maintien de l'ethnicité et l'intégration, jugeant difficile de "marier deux choses différentes". D'un côté, on devrait respecter le fait qu'une communauté veuille garder ses coutumes et son histoire, d'un autre côté, il est compréhensible que la société québécoise veuille que les membres des communautés culturelles s'intègrent à elle. Ce leader considère que la situation canadienne est très différente de celle des États-Unis:

"Au Canada, on a la mosaïque, aux États-Unis vraiment on n'a pas ça. Parce que le Canada accepte que les gens sont différents, et si c'est un atout, c'est aussi un désavantage, on n'a pas la même identité d'être un Canadien ici, qu'aux États-Unis (...)
Le Canada nous laisse l'opportunité de garder notre passé et d'être Canadiens aussi. (...)

De plus en plus, ce sont les immigrants qui vont être les leaders de ce pays". (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption)

La comparaison avec les États-Unis le laisse aussi perplexe : d'une part, il croit positif de "garder les coutumes", mais, d'autre part, cela nuit à l'émergence d'une identité commune aussi forte que celle des États-Unis - précisant que "les Américains ont cette identité et ça c'est positif" (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption). C'est aussi en comparant les situations canadienne et américaine qu'un autre leader a précisé sa pensée relative aux politiques d'intégration:

"À la fois nous voulons donner une identité particulière aux enfants et nous croyons que cette identité les fait plus forts dans leur rencontre avec les autres, si on se connaît, on accepte plus les autres, parce qu'on comprend que tout le monde a une identité particulière. Alors c'est vraiment une philosophie très différente de la philosophie des Américains qui avaient cette image de melting pot, mais je crois que le melting pot n'a pas si bien réussi, et maintenant il y a plus d'emphasis sur l'éducation multiculturelle". (femme ashkénaze, 43 ans, citoyenne de naissance)

Un leader ashkénaze, proche du Parti québécois, ne connaît pas concrètement les applications de la politique fédérale du multiculturalisme, mais prend une distance par rapport à sa philosophie qu'il rend responsable de la faible identité canadienne. Il prend position sur la légitimité du maintien de l'ethnicité et sur celle de l'intégration:

"Dans le concret, j'ai toujours eu de la misère à savoir de quoi il s'agissait (la politique du multiculturalisme). Les institutions politiques dans une société ne doivent pas être là parce qu'elles reflètent une réalité, mais parce qu'elles ont un but qui est partagé par la société. Et je trouve que si on va plus loin dans cette direction-là, je trouve que c'est malheureux. Le Canada anglais, à mon avis, a fait certaines erreurs dans ces politiques, c'est une des raisons pour lesquelles le Canada anglais est tellement affaibli comme société distincte ou quelque chose. Et je pense que le Québec doit se pencher sur cette question d'intégration des communautés culturelles, mais essayer d'éviter quand même les erreurs anglo-canadiennes. Trouver d'autres façons de faire. Mais ce n'est pas facile. Parce que souvent les groupes ethniques canadiens, et même s'ils sont à Montréal, sont déjà habitués au modèle canadien. Qu'est-ce qu'on fait pour un groupe ethnique? On prend leur leader et on l'invite sur une commission ou un conseil quelque part, et ça répond à leurs besoins. (...) Je trouve qu'il y a des choses qu'on peut faire pour les groupes ethniques qui soient intégratrices. Par exemple, l'idée qu'à Radio-Québec on subventionne peut-être une programmation dans les langues ethniques ou dans la langue française mais avec un contenu ethnique, qu'on subventionne les journaux ethniques, en espérant qu'eux aussi vont essayer de ne pas s'adresser qu'à leur groupe... Ces choses-là, à mon avis, sont bonnes, parce qu'elles sont intégratrices. Il faut faire le choix entre quelque chose qui donne un service nécessaire aux individus dans un groupe ethnique et quelque chose qui les encourage à se ghettoïser. Moi je fais une différence entre les deux". (homme, 45 ans, citoyen d'adoption)

Une autre encore, qui se dit mal informée, livre ses commentaires généraux sur les politiques d'intégration. Elle affirme que toutes ces politiques sont "ségrégonnistes en un sens", car on définit les gens en les isolant et, plutôt que de "se préoccuper du pays, on privilégie l'ethnicité de chacun, son bagage culturel". S'il est important de respecter celui-ci, soutient-elle, on met maintenant "trop d'accent sur les différences alors qu'on devrait insister sur les similitudes" (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne d'adoption).

Enfin, s'affirmant également peu informé, un leader se prononce sur la nécessité d'une hégémonie de l'État pour assurer l'intégration et l'émergence d'une culture commune:

"Est-ce qu'il doit y avoir une hégémonie de la société d'accueil, pas seulement de sa langue mais de sa culture? C'est le fond du débat?"

Au moins à mon avis de sa langue, de sa langue certainement, autrement il n'y a plus de Québec.

De sa culture non?"

Bien, de sa culture, la culture est sous-tendue par la langue. À partir du moment où les élèves vont aller à l'école publique, ils vont avoir le ministère de l'Éducation. Maintenant, qu'il reste des éléments de la culture d'origine, ça ne peut qu'enrichir.

Vous croyez qu'on peut bâtir une citoyenneté québécoise?"

Bien, oui, comme il y a une citoyenneté américaine, des États-unis, et pourtant vous avez là-bas tout ce que vous voulez, les Latins, etc. Laissez chacun préserver ce qu'il a à préserver. Mais à un moment donné, il faut qu'il y ait quelque chose de commun à tout le monde, et ça ce sont les programmes du ministère de l'Éducation qui vont le donner". (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption)

3.4.2 Le multiculturalisme

Deux répondantes se déclarent foncièrement d'accord avec l'idéologie du multiculturalisme en vertu de laquelle, à leur avis, chaque groupe ethnique a le droit de préserver son identité. Elles disent par ailleurs mal connaître l'interculturalisme au Québec. Une répondante, d'origine américaine, estime que chaque groupe ethnique a le droit et le besoin de se maintenir selon ses propres termes et ses propres normes. Pour elle, la notion de "melting-pot" n'a jamais fonctionné et est inadéquate; elle affirme que les différences sont bonnes et saines puisqu'elles permettent des contributions plus diversifiées à la société plus large. En ce sens, elle croit que le multiculturalisme est très positif (leader ashkénaze, 46 ans, résidente permanente).

Pour sa part, une autre leader ashkénaze, ayant elle aussi vécu longtemps aux États-Unis, justifie son option en faveur du multiculturalisme en disant que cette politique permet à chaque groupe de retenir

son identité ou la tradition ou son héritage culturel et, en même temps, de "participer à la société au niveau économique, politique ou religieux" (femme ashkénaze, 64 ans, citoyenne d'adoption). Elle reconnaît néanmoins que, dans la pratique, c'est une option difficile dans un pays qui n'a pas le sens de sa propre identité et où l'identité des Québécois ou des Canadiens n'est pas bien formée.

Faisant référence au multiculturalisme, une leader ashkénaze affirme que la société canadienne est plus ouverte au rôle des groupes multiculturels que la société québécoise parce qu'elle est plus "sécuré", et que ce sentiment de sécurité facilite l'ouverture aux communautés culturelles. C'est, à son avis, ce qui manquerait au Québec:

"Moins on se sent en sécurité chez soi, plus on est anxieux si quelqu'un vient chez soi. Donc, pour moi, qu'on parle de multiculturalisme... La sécurité des Québécois en Amérique du Nord et dans la société canadienne influence beaucoup leur degré d'ouverture et leur façon d'intégrer et même de se préoccuper des communautés culturelles". (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne d'adoption)

Un seul leader, issu de la communauté sépharade, qui dit connaître fort peu l'interculturalisme, s'oppose au multiculturalisme, tout en se montrant ouvert à la politique de convergence culturelle. Il pense toutefois qu'il faut trouver une nouvelle formule:

"Je connais les trois, mais j'ai très peu lu sur le dernier effectivement très à la mode, l'interculturalisme. Mais qu'est-ce que ça veut dire en bout de ligne, c'est ça qui m'intéresse. Moi je mettais de l'espoir dans l'approche de Godin à l'époque. Je pense que le multiculturalisme canadien, c'est autant un échec que le bilinguisme officiel. C'est comme l'échec du Canada lui-même, c'est devenu finalement une utopie qu'on essayait de faire vivre. Maintenant, je continue de penser qu'il y a sûrement une formule à trouver. Et c'est pour ça que je dis qu'au niveau de la définition de la société de demain, il y aura peut-être encore une quatrième définition, ou une cinquième définition à trouver. Mais je ne ferais pas de choix entre ces trois-là, je ne suis pas sûr d'ailleurs que la formule de Godin serait encore applicable aujourd'hui à cause de l'évolution. Et comme je connais mal celle des Libéraux, c'est à regarder. Mais chose certaine c'est que cette société évolue puis il faut évoluer avec elle attentivement parce qu'il y a des choses intéressantes qui pourront sortir de là. Mais il y a des formules toutes faites et qu'on pourrait importer d'ailleurs, je suis pas sûr que ça serait faisable au Québec". (homme, 48 ans, citoyen d'adoption)

3.4.3 La politique de convergence culturelle

Un répondant sépharade se prononce en faveur de l'idéologie de la convergence culturelle que défendait le Parti québécois, à la condition que cette culture de convergence ne se réduise pas "aux fèves au lard, à la tire et à swing le bataclan" et inclue les apports des groupes ethniques:

"Avant d'avoir un Denis Arcand qui a fait Jésus de Montréal, de calibre international, on a bafouillé beaucoup, il y a 20 ans. Je veux dire quelle culture québécoise? C'est une culture québécoise qui a évolué aussi par rapport à la France, par rapport à l'apport d'immigrants comme nous. Donc si c'est celle-là, ou si c'est la référence au noyau québécois qui garde ses fèves au lard, la tire et swing le bataclan et quelque chose comme ça, c'est vrai que ça compte ça, mais si c'est ça enrichi, d'accord, moi je suis très favorable à ce modèle-là. Je serais favorable si on le définit dans un sens large. La culture québécoise. Je ne parle pas de la langue. Pour moi la langue, ce n'est pas le plus grave problème, c'est la culture". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

Commentant la politique de convergence culturelle du Parti québécois, une autre leader croit que tout le monde doit accepter de perdre quelque chose, y compris les "Québécois de vieille souche". Ces derniers doivent abandonner leur hégémonie et admettre que "le monde n'est pas nécessairement conforme à l'idée qu'on en a". Cette répondante ne pense pas que le problème fondamental soit la question linguistique mais celle du racisme au Québec. Quant à l'idée de rassembler les cultures et de les greffer sur un tronc commun, elle ne croit pas qu'une telle greffe soit réalisable. Pour elle, la culture québécoise est une culture globale où tout le monde trouve un mode d'interaction sur une base égalitaire. Et il faudra respecter le fait que les Grecs aient leurs églises, les Sikhs leurs temples. C'est la seule manière de fonctionner. On ne doit maintenir ni l'idée d'assimilation, ni l'idée d'une greffe sur le français" (femme ashkénaze, 53 ans, citoyenne de naissance).

Enfin, un répondant sépharade, qui se dit mal à l'aise avec la notion même d'idéologie d'intégration, pourrait néanmoins se rallier à la politique de convergence culturelle à condition d'éliminer toute hiérarchisation des cultures et de définir au préalable cette idéologie en termes de principes généraux, tels la démocratie et la liberté:

"Le problème, c'est que je ne me sens pas à l'aise avec ça.

Avec aucune idéologie?

Non, pas du tout.

Est-ce que tu te sens plus à l'aise avec la seule idée de citoyenneté républicaine dans l'État-Nation, un peu comme en France? Là, je me retrouverais un peu plus avec l'idéologie de citoyen, de l'État-Nation. Là encore c'est un problème. Le multiculturalisme à la fédérale, finalement c'est quelque chose qui d'une part me satisfait beaucoup puisque quelque part on pose comme idée qu'il n'y a aucune hiérarchisation entre les cultures et qu'elles se valent toutes. Et que par leurs différences elles ne peuvent pas être assimilées et que donc on se regarde un petit peu comme en chiens de faïence. À la limite les rapports que l'on a, ce sont des rapports fonctionnels. À la limite, c'est quelque chose avec laquelle je suis confortable. La convergence culturelle en ce qui concerne le Québec, c'est quelque chose que je comprends et à la limite j'y souscris. Reste à savoir comment celui qui est le tenant de la convergence culturelle définirait la culture québécoise. Si c'est

se reconnaître autour d'un ensemble d'idéaux genre démocratie, libertés individuelles, etc., avec ça je n'ai pas de mal. Mais s'il s'agit de donner une forme de primauté à une culture plutôt qu'à une autre, là effectivement, je commencerais à me sentir un peu mal à l'aise, un peu à l'étroit avec cette idée. En fait, quand je parle de convergence culturelle, je pense à des gens comme Julien Harvey. J'avoue que, quand on écoute avec un peu d'attention Julien Harvey, je commence à me sentir un peu mal à l'aise. L'interculturalité, si j'ai bien compris la chose, il s'agit de production d'une culture syncrétique, donc d'une fécondation des cultures. Alors là aussi, je me sentirais en sympathie avec ça au niveau intellectuel; ce serait bien que la société moderne puisse être métissée. Avec le problème que ça me pose en tant que Juif, c'est qu'à un moment donné j'ai des choix à faire: en tant que Juif, je ne peux pas me métisser si je veux effectivement continuer à assumer une mémoire, un passé commun, une histoire commune. Il me semble que pour le Québec, la convergence culturelle semble être l'alternative nécessaire pour que la culture québécoise puisse perdurer. Mais je crois que la question c'est que l'on puisse se mettre d'accord vers quelle culture est-ce que les communautés d'ici doivent converger. Si le Québec veut rester cette société distincte en terme de pérennité de la culture francophone en Amérique du Nord, la langue... Et ce qui fait que c'est une société distincte, je crois qu'on n'a pas d'autre voie que cette idée de convergence culturelle, avec quand même le point important que l'idée de la culture sur laquelle on doit tous converger, ne soit pas une définition exclusive; et deuxièmement que les cultures dites minoritaires au Québec soient aussi partie prenante de cette définition". (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption)

3.4.4 L'interculturalisme

Une répondante ashkénaze se positionne nettement en faveur de l'interculturalisme et critique les autres politiques:

"On peut dire que les États-Unis, c'est un melting-pot, mais ça ne l'est pas vraiment. On regarde le Canada qui est multiculturel et on n'est pas un pays, on n'a pas encore décidé ce qu'on est parce qu'on a gardé cette distinction. La convergence ne va jamais se faire en poussant et en forçant, comme le voulaient les péquistes. On peut démontrer que ce qu'on a comme culture est riche et montrer que c'est quelque chose de valable et inciter les gens à faire partie de cette culture". (femme, 45 ans, citoyenne d'adoption)

Selon elle, la politique de l'interculturalisme fournirait les dimensions pour apprendre à connaître la culture de chacun: on peut respecter chaque personne et évaluer sa façon de vivre ensemble de telle sorte qu'elle puisse conserver son identité à la maison, dans les pratiques culinaires, dans le théâtre, dans la musique, mais aussi en tant que communauté. Cette répondante appuie sa position sur la Charte des droits de la personne, principe jugé primordial pour tout le monde.

Une jeune répondante, spécialiste de l'interculturel, favorise aussi l'interculturalisme mais se dit d'avis qu'il faut trouver une autre formule qui permette à la fois le maintien de la spécificité des groupes

ethniques et une logique d'intégration qui renverrait à l'État-Nation, tout en questionnant la capacité d'intégration du Québec, qui se cherche et qui ne se définirait pas encore comme une nation:

"Je ne parlerai pas de multiculturalisme, je préfère parler d'interculturalisme, où j'ai l'impression qu'il y a effectivement échange. Mais là encore, je pense qu'on n'a pas encore trouvé une politique qui nous permette réellement d'avoir la perception d'un Québec, où un ensemble de groupes ont leur spécificité mais font partie d'un grand ensemble qui se définit comme étant québécois. Je pense qu'on n'en est pas encore arrivé à ce type de politiques qui vont orienter l'ensemble des groupes vers ce profil. On parle d'éducation interculturelle, on parle de multiculturalisme, mais il n'y a pas... cette interaction de groupes avec leur spécificité, en tenant compte de leur spécificité et en maintenant leur spécificité, qui, je crois, est importante. Parce que pour certains en tout cas, elle ne peut pas être effacée, je pense à la population, à certaines populations noires... Leur spécificité, s'ils ont envie de la définir comme une coloration de peau, la coloration de peau, elle va rester là après des générations. Mais en même temps, une société composée d'un ensemble de groupes minoritaires qui forme un tout, les uns imbriqués dans les autres. Alors je ne crois pas qu'on ait encore trouvé la politique qui nous permette d'arriver à ce résultat.

Et dans cet échange entre cultures, est-ce que vous pensez qu'il peut y avoir ou qu'il devrait y avoir une primauté de la culture francophone?

Oui. Je pense qu'elle passe absolument par le droit linguistique. Je pense qu'on ne peut pas écarter cet aspect tant qu'on n'aura pas vidé ce problème, je pense que les Québécois de vieille souche, si vous me permettez encore l'expression, auront de la difficulté à se définir. Et je pense qu'on n'a pas réussi à trouver une définition de ce qu'est être Québécois puisqu'on n'a pas réussi non plus à trouver une définition pour les nouveaux Québécois, qui se définissent comme Québécois et qui sont souvent questionnés sur c'est quoi être Québécois, pourquoi est-ce que toi tu serais Québécois? Tant que le groupe majoritaire, je parle des Québécois francophones, ne saura pas définir sa propre identité, je pense qu'ils ne pourra pas accepter les autres groupes comme faisant partie de son groupe également, tout en ayant une spécificité. Parce qu'ils se sentent encore menacés, je pense qu'ils sont encore un peu frileux. Et je pense que ça doit passer par la question linguistique. Quand on aura vidé cette question, j'ai l'impression qu'on aura un terrain de base sur lequel on pourra s'appuyer et là, on se met à parler avec les autres groupes. Et là, on les absorbe, là on les intègre, et là on leur donne nos critères, on leur donne notre ligne de conduite. Si vous êtes Québécois, donc voici les conditions à réunir.

Est-ce que ça devrait passer aussi par un statut politique?

J'aurais tendance à dire que oui. Mais c'est peut-être un peu tôt. Je pense qu'il faudra un certain souci pour le statut politique, mais je ne le vois pas à court terme. Moyen ou long terme, mais pas à court terme. Je pense que ce serait malheureux que de vouloir être aujourd'hui Québec comme étant un pays, quand on n'a pas réussi encore à définir ce que l'on veut, ce que l'on est en tant que Québécois. Si on se définit comme nation, je pense aux Amérindiens, si on se définit comme nation, ils savent quelles sont leurs spécificités, ils savent ce qui est en danger, ce qui est à protéger et le pourquoi de cette nation. Ils parlent d'un territoire, mais ça dépasse la question territoriale, c'est un ensemble d'éléments d'une culture qu'ils veulent protéger, autour duquel ils veulent édifier une frontière, qui va donc leur permettre de transmettre de génération en génération ce qui est en train de se perdre, ce qui s'appelle leur culture. Pour le Québec, on n'a pas réussi à définir quelle est la culture québécoise, par quoi elle passe, quels sont les éléments que

l'on doit réunir pour être Québécois. Je ne pense pas que ça nous donnerait plus que d'avoir un territoire qui s'appelle le Québec et qui soit un pays, tant qu'on ne sait pas quels sont les éléments qui composent ce territoire.

Avez-vous l'impression que les Québécois se définissent comme une nation?

Pas encore.

Pas au même titre que les Amérindiens?

Absolument pas. Absolument pas". (femme sépharade, 26 ans, citoyenne d'adoption)

3.4.5 Critiques et commentaires généraux

Un répondant sépharade propose un nouveau modèle d'intégration, la "transculturalité":

"Transculturalité ? Bien, c'est l'histoire transculturelle. C'est qu'on imagine le multi, le multi c'est quoi, c'est la somme des différences, côte à côte. Et c'est pour ça que c'est une somme de ghettos. L'inter, bien, c'est qu'on échange, on fait de l'inter donc, tu es ce que tu es, mais en même temps je veux bien apprendre de toi, tu apprends de moi. Quant au transculturel, je crois en l'avenir de la transculturalité, par en haut, et à la conscience et à l'interculturalité. Il y a pas de multiculturalité. La multiculturalité c'est le poison, parce que c'est la ghettoïsation et c'est la pétrification. C'est l'arrêt. On arrête quelque chose au service du pouvoir qu'est l'État. Le vainqueur du multiculturalisme, c'est l'État-nation. Le vainqueur de l'interculturalisme, c'est le plaisir de la rencontre et c'est l'interrogation de la rencontre. Dans la transculturalité, il y a pas de vainqueur. Il y a l'abandon de certaines frontières pour l'intégration je dirais des universaux, des points communs qu'il y a entre les cultures. Et ça, ça peut se faire au niveau des élites. Au niveau des arts. Ce serait très long à faire, ça prend des générations". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

Un leader ashkénaze, de son côté, livre ses commentaires sur l'équilibre à établir dans la société entre la majorité et les minorités et définit les principes vers lesquels doit tendre une politique d'intégration. Il se dit plus ou moins familier avec ces termes, mais pense que la société ne peut que bénéficier de la présence des divers groupes culturels et ethniques. Il juge bénéfique pour la société qu'il y ait "57 variétés Heinz". Il estime toutefois que la minorité doit à la fois reconnaître qu'il y a une culture majoritaire et s'aligner sur cette dynamique, mais, en contrepartie cette majorité doit lui reconnaître le droit de maintenir ses traditions. À son avis, tous ceux qui vivent au Québec sont des Québécois. La composante anglophone fait aussi partie de la société québécoise plus large, en autant qu'elle reconnaît que le Québec est fondamentalement une société "francophone" (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption).

Par ailleurs, une répondante sépharade maintient qu'une formule d'intégration reste à trouver, aucune n'étant vraiment satisfaisante. Elle estime que le contexte québécois, plutôt que de favoriser

l'intégration, encourage le maintien de l'ethnicité. Elle ne connaît pas les débats autant qu'elle le souhaiterait, mais il lui semble qu'il y en a eu beaucoup et qu'on n'est pas encore arrivé à une formulation convenable:

"Les politiques d'accès à l'égalité sont intéressantes, mais restent basées toujours sur une discrimination quelconque. Alors pour qu'il y ait un processus d'intégration de l'immigrant, il faut d'abord arrêter de l'appeler "immigrant" et il faut arrêter de l'appeler "communauté ethnique". Le problème c'est comment intégrer des gens que tu identifies déjà comme exclus. Alors c'est un problème majeur, mais je pense qu'on est beaucoup plus avancés sur ces questions-là que... parce que notre société est basée sur... l'intégration progressive d'immigrants et de gens de différents horizons. Si tu veux, on y réfléchit en même temps qu'on le fait, c'est..."

Plus avancé que ?

En France. Elle est plus avancée qu'en France où la question se pose en des termes différents, c'est que en France tu as un nationalisme qui doit intégrer des sous-cultures et qui le fait depuis deux ou trois siècles (...) qui réussit... plus ou moins (...) *Et ce nationalisme s'identifie à une culture dominante qui est hégémonique...*

Alors voilà! alors qu'ici, dans la mesure où tu as une intégration à une société elle-même qui n'est pas dominante, et qui est dominée par ailleurs, c'est très compliqué parce que ce sont des intégrations fragiles, à paliers, tu vois. Et l'intégration peut pas se faire. Elle ne peut pas se faire non plus à égalité puisque ce ne sont pas des groupes qui... Il y a des antécédents historiques, il y a des peuples fondateurs, donc ils ne sont pas à égalité avec les nouveaux arrivés. Même les Italiens. Les Italiens peuvent bien toujours prétendre à être aussi fondateurs que (rires), ils ne peuvent pas être fondateurs, enfin les Irlandais non plus. Donc, on a un problème d'antécédents historiques qui fait que tant que ces questions-là sont pas réglées, et comment le seraient-elles, l'intégration reste toujours une intégration à quelque chose d'autre.

Est-ce que cette situation peut encourager le maintien de l'ethnicité au Québec?

C'est pas qu'elle l'encourage c'est qu'elle le suscite. Ah oui. Ah oui. Elle suscite le maintien des communautés ethniques et leur reproduction, et leur reproduction continue presque. Parce que tu as toujours le sentiment d'être un immigré, même si tu es de la troisième génération. Regarde les Italiens, c'est quand même assez extraordinaire, la Petite Italie continue, même s'il y a trois députés italiens qui sont reconnus comme étant...".
(femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

4. LA DIMENSION POLITIQUE

Dans un avis à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec (1990) souligne que ce ne sont pas les communautés culturelles qui votent lors des scrutins, mais bien les individus. Le Conseil veut ainsi éviter "l'apparition d'un ressentiment à l'égard de l'une ou l'autre communauté" au moment d'une prise de décision sur l'avenir du Québec. Il invite surtout à éviter les "généralisations abusives et les stéréotypes":

"Il faut que chacun comprenne que ce sont des individus qui décident et non des groupes culturels, linguistiques ou raciaux, et que dans chaque groupe, il y a toutes sortes de points de vue. Il sera important d'éviter les généralisations abusives et les stéréotypes générateurs de tensions inutiles." (CCCIQ, 1990:11)

Cette mise en garde du Conseil est importante et s'applique d'ailleurs aussi bien au processus ordinaire de la vie politique que lors des scrutins; elle prend en outre une signification particulière quand on rappelle que plusieurs identifient le Parti égalité à la communauté juive, à tort d'ailleurs selon un représentant de la communauté juive sépharade (Ohana, 1990). Elle n'enlève toutefois aucune pertinence à la présentation des perceptions des leaders de la communauté juive rencontrés quant au comportement politique et électoral de leur communauté, aux préoccupations politiques générales qui la traversent, à sa représentation aux différents paliers de gouvernement ou institutions politiques; on a aussi abordé avec eux l'existence et la pertinence d'une troisième force politique ethnique, l'influence politique des communautés ethniques ainsi que les questions relatives à la citoyenneté.

4.1 Les comportements politiques et électoraux

Vingt-quatre leaders parmi les 25 interrogés, dont 12 femmes, ont abordé la question des comportements politiques et électoraux des membres de la communauté juive de Montréal. Parmi les quelques leaders ayant fourni des précisions sur leur militantisme politique, on relève un membre actif du Bloc québécois, trois autres qui sont respectivement membres du Parti libéral du Québec, du Parti québécois et du Nouveau Parti démocratique, à l'échelon fédéral. Deux des leaders interrogés sont conseillers municipaux, l'un pour le RCM et l'autre, pour un parti non identifié de la région de Montréal; deux autres se déclarent militants du RCM.

4.1.1 La participation à la vie politique

Il semble y avoir consensus parmi les leaders interrogés à l'effet que les membres de la communauté juive attachent une grande importance à l'exercice du droit de vote. Leur taux de participation au processus électoral serait, d'après une leader ashkénaze, plus élevé que celui de l'ensemble de la population nord-américaine, en raison du niveau élevé d'instruction des Juifs. Cette leader a toutefois constaté, au sein de la communauté juive du Québec, une progression du phénomène de désaffection face au processus électoral observé partout en Amérique du Nord, qu'elle attribue à un manque de leadership et à un sentiment de frustration:

"I think that Jews as a group in North America are high participators in the electoral process. You would probably find that Jews probably vote more. Mainly because their educational level is higher and I think if you make a correlation generally in the public between educational level... I think on the other side also, they follow the general public right now, that there is a dissatisfaction in North America with the whole political process. I think that there is a lack of leadership in many places and that people are frustrated. I think that in the Province of Québec Jews are becoming disaffiliated from the process. They don't know where the place is for them in the process". (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance)

Ce sentiment de désaffection traduit, selon un autre répondant, l'inexistence de véritable enjeu électoral dans le cadre des partis traditionnels: "Il y a des situations où vous sentez que votre vote ne comptera pas, que de toute façon ça va être le libéral ou ça va être le conservateur ou... Je pense que si on peut formuler la question: on vote en fonction de quelle idéologie?" (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption).

Une leader ashkénaze fait observer que la participation à la vie politique québécoise ou canadienne au Québec se limite généralement au vote et exclut tout militantisme (femme, 41 ans, citoyenne d'adoption), ce qu'une autre explique par le comportement politique plus passif des anglophones et des minorités en général, à l'exception de celles issues de "pays assez bouleversés", que des francophones. Ces derniers, ajoute-t-il, pourront se rassembler à plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la rue pour exprimer au gouvernement leur désaccord face à une politique, alors que les membres de la communauté anglophone, dont ceux de la communauté juive anglophone, ont plutôt tendance à manifester leur mécontentement lors des élections:

"Vous m'avez demandé au début s'il y a beaucoup de militants dans le Parti libéral, des militants juifs, et j'ai dit non. C'est la même chose chez les anglophones. Je crois que les minorités ici, à part les communautés culturelles ou des immigrants qui viennent de pays assez bouleversés, où les politiques sont très mouvementées, sont très passives. Ce n'est pas comme les francophones. Vous voyez des francophones dans la rue, des étudiants qui ne sont pas en faveur d'une politique du gouvernement, ils sont là, il y en a 60 000. Il y a toujours un défilé, il y a une manifestation, etc. Est-ce que vous voyez les anglophones sur la rue? Jamais. Alors ce qui arrive c'est qu'ils manifestent leur mécontentement dans une élection. Et c'est tout. C'est difficile de mobiliser ces gens-là". (homme ashkénaze, 41 ans, citoyen de naissance)

Deux répondantes font remarquer qu'il n'y a pas, dans la communauté, de volonté de s'afficher politiquement car, soutient la première, la politique active est jugée "pernicieuse". Les membres de la communauté juive éproueraient ainsi beaucoup de réticence à faire partie d'un groupe politique et à

l'appuyer publiquement, précise la deuxième (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption). Cette réserve face à la politique est remise en question, notent certains leaders, ayant observé un début d'engagement actif de membres des deux communautés aux divers échelons politiques.

Par ailleurs, le leadership de la communauté juive évite de prendre position lors des élections, explique une leader. Une telle intervention auprès des membres serait, en effet, jugée "coercitive et erronée", et on préfère laisser les individus libres de leurs choix (femme ashkénaze, 46 ans, résidente permanente). Aux dernières élections provinciales, rappelle un autre répondant, la communauté juive a refusé de prendre position pour des candidats en particulier: "La communauté juive a été très claire là-dessus: nous ne soutenons aucun candidat. En tant que structure, nous ne soutenons personne" (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption).

L'engagement au sein du réseau communautaire juif est l'une des raisons principales invoquées par plusieurs leaders pour justifier l'absence relative de membres de leur communauté de la scène politique. Le fait de prendre une part active aux affaires de la communauté constitue en soi une contribution politique au même titre que la participation aux structures politiques de l'ensemble de la société, croit une leader ashkénaze, et il importe surtout d'avoir son mot à dire:

"And is there any wish in the community to participate more?"

Oh yes. That's why Equality Party, I guess, started. The Jewish community would like to participate more. We've always been active in community affairs, not necessarily politics per se, but we've always been active in community affairs and we want a say".
(femme, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Du côté de la communauté sépharade, plusieurs leaders soulignent que la structuration de la communauté mobilise actuellement toutes les énergies des membres, mais qu'on entrevoit la possibilité d'une participation plus active à brève échéance.

4.1.2 Le positionnement par rapport aux partis politiques

Amenée à préciser les tendances du vote au sein de la communauté juive, une forte majorité de leaders estime que l'allégeance de la population juive va traditionnellement au Parti libéral dans une proportion d'environ 90 p. cent et ce, tant au niveau provincial que fédéral. On souligne également que le fédéralisme rallie la quasi-totalité des membres de la communauté.

À côté de ce courant majoritaire, on retrouve des tendances fort diversifiées. Selon un responsable ashkénaze, la communauté juive est traversée par le spectre entier des opinions politiques: "There are people in the Jewish community who traverse the entire spectrum of political opinion" (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance). L'éventail des tendances serait encore plus large dans la communauté sépharade, d'après un de ses leaders, et le vote beaucoup plus diversifié.

Un pourcentage relativement faible de l'électorat juif a voté pour le Parti conservateur lors des dernières élections fédérales (1988). Une fraction infime de Juifs adhère par ailleurs depuis des années au NPD, aussi bien à l'échelon fédéral que provincial. Au niveau provincial, une maigre part des votes serait acquise au Parti québécois, grâce à la communauté sépharade surtout. Sur la scène municipale montréalaise, une partie de l'électorat juif vote pour le RCM, dans une proportion difficile à évaluer, mais assez minime. Enfin, selon une leader ashkénaze, un petit groupe de Juifs d'allégeance de gauche, comprenant des jeunes et des professionnels, reste en marge de ces courants, faute de pouvoir appuyer un parti véhiculant un programme social suffisamment progressiste, et ces personnes "ne se sentent représentées nulle part" (femme ashkénaze, 53 ans, citoyenne de naissance).

Une majorité de répondants reconnaît que le comportement de l'électorat juif s'est modifié, en particulier depuis les dernières élections fédérales et provinciales, et que le vote n'est plus aussi captif qu'il l'était. On est toutefois d'avis que les changements survenus, dont les plus significatifs concernent la scène provinciale avec la percée du Parti égalité, n'ont jusqu'à présent qu'atténué le caractère monolithique du vote. Le vote sépharade a par ailleurs tendance à se diversifier, le courant dominant pro-fédéraliste s'accompagnant de plus en plus d'un appui au fait français. Certains leaders sépharades prédisent que le changement de perception qui s'est opéré au sein de leur communauté depuis quelques années à l'égard du PQ pourrait se matérialiser lors des prochaines élections.

En ce qui concerne les jeunes de la communauté ashkénaze, ils feraient preuve d'une plus grande compréhension des aspirations nationalistes des Québécois que les membres plus âgés, d'après un répondant ashkénaze, qui estime que leurs perceptions se rapprochent de plus en plus de celles des Sépharades, alors que les "vieux", qu'il qualifie de "dinosaures", réclament un statu quo... qui ne fait simplement pas l'objet de négociations. Il faut apprendre à fonctionner avec l'ensemble de la société, déclare-t-il: "You have to learn to swim with the nursery" (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption).

Nous examinerons ici les changements qui se sont opérés ou qui se dessinent au sein des communautés ashkénaze et sépharade sur la scène provinciale.

- La signification du vote pour le Parti égalité (PÉ)

La plupart des leaders attribuent essentiellement le vote juif en faveur du Parti égalité à sa composante ashkénaze, car ce parti n'aurait obtenu qu'un faible pourcentage de votes du côté de la communauté sépharade. Si les opinions divergent quant à l'importance de ce vote au sein de la communauté ashkénaze,

on s'accorde néanmoins sur le fait que la base de ce parti est anglophone plutôt que juive, comme le précise l'un des répondants:

"Diriez-vous que le vote au Parti égalité a été essentiellement juif anglophone ?

Il a été anglophone d'abord. Je ne dirais pas surtout juif, il faut poser la question différemment. Il faudrait que vous me disiez: Est-ce que les Juifs anglophones ont voté majoritairement pour le Parti égalité? Parce qu'il y a d'autres anglophones qui... Moi je croirais que dans une bonne proportion, oui". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

Plusieurs répondants insistent sur le fait qu'il ne faut pas y voir un appui de l'ensemble des membres de la communauté ashkénaze. Le vote de l'électorat juif pour ce parti serait surtout circonscrit au comté de d'Arcy McGee, de l'avis d'un grand nombre: "Le vote juif a porté le Parti égalité dans D'Arcy McGee, donc dans Côte-Saint-Luc, mais très peu ailleurs" (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption). Un leader attribue l'élection de députés de ce parti au "mécontentement d'un segment de la communauté juive anglophone mais pas tous, et surtout pas le segment majoritaire" (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption). Les personnes qui ont voté pour le PÉ constituent, d'après une répondante ashkénaze, "un groupe bien défini", mais la majorité préconisait de demeurer à l'intérieur du PLQ plutôt que de créer un nouveau parti. Elle croit qu'il s'est opéré une division au sein de la communauté (femme ashkénaze, 45 ans, citoyenne d'adoption).

Un répondant proche du PQ attribue ce vote à l'influence, au sein de la communauté, d'une fraction de Juifs anglophones partisans de la thèse du "libre choix absolu en matière linguistique", défendue par une partie de la communauté anglophone. Cette "tendance extrême", qui s'oppose aux positions prises par l'"establishment" de la communauté juive en matière linguistique et dont les éléments les plus militants seraient unilingues anglophones et plus âgés que la moyenne, propose la création d'une "onzième province" à même le Québec actuel et son rattachement au Canada en cas d'indépendance du Québec:

"Vous savez, il y avait dans la communauté un gouffre depuis 20 ans, ... et ça c'est chez les anglophones aussi, c'est pas juste les Juifs, qui ont trouvé que l'establishment de leur communauté, juif et anglophone, c'étaient des collaborateurs. Par exemple, au début, c'étaient les lois linguistiques. L'establishment a dit: on accepte l'imposition du français, mais on veut l'anglais aussi. Mais l'autre groupe a dit: le libre choix absolu, toute autre position, c'est de la collaboration". (homme ashkénaze, 45 ans, citoyen d'adoption)

La dizaine de répondants s'étant prononcée sur la signification du succès du PÉ y voit de manière quasi unanime un vote de protestation contre le Parti libéral et contre le Premier ministre Bourassa, tous ne s'entendant toutefois pas sur l'intensité du message qu'on voulait ainsi transmettre. L'un des leaders, voulant résumer le sentiment général, affirme qu'avec l'adoption de la Loi 178 par les libéraux, les anglophones, et notamment les Juifs ashkénazes, "se sont sentis trahis" (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption). Fait à remarquer, plusieurs leaders, même s'ils n'étaient pas favorables au Parti égalité, ont néanmoins salué l'occasion qu'a fournie cette élection de "donner une gifle à Bourassa". Le Parti égalité a su cristalliser la frustration et la colère d'une partie de la communauté juive, explique une leader:

"I think that a lot of people voted for the political party because they were so angry with Robert Bourassa because of Bill 178. I think it was a vote against Bourassa and not a vote for Robert Libman. People were furious with him". (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance)

La plupart des leaders estiment ce phénomène passager. Du côté de la communauté sépharade, un leader "ne voit pas d'avenir" dans ce parti. Dans le même sens, une leader ashkénaze refuse de considérer que le PÉ représente une option valable, à cause de sa philosophie qu'elle juge raciste, des "déclarations outrageantes" de son chef et des politiques "irréalistes" que préconise ce parti, qui appellent au retour à une époque qu'elle juge révolue (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance). Un autre veut croire que l'électorat responsable de sa victoire a escompté qu'il durerait tout au plus quatre ans et mourrait de lui-même. Un répondant ashkénaze y voit surtout un message fondamentalement pro-fédéraliste envoyé au Québec et doute que le vote en faveur du PÉ serait aussi fort si des élections avaient lieu aujourd'hui:

"The message which the Jewish community sent to Québec was at there basically federalist, that was the message which they sent. I'm not sure if today there would be such a strong Equality Party vote as there was. I think it was more a protest vote against law 178". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

Un des responsables de la communauté insiste, quant à lui, sur la complexité du phénomène. S'il reconnaît une certaine modification du comportement de l'électorat juif, que les résultats de D'Arcy

McGee ont montré, il lui semble trop tôt pour prédire dans quelle mesure ce phénomène est permanent ou passager. Il souscrit personnellement à l'idée voulant que ce vote ait constitué une réponse à une "colère viscérale" contre Bourassa et se dit convaincu qu'"avec le temps", une majorité de membres de la communauté juive, notamment son leadership, comprendra que l'approche du PÉ est par trop simpliste pour répondre aux défis de la société québécoise:

"Well there has been a change amongst the majority. And the D'Arcy-McGee results from the last election are symptomatic of that change. To what extent the Parti égalité est un phénomène permanent, soit seulement une réaction à 178, franchement je ne sais pas. I have a sense that one looks for indications in the community in shifts in opinion. In the weeks immediately following Robert Libman's election when he would be introduced at various community functions, there would be a roar of applause. He appealed to a visceral anger that people had toward Bourassa. I believe in some way as is often said that it was a vote less for Libman than it was against Bourassa. When he's introduced now, there is no dramatic response one way or the other. He has shown himself to be a young man of tremendous integrity. But he has also shown himself to be somewhat naive in terms of understanding the complexity of some of the issues with which we are dealing in this province. In my personal opinion, I like Robert. I've had many meetings with him. I believe that he is sincere. I also believe that he is very sympathetic to the challenge facing French Québécois. But I believe that he has some very strong feelings about 178 and about his own perception of human rights and freedoms. I think that as time goes by the majority of people in the Jewish community are understanding that, and certainly this is true in the leadership, the organized Jewish community, that the approach that the Parti égalité brings to the challenges we are faced with is overly simplistic. And I'm convinced of that. I know that for a fact. The extent to which that fairly sophisticated and insightful attitude will percolate down into the broad, general community remains to be seen. I don't know. But I see changes in the broad, general community". (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

Deux leaders seulement accordent à ce vote une signification plus large.

Un militant du Parti libéral du Québec, qui illustre l'intensité de la réaction émotive de certains membres de sa communauté en soulignant qu'à la suite de l'adoption de la Loi 178, on l'a traité de "nazi" à cause de son allégeance politique, soutient qu'une partie de la communauté juive a voulu, par son vote en faveur du Parti égalité, défendre ses institutions communautaires et ses droits perçus comme menacés:

"C'est un vote de protestation contre la Loi 178?

178 et les autres préoccupations de la communauté, c'est-à-dire la question des institutions, du contrôle des institutions.

Comme la question de la réforme sociale?

Exactement. Ça, dans mon esprit, c'était la question principale qui devrait être examinée par l'électorat parce que la survie... Ça n'a jamais été analysé comme tel. On a toujours mis l'accent sur la protestation à l'égard de la Loi 178. C'était une réaction émotionnelle et c'était inutile d'utiliser des armes rationnelles. (...) Et la Loi 178 n'a aucun impact sur

la survie de la communauté juive et les institutions et, mais ce sont des questions... Pour eux c'était la protection des droits fondamentaux". (homme ashkénaze, 41 ans, citoyen de naissance)

Une seule répondante évoque une "recherche d'égalité" (dans une allusion au nom du parti). Elle soutient que le sentiment d'inégalité qu'éprouverait un grand nombre de Juifs provient non pas tant d'un sentiment d'être persécutés, que d'être isolés de la "société canadienne-française" globale:

"The Equality Party came into being because of the fact of, I guess, the English community, and I know there's a great many in the Equality Party who are Jewish, a feeling unequal, a feeling that we are, not persecuted so much, but that we are isolated from the general French-Canadian society". (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne d'adoption)

On ne veut pas tous partir, poursuit-elle, mais on doit sentir qu'il est possible de vivre dans une société où tous sont traités sur un pied d'égalité.

- Les perspectives de changement dans la communauté sépharade

La communauté sépharade s'est inscrite, jusqu'à présent, dans le courant électoral ashkénaze traditionnel en votant massivement pour le Parti libéral. Comme le mentionne une leader sépharade: "On s'est toujours affiliés au parti politique auquel les Juifs anglophones sont affiliés" (femme sépharade, 48 ans, citoyenne d'adoption). Par contre, une autre se demande si les membres de sa communauté se sont réellement "engouffrés dans le sillage ouvert":

"Traditionnellement, le lobby juif est un lobby libéral. C'est le lobby juif anglais. Alors est-ce que le sillage qui a été ouvert, les Sépharades se sont engouffrés dedans, c'est difficile à dire parce que personne ne les y a invités, et il y a pas de grands militants". (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Un leader associe le vote libéral d'une part à une angoisse face au changement et à une peur du nationalisme ainsi que, d'autre part, à un manque d'effort en vue de s'intégrer à la "communauté majoritaire et à une méconnaissance des Québécois":

"Pourquoi est-ce que la communauté sépharade francophone ou en tout cas les personnes que je connais votent majoritairement libéral? Est-ce que c'est pour se rassurer, est-ce parce que le monde libéral les rassure? ... Je ne le sais pas. Ou est-ce que l'indépendance du Québec réveille encore des craintes des nationalismes, etc.? Je pense qu'il y a un peu de tout ça. Mais il n'y a certainement pas un effort pour s'intégrer à la communauté québécoise, une compréhension de ce que sont les Québécois. C'est ça que je déplore le plus". (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption)

Un tel "alignement" comporte une dimension sécurisante, renchérit un autre répondant: "Traditionnellement, c'est plus sécurisant de voter libéral, c'est une communauté traditionaliste dans ce sens" (femme sépharade, 26 ans, citoyenne d'adoption). "On s'est dit: bon, ils connaissent mieux les choses que nous", renchérit une autre, qui entrevoit la possibilité d'une "désaffiliation", dans un proche avenir: "On va se désaffilier, on va juger par nous-mêmes. On ne va plus leur donner cette latitude. On n'aura plus besoin d'eux" (femme sépharade, 48 ans, citoyenne d'adoption).

Une autre question fort controversée demeure celle des relations qu'entretient la communauté juive avec le Parti québécois. Les militants péquistes n'ont toujours constitué qu'une minorité parmi les Juifs, selon un répondant, et aucun Juif n'a siégé pour le PQ à l'Assemblée nationale (homme ashkénaze, 36 ans, citoyen de naissance). Les Juifs ne se sont pas retrouvés dans ce parti, estime une répondante ashkénaze, en dépit des excellents rapports que ce parti a su tisser avec leur communauté. "Les relations entre le PQ et les organismes juifs étaient au meilleur niveau d'interaction et de coopération qu'on puisse imaginer", commente un leader, à propos de la période où le gouvernement était dirigé par le PQ (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption). Un responsable du Congrès juif canadien (région du Québec) émet un jugement similaire, et dit partager l'opinion de Victor Goldbloom selon laquelle il n'est pas inconcevable que la communauté juive puisse vivre et prospérer dans un Québec indépendant:

"We met several times with Monsieur Lévesque. We know as a historical fact that the Jewish community was treated very well by the Parti québécois. We welcomed enthusiastically right up until just a week ago Parizeau's statements with regard to tolerance and understanding. We have met with Monsieur Parizeau. We will meet with him again in the very near future. There are people in the Jewish community who traverse the entire spectrum of political opinion. There are people in the Jewish community who are very closely allied with the Parti québécois. My own personal feeling is that I share the opinion of Victor Goldbloom, that it is not inconceivable for the Jewish community to live and thrive in an independent Québec". (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

Du côté de la communauté sépharade, il semble, selon un leader, que "malgré tous les efforts qui ont été tentés, malgré les liens qui existaient avec les leaders de la communauté et même plusieurs membres de la communauté", le PQ n'ait récolté que peu de votes (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption). Certains y voient le reflet d'efforts d'intégration insuffisants, d'autres, une certaine peur du changement. "Beaucoup de nos pères ont voté pour le PQ", à l'époque où il était dirigé par René Lévesque, rappelle une répondante sépharade.

Certains leaders évoquent le rôle que pourrait jouer la communauté sépharade francophone au sein de la communauté juive. "La communauté sépharade représente une force qui pourrait jouer un rôle au niveau de l'ensemble de la communauté juive, (...) mais elle ne le fait pas", explique l'un d'eux (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption). Il fait référence à l'idée selon laquelle les membres de la communauté sépharade pourraient faire le lien avec la communauté juive anglophone, et avec les anglophones en général. Des discussions ont déjà eu lieu en ce sens entre la communauté sépharade et René Lévesque, alors premier ministre, note une répondante. Une leader ashkénaze souligne l'objection de membres de sa communauté à une telle conception. Le chef du PÉ a dénoncé cette idée comme un manque de loyauté envers les Juifs, accusation que cette leader écarte aussitôt:

"Dans les années 80, je me rappelle de plusieurs débats avec René Lévesque, où René Lévesque était venu parler à la communauté puis qu'il a été questionné, et où l'idée de faire un lien, d'utiliser le groupe juif sépharade pour faire un lien avec la communauté anglophone, et les anglophones en général, avait fait vraiment son chemin parmi plusieurs...

Mais cette même idée a été dénoncée entre autres à la dernière assemblée générale du Congrès juif canadien par Libman qui dit aux Sépharades: vous êtes des mauvais Juifs parce que vous êtes utilisés dans le rapprochement avec les francophones...

Oui, il n'est pas représentatif ni du Congrès Juif ni même pas de lui-même j'ai l'impression, donc il fait des sparages contre tout le monde et (rires) personne ne veut l'avoir de son bord". (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Certains font état d'un changement de mentalité au sein de leur communauté. Selon une leader, des membres de la communauté sépharade appuient maintenant la politique linguistique de ce parti (femme sépharade, 26 ans, citoyenne d'adoption). Un deuxième ajoute que l'idéologie péquiste fait de moins en moins peur aux membres de sa communauté: "Bien, on n'est pas effarouchés par l'idéologie du Parti québécois. Non. On n'est certainement pas effarouchés au degré où les Juifs anglophones le seraient" (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption). Une troisième estime que l'idée d'indépendance a gagné du terrain parmi les membres de sa communauté et qu'un nombre croissant croit que "l'indépendance est à [leur] avantage". Le bilan du gouvernement dirigé par le PQ s'est révélé très positif, se soldant par des gains importants pour sa communauté, ce qui la fait conclure à la nécessité de l'indépendance:

"Il y a quelques années, on a eu très peur également du Parti québécois parce que, encore de par l'histoire, on a peur des personnes extrémistes. Mais on s'est rendu compte que par le passage du PQ, qu'en fin de compte, ce n'est pas une si mauvaise chose. Au contraire. En tant que francophones, nous avons gagné énormément. C'est là où la majorité des Sépharades ont pu faire leur place". (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Un des leaders interrogés, qui affirme attacher beaucoup d'importance à l'unité de la communauté juive, conçoit le comité tripartite de la communauté juive sur la constitution comme un moyen privilégié de dialogue entre les diverses parties de la communauté. Il croit que le débat doit se faire non pas avec "la société d'accueil" mais "entre Juifs":

"Je pense que c'est un premier instrument, il en faudra d'autres pour changer les mentalités. Ce n'est pas en 24 heures que vous changez dix, 15...

Vous parlez du comité sur la constitution?

Oui, oui. Moi ce que j'ai déduit, c'est que le débat il n'est pas à faire avec la communauté d'accueil, il est à faire entre nous Juifs. Et moi de plus en plus je vois qu'à la fin de ça, moi je vais le proposer aux réunions, je sais pas quelle audience j'aurai, mais qu'on devrait discuter entre nous du sérieux de cette violation des droits de l'homme. Je l'ai dit d'ailleurs en atelier: montrez-moi, à part la question de la Loi 178, des attaques. Qu'on trouve, sinon c'est qu'il y a une machination, ou il y a des gens défaitistes ou des unilingues anglophones qui ne veulent pas s'intégrer ici, qui battent le tambour. Mais il faut les démasquer. Il n'y a aucune raison. Mais ça va prendre du temps". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

4.2 Les préoccupations politiques générales

Vingt et un leaders juifs sur les 25 rencontrés (11 Ashkénazes et dix Sépharades, dont 12 femmes) ont fait part des préoccupations politiques des membres de la communauté juive. Si ces derniers semblent participer peu à la vie politique québécoise ou canadienne, les enjeux politiques qui s'y rattachent sont loin de les laisser indifférents. La communauté juive se considère, au contraire, partie prenante de ces débats, en particulier ceux qui portent sur l'avenir du Québec (Congrès juif canadien, 1990).

4.2.1 Le débat constitutionnel

La question constitutionnelle est, de l'avis de la plupart des leaders interrogés, celle qui suscite le plus vif intérêt au sein de la communauté juive, et qui est devenue, avec la création du Comité tripartite¹¹ et la formation de la Coalition des communautés grecque, italienne et juive, un objet prioritaire de discussions. L'avenir du Québec y demeure une question fort conflictuelle, en raison des opinions et tendances diversifiées qu'on y retrouve.

¹¹. Ce comité tripartite est formé du Congrès juif canadien, région du Québec, des Services communautaires juifs de Montréal (AJCS) et de la Communauté sépharade du Québec.

En guise de mise en contexte, rappelons que dans son mémoire à la Commission sur l'avenir du Québec, le Congrès juif canadien prend position globalement en faveur du maintien de l'unité canadienne, tout en se déclarant ouvert "à tout changement, à toute réforme du système fédéral, "mais une réduction drastique, ou a fortiori l'élimination des liens constitutionnels avec le reste du Canada, ne trouverait que très peu de soutien au sein de la communauté juive"(1990:2). Un récent sondage du Congrès juif canadien auprès des communautés ashkénaze et sépharade au Québec, dont fait mention le journal *La Presse*, "a révélé que les premiers appuyaient la souveraineté dans une proportion de 1,4 p. cent contre 17,1 p. cent pour les seconds" (16 juin 1992:1).

Amené à se prononcer sur les opinions qui circulent dans la communauté juive sur le débat constitutionnel, un des leaders ashkénazes nous livre en substance la position véhiculée par le Comité tripartite sur la constitution. Ainsi, une majorité au sein de la communauté préfère une entente constitutionnelle prévoyant des liens économiques significatifs et importants entre le Québec et le reste du Canada. Cette majorité pro-fédéraliste, qui semble s'accommoder du statu quo, comprend qu'une telle option ne figure plus à l'agenda politique et dit reconnaître et accepter la nécessité de changements constitutionnels significatifs. De plus, quelle que soit l'issue des discussions, elle acceptera toutes les décisions prises démocratiquement et manifeste l'intention de continuer à participer pleinement au développement du Québec et à s'y épanouir:

"It is clear that the majority of our community favor significant economic links with Canada in a politically federalist system. That is clear. However, we understand that constitutional status quo is not on the table. We recognize and accept the need for constitutional change, significant constitutional change. We do not know how it will play itself out, but wherever the constitutional arrangement evolves to we intend to be full participants and we intend to thrive". (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

Une leader sépharade souligne que cette position, issue d'un consensus, masque les désaccords et ne reflète pas de façon réaliste le point de vue dominant de la communauté, l'option fédéraliste s'y trouvant ici quelque peu diluée. On peut facilement se rendre compte, ajoute-t-elle, que certains membres de la communauté ne sont pas prêts à accepter l'indépendance avec sérénité (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption).

La communauté sépharade n'a pas pris part au débat sur les accords du Lac Meech, respectant ainsi la "discipline communautaire", c'est-à-dire la fameuse règle du consensus (Elazar, Waller, 1990), fait

remarquer un leader de cette communauté, ajoutant qu'il aurait fallu à certains davantage d'information sur cette question (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption).

Les perceptions des leaders interrogés sur l'avenir du Québec diffèrent considérablement d'une communauté à l'autre, mais on constate, surtout dans la communauté ashkénaze, un éventail assez large de points de vue allant du rejet de l'indépendance - incluant parfois l'intention de quitter le Québec si elle se concrétise - à l'acceptation de changements.

Chez les Ashkénazes, on trouve peu de partisans de l'indépendance, comme le fait remarquer un leader, qui estime que le rejet de l'indépendance par sa communauté se fonde sur une option fédéraliste historique: "La communauté juive a toujours choisi le côté fédéraliste. Et à mon opinion, ça ne va pas changer". Dix ans après le référendum, explique-t-il, bien qu'il comprenne les problèmes des Québécois, lui-même ne voterait pas pour l'indépendance, parce que le Canada est vu comme un "protector", et parce que le nationalisme n'a pas été positif historiquement pour les Juifs. Son rejet de l'option indépendantiste ne semble toutefois pas impliquer un refus de la décision démocratique d'une majorité de la population québécoise (homme ashkénaze, 36 ans, citoyen de naissance).

Une autre répondante, rattachée à un organisme de défense des droits de la personne, va beaucoup plus loin et considère l'indépendance comme une "question terrible". "Ce serait horrible si cette province devenait un autre pays", dit-elle en substance. L'indépendance lui est simplement "inconcevable", et ses conséquences économiques seraient sous-estimées. Un tel "isolationnisme" n'est pas nécessaire. La communauté juive craint le nationalisme, et elle croit que les nationalistes d'ici pourraient devenir violents comme ce fut le cas en Allemagne. Elle dit admettre difficilement l'attitude attentiste du fédéral, et fait remarquer qu'aux États-Unis, on aurait envoyé les troupes:

"And independence is a main issue?"

Absolutely. That's a terrible issue for us, the Jewish community. And I think also for the non-jewish community. It would be horrible if this province is going to become another country. Unheard of. And economically they don't realize the consequences. They think it'll be just fine. But it won't be just fine. We start with different money and different systems. I mean this is the North American, part of the North American continent. It's an English continent with a large Spanish component south, and a large French component here. But it still could be, you know, a country where there's two languages or three languages. It doesn't have to be isolated like the nationalism is creating and isolationism that we don't want. We don't want anything like that to happen. We have a history of... when things like that happened in Germany, look what occurred. We were killed, millions

of people. So here there's the threat, for particularly the older generation who were part of that, they fear that.

Is it your personal opinion, or is it the general opinion here in your organization, or in the community, that people share the same opinion as you?

Well it's not the organization's opinion. But the Jewish community in general? Sure we fear it, because we feel that sometimes the nationalists here could even become violent. There was violence in the past. It could happen again. And depending on how strong the federal government is... I mean, the thought that the people are going to go out and make a new constitution, if this were the United States, I mean they'd send in the troops and take care of this problem right away. This is ludicrous. It cannot go on like that. But here they're allowed to do that. I have great difficulty... The situation in Oka... How that was allowed to go on like that while everybody sat on their hands, I have difficulty with that. That's my American background, you see. Here everybody waits and sees. That does not happen as much elsewhere". (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Certains s'accommoderaient de l'indépendance, mais d'autres auraient tendance à mal réagir par peur, mais aussi et à cause d'un très fort sentiment d'identification au Canada, estime une répondante, précisant que les Juifs "ont un très fort feeling d'être Canadiens. Pendant des années, c'était ça l'identité" (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption). La communauté "se sent toujours vulnérable et a toujours besoin d'un sentiment d'ouverture", de tolérance. Elle ne croit pas "qu'il y ait beaucoup de partisans de l'indépendance dans la communauté juive", et appréhende par-dessus tout les déchirures politiques qui en résulteraient.

Même certains des Juifs qui comprennent la situation culturelle du Québec partiraient si l'indépendance se produisait, soutient une autre leader. En dépit de son propre "libéralisme" et aussi de sa croyance en une coexistence, elle-même ne voudrait probablement pas rester si un parti nationaliste prenait le pouvoir au Québec:

"Il y a des gens qui disent qu'ils vont émigrer. Je pense que c'est l'expérience des Juifs, surtout l'expérience du XXe siècle. Un parti nationaliste, moi ça me fait peur, avec tout mon libéralisme, avec la profondeur avec laquelle je crois dans une coexistence, la tolérance, l'acceptation, un parti nationaliste ça me fait peur. Personnellement, quand je pense qu'un parti nationaliste viendra au pouvoir, probablement je ne voudrai pas rester ici". (femme ashkénaze, 64 ans, citoyenne d'adoption)

Quatre des leaders rencontrés estiment, à des degrés divers et en s'appuyant sur des arguments fort différents, que la communauté juive reconnaît la nécessité de "certains" changements au Québec. Selon un premier, si les droits de la personne et le maintien des institutions juives sont assurés, l'indépendance du Québec occasionnera peu de départs:

"La communauté juive aujourd'hui reconnaît que des changements doivent avoir lieu au Québec. Deuxièmement, la communauté juive n'est pas homogène dans son point de vue sur l'avenir constitutionnel du Québec. Ils se concentrent plutôt sur la question des droits civils, des droits de la personne. Et si ceux-là sont garantis, si une continuité est garantie à la structure communautaire juive, il y aura très très peu d'émigration à partir du Québec". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

À son avis, la communauté juive est non seulement consciente du rôle significatif qu'elle peut jouer mais aussi de son poids démographique: "And the Jew does play a very significant role in this debate while being pragmatically fully aware of the fact that he represents only 90,000 people here in Québec in a society which number is 6 and a half to 7 millions". Il se dit persuadé que les Juifs sauront s'adapter grâce à leur pragmatisme, et que s'ils perçoivent que la tendance va dans le sens de la création d'une fédération, ils ne monteront pas aux barricades pour défendre leur option fédéraliste:

"Also, the Jew is very pragmatic. When he sees that the trend is towards the creation of a (...), federation now known as confederation, he will adapt himself to that kind of thinking and he will not go to the barricades and say that I am a federalist". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

Une deuxième répondante perçoit une évolution au sein de sa communauté, qu'elle soit volontaire ou qu'elle résulte d'une attitude pragmatique, "une reconnaissance qu'il va y avoir une confédération ou je ne sais quoi de différent (...), une nouvelle forme de fédéralisme, soit association-souveraineté", ou une autre formule. Cette tendance, précise-t-elle, se retrouve surtout chez les gens d'affaires ou les professionnels qui ont un contact quotidien avec le monde. "Ce que doit être ce changement, ils ne sont pas encore arrivés à le définir. Mais que ça ne peut pas rester comme c'était. Ça, il y a une grande tendance" (femme ashkénaze, 45 ans, citoyenne d'adoption).

Une troisième leader dit ne pas souhaiter la séparation totale du Québec, mais elle reconnaît la nécessité d'"une certaine reconnaissance du caractère distinct du Québec, de son histoire unique et de son environnement culturel", bien qu'elle juge que les revendications des Autochtones aient préséance sur celles de la majorité francophone. En cas d'indépendance, elle voudrait demeurer au Québec, mais elle partirait si toute la communauté décidait de partir. Un Québec indépendant, à son avis, maintiendrait certains liens avec le Canada et avec le reste du monde (femme ashkénaze, 46 ans, résidente permanente).

Une quatrième leader estime que la communauté juive peut sans problème modifier ses positions traditionnelles, ayant "2000 ans d'expérience" en la matière. Elle a l'impression que "les personnes qui

ne voulaient pas faire cet investissement sont déjà parties et dit percevoir désormais "plus d'ouverture" chez les membres de la communauté juive. D'ailleurs, plusieurs membres de sa famille parlent aussi bien le français que l'anglais, ils travaillent partiellement en milieu francophone, et n'ont pas l'intention de partir. Elle juge l'indépendance inévitable et rapporte les propos de gens appartenant à diverses minorités, mais non à celle "de vieille souche", qui souhaitent l'indépendance, car ainsi "les Québécois n'auraient plus aucune raison de manquer de confiance en eux-mêmes et que peut-être commenceraient-ils à comprendre la nécessité de faire davantage pour les minorités" (femme ashkénaze, 53 ans, citoyenne d'adoption).

Une autre leader affirme ne pas croire à l'éventualité de l'indépendance. Si cela devenait inévitable, elle se dit convaincue qu'on prendrait alors conscience du risque d'éclatement et de régionalisation du Canada et qu'on agirait pour maintenir le lien Québec-Canada. Elle prévoit donc, pour le bénéfice de tous, la négociation d'une forme d'association, d'un statut économique semblable à Europe 92:

"You see I don't think that we're going to personally have a situation where we're going to have Canada and Québec. So it's very difficult for me. I think that if Québec gets to the point where they're going to go for independence the country is going to break up. And we're going to have a regionalization. And I think that if Québec wants to go, British Columbia is going to go, and we're going to have a different kind of federated association. I don't envision, ever, Canada and Québec. I think we're going to see this country is going to split. And then we will get a status, some kind of economic status like in Europe 92 which will be beneficial to everyone. Whether there's a common currency, or a defense or an economic buying power". (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance)

Quant aux membres de la communauté sépharade, ils semblent peu effrayés par la perspective de l'indépendance. Un leader fait remarquer que le courant fédéraliste attache beaucoup d'importance au maintien du caractère français du Québec, et s'accommoderait sans problème de l'indépendance. S'il fallait choisir entre le fédéralisme et l'indépendance, "il y aurait des divisions à l'intérieur de la communauté". Il ajoute: "Si le Québec venait à se séparer du Canada, on ne considérerait pas ça comme une tragédie. À la limite, il y en a même qui l'accueilleraient" (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption).

Une deuxième répondante constate une progression de l'idée d'indépendance parmi les Sépharades, d'une vision à l'effet que l'indépendance du Québec est nécessaire et leur serait profitable:

"On n'aime pas beaucoup les changements non plus, hein.
Ça veut dire que sur la question de l'indépendance, il n'y a pas tellement d'appuis dans la communauté sépharade, c'est ce que vous dites?

Non. Pas du tout. Je pense que les Sépharades, aujourd'hui, sont presque tous arrivés à la conclusion qu'il nous fallait une indépendance. Que c'est définitivement à notre avantage... Au point de vue linguistique... déjà. Au point de vue économique. Au point de vue économique, ce sont les anglophones qui détiennent tout, absolument tout". (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Selon une troisième, une majorité voit l'indépendance comme inévitable, sans véritablement prendre position; elle constate que cette éventualité ne la ferait toutefois pas quitter le Québec, précisant que "si certains arrivent à la conclusion qu'ils doivent quitter le Québec, c'est en Israël qu'ils iront" (femme sépharade, 43 ans, citoyenne d'adoption).

Enfin, un quatrième leader croit que cette diversification des opinions fait écho aux campagnes de propagande et reflète les propres incertitudes de la majorité au Québec. Il dénonce le débat sur l'avenir du Québec comme "une fuite en avant" de l'establishment québécois et canadien qui préfère mettre l'accent sur l'ethnicité pour éviter de faire des choix économiques et politiques. Pendant ce temps, le Canada est en voie de devenir un satellite des États-Unis:

"On déplace le vrai problème, qui est un problème politique et économique, c'est un problème de choix de société, on le déplace sur la question multiethnique à défaut d'avoir une vision politique claire. Il y a pas de conscience idéologique en Amérique du Nord, sinon un capitalisme larvé. Et donc, le jour où il y aura un vrai débat ça sera le jour où on pourra remettre en question l'assurance-maladie. Ce jour-là, les gens vont se réveiller. Au niveau des avantages sociaux. Le problème de la société canadienne, c'est une société à la fois protégée, aux apparences socialisantes, c'est un capitalisme moins sauvage que le capitalisme aux États-Unis, donc protégé avec des lois de protection, et je crains qu'on n'a plus beaucoup le luxe, la possibilité de force économique, elle n'a pas apporté ce luxe, le luxe de ce faux socialisme ou de ce capitalisme gentil. Et que, en plus de ça, il n'y a pas la démographique et donc le Canada est l'une des dernières sociétés où on peut encore immigrer, avec l'Australie. N'est-ce pas. Donc, avec des problèmes de concurrence extérieure, de dépendance économique par rapport aux États-Unis, moi, ce que je vois c'est que le Canada devient, sur le plan politique, un satellite des États-Unis". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

4.2.2 Les autres questions politiques

Après avoir établi l'importance cruciale du débat constitutionnel, un des leaders place en tête de liste des préoccupations de la communauté la question des droits de la personne et celle de la suprématie de la Charte des droits. Figurent à la suite les politiques d'accueil et d'intégration des communautés ethniques, ainsi que le problème de l'éducation, celui du maintien du financement par l'État du réseau d'écoles juives, et enfin, l'économie, c'est-à-dire le désir que rien ne mette en péril la prospérité

économique, le niveau de vie au Québec et le maintien du Québec comme pôle d'immigration et d'investissement:

"Quels sont les sujets de politique canadienne et québécoise qui préoccupent la communauté?"

First and foremost human rights. The supremacy of the Charter of Rights and Freedoms. That is primordial, number one. Secondly, a concern with how the constitutional relationship will play itself out and majoritairement a desire to see a continued and significant and meaningful relationship between Québec and Canada. Thirdly, not necessarily in this order, but a concern with cultural communities and how Québec in any constitutional agreement will welcome and integrate cultural communities. The problem of education, the challenge of education and the desire the know that the Québec community will continue, the Québec Jewish community, will continue to have access to its private Jewish day school system supported to the extent that it is by the government. And then economics, of course. Economically a desire that nothing, we share with Monsieur Bourassa a desire that nothing be done that would unduly jeopardize the economic health of the province and the ability of people here to make a good living. And to attract other people to come to our province because they see it as a place of economic and social opportunity. Those are the major, major concerns that we will address". (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

Pour leur part, certains leaders sépharades tiennent à préciser que la vie politique québécoise et canadienne n'occupe pas le centre de leurs discussions, et que les débats portent surtout sur les conséquences des situations sur la communauté juive, en termes de droits et libertés.

La question des droits de la personne constitue en fait le coeur des revendications de la communauté juive. Les mémoires du Congrès juif canadien et de la Ligue des droits de la personne du B'nai Brith Canada déposés à la Commission Bélanger-Campeau l'affirment explicitement. Le respect des droits de la personne implique, pour bon nombre de Juifs, la suprématie des chartes canadienne et québécoise des droits et libertés sur toute législation de ces gouvernements. Résumant la position du comité tripartite de la communauté sur la constitution, un leader affirme: "We would like to see a Québec charter and a Canadian charter reign supreme, tout simplement" (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance). Ce comité, tout comme la Ligue, s'oppose par conséquent au maintien de la clause dérogoire dite "nonobstant" dans la Constitution canadienne, puisque cette clause porte atteinte aux droits individuels, comme dans le cas de la Loi 178.

Une répondante ashkénaze assimile la notion de "droits collectifs" à celle, plus abstraite, de "droits de l'État", qu'elle oppose aux droits de l'individu. La communauté est très sensible, soutient-elle, à la

manière de délimiter les droits de l'État et les droits de l'individu et à la frontière à établir entre ces droits. Les membres de sa communauté sont inquiets de voir cette frontière se déplacer constamment. Elle estime que tout le monde au Québec devrait s'en préoccuper, et pas seulement les Juifs. Elle établit un parallèle entre la décision du gouvernement péquiste "en 1985" de ne pas respecter les conventions collectives signées entre l'État et ses employés, et notamment les conventions collectives des professeurs de Cégep¹², et celle, plus récente, du gouvernement libéral de ne pas respecter d'autres engagements pris - dans une allusion à la Loi 178 (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance). La communauté juive veut avoir, en cas d'indépendance, l'assurance que la Charte des droits de la personne sera appliquée dans son intégralité. Elle exige, par conséquent, le retrait de la clause "nonobstant", afin d'éviter que "les droits de l'État" ne soient supérieurs à ceux de l'individu. Les gens doivent avoir le sentiment, dit-elle, que leurs droits linguistiques, ainsi que l'ensemble de leurs droits individuels, sont protégés conformément aux lois d'une société démocratique (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance).

Un leader ashkénaze, comparant les notions de "droits de la personne" en français et de "human rights" en anglais, soutient que la première notion "personnifie les droits", alors que la seconde a un sens plus générique et plus large. Il semble vouloir suggérer que les "human rights" englobent en fait ceux de l'ensemble de la collectivité, et il souligne la contradiction fondamentale existant entre les droits de la personne et les droits collectifs:

"Il est intéressant de voir qu'en français c'est droits de la personne. En anglais c'est human rights, c'est beaucoup plus générique, c'est la collectivité (rires). C'est incroyable! Bien, human rights, human, c'est un sens beaucoup plus large. En français, on personnalise les droits, on dit droits de la personne...

Ou droits humains?

Oui, je sais. Bien... c'est une distinction, pour moi c'est révélateur. Et ici au Québec, on parle des droits collectifs, toujours les droits de la personne. Moi je trouve qu'il y a une contradiction, droits de la personne, droits collectifs. En français, on personnalise les droits fondamentaux de la personne parce qu'on parle de la personne. Alors pour eux, c'était ça. Alors une fois que la Cour suprême s'est prononcée et a dit que vraiment ça violait les droits de la personne, le gouvernement a légiféré pour protéger les droits collectifs". (homme ashkénaze, 41 ans, citoyen de naissance)

À son avis, les membres de cette communauté conçoivent les droits de la personne en "termes absolus", en faisant abstraction de la réalité sociale dans laquelle s'inscrivent ces droits:

¹². La répondante semble référer ici à la situation qui a prévalu en 1982 lors des "négociations" entre l'État et ses employés au moment où le gouvernement du Parti québécois a coupé les salaires, décrété les conventions collectives et imposé le retour au travail.

"La communauté... la communauté pense, même aujourd'hui, dans des termes absolus. Et ils oublient qu'il y a un contexte réel, dans des termes absolus, tu vois les droits de la personne right or wrong. Très important, mais on oublie qu'il y a un contexte réel". (homme ashkénaze, 41 ans, citoyen de naissance)

Un autre leader reconnaît que dans la constitution d'un État québécois, il faudra délimiter les droits collectifs et les droits individuels. Il dit attacher beaucoup d'importance aux droits collectifs et en faire lui-même la promotion dans son travail. Selon lui, une société n'assurant que "la promotion des droits individuels est vouée à se casser la figure":

"Ça m'amène à discuter d'une question qui m'apparaît très importante. Il y a une philosophie générale dans la communauté juive de protection des droits de la personne, qui semble constamment en opposition avec la notion de droits collectifs, et beaucoup de leaders juifs disent d'ailleurs qu'ils se sont faits les porte-parole, vraiment les défenseurs particuliers des droits de la personne, alors que par ailleurs, il y a Israël, un État national, avec un nationalisme et peut-être des droits collectifs. Comment est-ce que vous voyez cette contradiction-là?"

Je pense que dans toute constitution et dans l'éventuelle constitution d'un État québécois, il faudra effectivement que les droits collectifs autant que les droits individuels soient garantis. Je pense que c'est important...

La notion de droits collectifs ne vous répugne pas a priori?

Non seulement elle me répugne pas, mais j'en crée, j'en fait la promotion quotidiennement dans mon travail, c'est important (rires). Je pense que c'est important non seulement qu'elle me répugne pas et qu'elle ne répugne pas aux gens, mais qu'elle soit prise en compte, parce que c'est important les droits collectifs. Mais maintenant, il faut délimiter. Il faut délimiter quels sont ces droits collectifs et quels sont ces droits individuels. Mais juste la promotion des droits individuels, c'est une société qui est vouée à se casser la figure, à mon avis. On vit dans une société, donc on peut pas par définition être uniquement des individualistes". (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption)

Des hommes d'affaires et des leaders de la communauté se portent à la défense de l'individualisme, fait remarquer ce leader, et font la promotion de la déréglementation, d'un libéralisme à l'état pur. Pour ne pas créer d'inégalités ni les accentuer, il faut prendre en compte les droits collectifs, les défendre et les inscrire dans la constitution, estime-t-il. Ainsi, les droits collectifs et les droits individuels se trouveraient pris en compte dans un projet de constitution québécoise. Le fait que des Juifs prennent une position contraire quand il s'agit d'Israël fait partie des contradictions qu'ils vivent:

"Malheureusement, c'est la tendance à la mode, et c'est cette tendance-là qui est défendue effectivement, autant par les hommes d'affaires que par des leaders communautaires qui sont probablement des hommes d'affaires aussi. Tout ce qui est déréglementation, tout ce qui est droits individuels, individualisme, etc. Libéralisme à l'état pur. Bon. Alors ça c'est une tendance. Moi je pense qu'une société, pour ne pas justement créer des inégalités, ou les accentuer, doit prendre en compte les droits collectifs et les défendre ou les inscrire

dans sa constitution. Et c'est dans ce sens-là que dans le mémoire de XXX, à la commission Bélanger-Campeau, j'ai travaillé là-dessus comme membre du comité d'orientation. Les droits individuels et autant que les droits collectifs sont définis, pris en compte, dans un éventuel projet de constitution québécoise. Donc ça c'est un. Comment ces mêmes personnes-là... par ailleurs, se retrouvent pour dire finalement le contraire quand il s'agit d'Israël, bien, ça fait partie des contradictions que vivent ces gens-là." (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption)

Une autre question fort controversée est celle de la crainte du nationalisme québécois que semblent éprouver nombre de Juifs et qu'évoque la majorité des leaders rencontrés. Ces évocations s'appuient davantage sur une connaissance des conséquences néfastes qu'a entraînées le nationalisme pour les Juifs lors de la Deuxième Guerre mondiale que sur la réalité du nationalisme québécois. Cette crainte accompagne tous les membres de la communauté juive dans leur vie quotidienne, semble-t-il, et transparaît dans les discours de la plupart des leaders au cours des entrevues. Un leader, rappelant que la communauté juive "a toujours vu dans le nationalisme un certain danger à sa propre existence", fait référence à la crainte qu'avait soulevée chez les Juifs l'élection du PQ en 1976, et qui ne s'est pas révélée fondée:

"Avec l'apparition du parti péquiste... ils ont eu une crainte qu'un nationalisme quasi virulent allait émerger de la situation au Québec, et qui mettrait en danger la vie culturelle et institutionnelle de la communauté juive. Cela n'est pas arrivé". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

La communauté juive rejette le nationalisme québécois, mais soutient le nationalisme israélien. Une répondante sépharade admet qu'il puisse y avoir une part de contradiction, mais écarte toute comparaison avec Israël en soutenant que les Juifs ne refusent pas au Québec le droit de constituer un État. La contradiction réside plutôt, selon elle, dans le nationalisme de cet État, dans son idéologie. Elle reproche au nationalisme québécois de comporter une tendance à exclure les autres. Sans le formuler explicitement, elle oppose un nationalisme ethnique à un nationalisme républicain, fondé sur la citoyenneté (Schnapper, 1991) et semble identifier le projet national québécois à partir d'une logique de l'ethnicité, celle des "Canadiens français":

"Le problème de l'État d'Israël est lié à une question d'un État et d'un territoire. Je ne crois pas qu'aucun Juif refuse aux Québécois d'avoir un État et un territoire... Ce n'est pas la question de l'État.

Ce n'est pas la question de l'État?

Mais non, c'est la question du nationalisme de cet État. Que le sionisme initial des Juifs soit devenu un État nationaliste, ultranationaliste, ça c'est une question d'orientation politique contre laquelle sont beaucoup de Juifs, que ce soit en Israël ou ailleurs. Donc, je ne crois pas que la contradiction soit là, parce que personne ne refuse à la France d'avoir un État français. C'est plus une question d'idéologie que de constitution nationale.

Il se trouve qu'au Québec, l'idéologie recoupe aussi l'identification nationale à un État... Mais l'État provincial existe, alors qu'on veuille en faire un État souverain, je ne crois pas que personne n'ait de problème à ça. C'est un État souverain nationaliste... Dans le nationalisme, c'est la nationalité et l'exclusion des autres qui est compliquée. Le nationalisme français tel qu'il s'est établi sur les droits de l'homme, tous les Juifs étaient d'accord, à part la petite minorité des Alsaciens. Mais les Juifs de Bordeaux et tout, enfin regarde les débats et tout ça, à partir du moment où c'était un nationalisme inclusif des autres, il n'y a pas de problème. Donc, c'est l'idéologie nationale ou nationaliste plutôt qui est gênante. À partir du moment où au Québec on va dire: bon, tout le monde va avoir droit de cité, ce qu'on dit d'ailleurs, à part un certain nombre de nationalistes ultraorthodoxes, d'ailleurs diverses tendances nationalistes existent. Il y a un nationalisme très inclusif des autres, je ne crois pas qu'il y ait de problème avec ça. Tous les Juifs vont te dire: bon, il n'y a pas de problème. Le problème c'est la peur du nationalisme exclusif. Et c'est de ça que les allophones, entre guillemets allophones, ont peur...". (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Un autre leader exprime un point de vue différent. Il estime tout d'abord que le refus de bon nombre de Juifs de toute comparaison avec Israël n'est pas raisonnable. Le sionisme, déclare-t-on, était nécessaire à la survie des Juifs mais le nationalisme ne l'est pas pour les "Canadiens français" qui ne sont pas en danger de mort. Il est difficile de discuter sur ce terrain, admet-il, car il s'agit d'une réaction très émotive. Il croit que des intérêts sont en jeu. Car si on affirme que le nationalisme en soi est dangereux, on fait exception pour le nationalisme canadien. À son avis, la crainte de la communauté juive face au nationalisme québécois est fondée sur une certaine ignorance du phénomène, vu comme extérieur à elle. Il est donc facile, dans de telles conditions, de le ressentir comme une menace. La peur quasi instinctive que le nationalisme québécois suscite chez eux est, conclut-il, de nature idéologique:

"Donc, qu'est-ce qui apparaît dangereux dans le nationalisme québécois? Ils ne peuvent pas le dire, tout ce qu'ils disent c'est que..."

Est-ce que vous ne pensez pas que c'est parce que l'on a perçu ce nationalisme comme un nationalisme populiste, un nationalisme... enfin un peu sauvage?

Oui. Mais c'est parce que c'est quelque chose qu'ils ne connaissent pas.

De gens non assez éduqués, etc.?

Oui, mais c'est qu'il n'y avait pas de liens, donc ils ont senti que c'était quelque chose de vraiment extérieur à eux. Donc si quelqu'un parle de Adrien Arcand ou quelque chose, ils n'en savent rien, mais c'est facile de dire: ah ah! on fait le lien, et c'est menaçant! Et y compris qu'il y a un certain instinct contre... tu sais. Alors instinctivement, le nationalisme québécois ça touche ça. Même si dans le concret, ça n'a rien à faire, c'est facile de toucher ces instincts. Mais le nationalisme canadien, ça ne les touche pas, donc... Ils n'ont rien contre.

C'est l'idéologie?

Oui, c'est de l'idéologie". (homme ashkénaze, 45 ans, citoyen d'adoption)

On sent ici une référence à l'idéologie de classe, une leader de famille riche d'origine allemande confirmant que dans son milieu, tout ce qu'on a longtemps connu des "Canadiens français", c'étaient les bonnes, les policiers, et l'antisémitisme (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne de naissance). Enfin, un leader tourne quelque peu en dérision les énergiques prises de position nationalistes de plusieurs Juifs en faveur de l'identité canadienne. Il dit trouver étrange, alors que l'ensemble du Canada éprouve des difficultés à définir son identité, que plusieurs membres de la communauté juive soient les seuls à n'éprouver aucune ambiguïté à ce sujet: "I find this rather strange that Canada has a problem to find its own identity and yet many members of the Jewish community have no problem in finding a Canadian identity (rires)" (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption).

4.2.3 Les questions relatives à Israël

Deux leaders estiment que la communauté juive du Québec attache autant d'importance aux enjeux relatifs à Israël et à la Palestine qu'à ceux qui se rapportent à la politique canadienne ou québécoise, bien que ces intérêts ne se situent pas au même niveau. L'une a l'impression que le monde entier se préoccupe d'Israël, et consacre ainsi moins d'attention à d'autres problèmes qui sont tout aussi déchirants (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption). L'autre souhaiterait que les divers paliers de gouvernement reconnaissent le lien entre l'identité juive et l'État d'Israël, c'est-à-dire l'existence d'une double patrie pour le Juif, une patrie spirituelle, Israël, et une patrie physique, la société où il vit et à laquelle il contribue:

"I'm a very strong proponent of this concept, which I will articulate now: namely that for Jews to be quote on quote free. There must be a recognition that there is a linkage between being Jewish and the State of Israel. And this must be a recognition by all levels of government, that the Jew has a physical home and he also has a spiritual home. And his spiritual home is Israel and his physical home is his devotion and allegiance to the society to which he contributes and in which he lives". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

Une leader, qui se dit non sioniste, exprime un profond désaccord avec l'image qui est diffusée de l'Holocauste. Il faudrait, selon elle, retenir de l'Holocauste la nécessité de construire un monde pacifique et d'apprendre à vivre en harmonie avec les autres. Or, souligne-t-elle, cet idéal est contredit par le traitement que réserve Israël aux Palestiniens. Même si elle ne veut pas généraliser, Israël étant un pays divisé et le mouvement pacifiste y étant très fort, elle avoue que les événements qui s'y déroulent la troublent:

"It is something very difficult for me because I don't want to be antisemitic and yet there are values and there are things that are happening, particularly in Israel, where there is this idea of... First of all, I guess to me it is this vulgarization of the Holocaust. I mean

I have very profound disagreements. To me the Holocaust really means that we have to make a peaceful world and learn to live together and love one another and respect one another and love not each other's individuals but love one another's life. Learn to live and live in harmony. It does not mean we will never let it happen again at the price of every other people. So, you know, the things that are happening to the Palestinians are very very painful to me. I see the Jews becoming almost... not all the Jews but some of the Israelis. Of course, Israël is a divided country, there is a very strong peace movement. But it is something that is troubling to me". (femme ashkénaze, 53 ans, citoyenne de naissance)

4.3 La représentation politique

Vingt-trois des 25 personnes rencontrées, dont 12 femmes, ont abordé le thème de la représentation politique actuelle de la communauté juive sur la scène politique. Leurs propos sont regroupés autour de deux aspects de cette représentation: un aspect quantitatif, portant sur la participation dans les institutions, et un aspect relatif à la qualité de la représentation.

4.3.1 La participation dans les institutions

La représentation politique de la communauté juive aux divers paliers de gouvernement (fédéral, provincial, municipal) suscite chez les leaders rencontrés des discours contrastés. Signalons que dans son mémoire à la Commission Bélanger-Campeau, le Congrès juif canadien ne parle pas directement de la représentation politique de la communauté juive, sauf pour réclamer une égalité d'accès à des carrières dans les services publics et à des postes gouvernementaux, ce qui pourrait motiver les Juifs à rester au Québec (1990:7).

Dix-huit leaders ont jugé que leur communauté était, numériquement, suffisamment représentée aux divers paliers gouvernementaux. Quatre leaders ashkénazes (dont deux femmes) ont jugé la représentation relativement adéquate, alors que 14 d'entre eux (cinq Ashkénazes et neuf Sépharades, dont sept femmes) ont émis une opinion contraire.

Compte tenu de la situation globale de leur communauté, quatre leaders l'estiment relativement bien représentée. L'un d'eux est d'avis que cette communauté est même plutôt avantagée, compte tenu de ses ressources, et que la faiblesse actuelle de sa représentation politique provinciale résulte de ses choix politiques:

"Est-ce que vous trouvez que la communauté juive est assez représentée sur le plan politique, dans les instances du pouvoir municipal, fédéral et provincial?"

Ce n'est absolument pas une revendication. Moi je suis contre, surtout pour un comité juif qui a pas mal de ressources. Pour d'autres communautés, même... Et ils sont assez bien représentés. Sauf sur le plan politique provincial. Mais ils ont rejeté le candidat juif chez les Libéraux. Il y a quand même les choix qui étaient pris dans D'Arcy McGee, ils ont choisi Libman contre le représentant (...). pour la communauté juive, surtout, je ne pense pas que ce soit un enjeu". (homme ashkénaze, 45 ans, citoyen d'adoption)

Pour sa part, un répondant insistera sur la représentation prestigieuse dont dispose la communauté au sein du gouvernement fédéral. Un autre rappelle que plusieurs conseillers municipaux proviennent de la communauté juive, ce qui compense, selon lui, pour l'inadéquation de sa représentation provinciale. Une autre enfin a l'impression que les Juifs, grâce à leur concentration géographique, ne sont pas défavorisés politiquement:

"Le fait que les Juifs demeurent dans un quartier en vertu d'une tradition que j'expliquerai une autre fois, explique probablement qu'ils ne sont pas mal représentés, parce que les représentants sont par quartier. Alors...". (femme, ashkénaze, 64 ans, citoyenne d'adoption)

Ces opinions ne font pas l'unanimité et la plupart des leaders rencontrés estiment plutôt nettement insuffisant le nombre d'hommes ou de femmes de leur communauté qui sont élus aux divers échelons du gouvernement. Un leader signale aussi que la communauté juive "a perdu des plumes", au niveau fédéral, attribuant cette chute de leur représentation politique à leur appui traditionnel des libéraux. On compte, en effet, plus de députés juifs d'allégeance libérale que conservatrice (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption). De même, le vote d'une partie de la communauté pour le Parti égalité lors des dernières élections provinciales aurait fait fondre littéralement la représentation juive au sein du Parti libéral du Québec, donc au niveau du gouvernement.

La présence des Juifs sur la scène fédérale est jugée "faible", selon un leader, si on la compare à la France, où "on trouve les Juifs partout... dans les syndicats, dans les partis politiques, dans l'entourage du président de la République, des ministres..." (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption).

Une répondante ashkénaze estime que sa communauté est moins bien représentée au Québec que dans le reste du Canada. L'insertion dans la fonction publique ou le militantisme dans les divers partis politiques serait ainsi plus important dans le reste du pays. La dynamique spécifique des communautés

anglophone et francophone, c'est-à-dire l'intégration au milieu anglophone d'une majorité de la communauté juive du Québec pourrait contribuer à expliquer en partie ce phénomène, croit-elle:

"Mais je pense qu'il y a beaucoup plus de participation ou d'insertion soit dans la fonction publique, soit parmi les militants des différents partis dans le reste du pays. Peut-être parce qu'on ne s'est pas posé toutes ces questions des deux communautés. Les gens s'intéressent quand même à la communauté at large. Il n'y a, dans aucune autre province, cette dynamique de communauté anglophone et communauté francophone. Alors c'est peut-être ça. Ça c'est peut-être trop simpliste, mais je pense que ça explique en grande partie. Alors par exemple, en Colombie-Britannique, il y a eu un leader politique et un premier ministre juif, ... et dans d'autres provinces, je pense qu'au Manitoba, le leader du Parti conservateur était juif à un moment donné. Et très intéressant, en Ontario, pour la chefferie du Parti conservateur, il y a eu à plusieurs reprises des candidats juifs. Alors très présents d'après ce que je sais des mes amis à Toronto et ailleurs, beaucoup plus d'implication de la communauté dans des différents partis". (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Un autre fait remarquer que les Juifs ashkénazes, comme c'est le cas pour les autres anglophones, ont une faible présence dans tous les secteurs au Québec, et signale que le comité consultatif sur l'intégration des anglophones analyse ce problème:

"C'est l'un des problèmes qu'on examine au sein du Comité consultatif, l'intégration des anglophones, parce qu'il n'y a pas beaucoup d'anglophones qui sont représentés dans tous les secteurs de la société québécoise. Voilà le problème dans notre société. C'est ça le problème, il n'y a pas d'intégration. Je ne parle pas d'assimilation, il n'y a pas une présence...". (homme ashkénaze, 41 ans, citoyen de naissance)

Comme toute minorité, la communauté juive n'aura jamais autant de représentants qu'elle le souhaiterait, affirment deux leaders. Faisant probablement référence à l'accès aux milieux politiques, l'une de ces leaders dira souhaiter que la "porte soit ouverte" à sa communauté - tout en reconnaissant que, pour elle, cela a toujours été le cas:

"Je pense qu'on n'aura jamais les représentants qu'on veut parce qu'on est une minorité. Ce qu'on aimerait voir, c'est que la porte soit ouverte. Et moi j'ai toujours trouvé la porte, surtout dans la province de Québec puisque c'est là où j'ai fait affaire, toujours ouverte à la communauté juive". (femme ashkénaze, 45 ans, citoyenne d'adoption)

Il y a quelques Juifs au sein des cabinets fédéral et provincial, précise l'autre répondante, mais ils sont peu nombreux. De plus, estime-t-elle, les Juifs sont toujours élus pour leur communauté et il ne pourrait en être autrement car, selon elle, les "Canadiens français" ne voteraient pas pour eux:

"In general, there's a token Jew in the Federal cabinet. There's been token Jews in the Québec cabinet. But you wouldn't see a large number. It would be unheard of. The French-Canadians aren't going to vote for them, you know. They get elected because the Jewish community will back a certain person. But there's no way we could get a lot of people". (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne d'adoption)

De l'avis d'une majorité de leaders interrogés, la faible représentation politique de la communauté s'explique avant tout par le manque de participation de ses membres. Les principaux facteurs avancés pour expliquer cette situation sont nombreux: l'importance de l'engagement dans les diverses organisations communautaires, les efforts de structuration de la communauté sépharade et le manque d'expérience politique de ses membres, la dispersion géographique des membres de la communauté juive ou au contraire leur concentration, et, enfin, les contradictions politiques et linguistiques propres à la communauté juive.

Un leader sépharade déplore la "dépolitisation générale des Juifs". Il s'interroge à savoir si c'est dû au fait qu'ils ne font confiance à aucune structure ou si c'est parce qu'ils "veulent toujours garder un droit critique", autrement dit exercer une influence au niveau de la société sans s'engager politiquement (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption). Après avoir comparé la situation existant à celle de la France, il convient qu'une part de l'explication pourrait résider dans le caractère plus accentué de maintien de l'ethnicité au Québec et au Canada, qui réduirait en quelque sorte la motivation des membres des communautés ethniques à participer à la vie politique. L'élaboration d'un projet en commun saurait peut-être les rallier, propose ce même leader:

"Est-ce que vous pensez pas que c'est relié au fait que le maintien de l'ethnicité dans la société québécoise et canadienne est beaucoup plus accentué qu'en France?"

Probablement, oui. C'est probablement une bonne explication. Oui. Ce qui n'est pas une bonne chose. Il faut trouver un équilibre. Moi je pense qu'il y a d'excellents hommes, et femmes, je veux dire dans le sens générique, dans la communauté juive, qui pourraient servir à la collectivité, qui apporteraient quelque chose. On prend des Phyllis Lambert, on voit des gens...

Il faudrait un projet en commun, il faudrait avoir l'impression de construire une...

Oui, c'est ça. Peut-être que ça, ça va être une matrice pour commencer quelque chose d'intéressant". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

Ayant toujours constaté l'ouverture des différents partis politiques québécois à la communauté juive, un leader ashkénaze rejette l'explication de l'existence d'un blocage structurel et relie, elle aussi, la faible représentation à un manque de participation. À son avis, il faut bien se rendre compte que les Juifs

dépensent plus d'énergie dans leur communauté que dans l'interaction avec l'ensemble de la population. Ils n'éprouvent pas de motivation à s'intégrer à l'ensemble de la société québécoise et ne sentent pas une volonté du reste de la population de les accueillir: "C'est un très grand problème d'intégration. Parce qu'ils ne se sentent pas attirés ni qu'on va les accueillir" (femme ashkénaze, 45 ans, citoyenne d'adoption).

Un autre leader fait observer que les Juifs ont toujours eu l'impression que la politique n'était pas pour eux, mais il décèle maintenant un plus grand désir de participation chez les jeunes Juifs que parmi les générations précédentes. Aussi longtemps que la majorité au Québec reconnaîtra les droits des minorités et permettra aux Juifs de vivre en conformité avec leur propre mode de vie, estime-t-il, pour sa part, ceux-ci devraient s'adapter aux nouvelles conditions politiques et socio-économiques déterminées par la majorité:

"If you're allowed to live your Jewish kind of life, I think you have to adapt yourself to the new socio-economic and political conditions in which the majority will have to prevail as long as that majority will, will recognize the rights of the minority". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

En ce qui concerne la communauté sépharade, ses représentants affirment qu'elle consacre peu d'énergie à leur intégration à la vie politique québécoise et canadienne. Ce n'est pas par manque d'intérêt, ni à cause d'un manque d'accès, soutiennent plusieurs leaders, mais bien parce que leur communauté n'a pas terminé sa phase d'implantation et que ses membres ne peuvent donc pas fournir l'investissement requis. Comme l'explique un répondant, la représentation politique, "c'est quelque chose qui va venir. Je reste persuadé que dès que les problèmes du quotidien seront aplanis, on pourra se pencher là-dessus" (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption). Pour l'instant, il faut, poursuit un autre leader, accorder la priorité à la structuration de la communauté: survivre, établir des structures communautaires, des écoles, des synagogues, des organismes pour les représenter auprès du gouvernement (femme sépharade, 43 ans, citoyenne d'adoption). Une autre tâche essentielle consiste à mettre sur pied des programmes de formation de jeunes cadres pour assurer la relève (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption).

Certains ont déjà commencé à s'engager en politique municipale, comme le rapportent deux leaders, dont l'un, le premier à avoir été élu sur la scène municipale, se voit un peu comme un pionnier pour sa communauté, et veut montrer aux autres qu'il n'y a pas de barrières, que l'accès est ouvert à tout le monde (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption). Un autre fait état des efforts déjà tentés pour faire élire des candidats et de l'espoir d'en faire élire à Côte-Saint-Luc lors des prochaines élections municipales:

"il faut qu'il y ait une voix juive qui se fasse entendre à différents niveaux gouvernementaux, et en même temps, il faut que cette voix puisse nous faire partager, en tant que communauté, les problèmes tels qu'ils sont vécus de l'intérieur" (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption).

Un répondant considère, lui aussi, qu'une part de responsabilité de la faible participation politique incombe à la communauté elle-même, et surtout à ses leaders, qui n'ont "pas fait l'éducation nécessaire pour susciter l'engagement social et politique". Il signale le manque d'expérience politique de ses membres et déplore néanmoins l'inexistence, au sein des partis politiques, de structures d'accueil pour intégrer quelqu'un n'ayant jamais fait de politique de sa vie, et qui aimerait en faire" (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption). Il est d'avis qu'il faudrait modifier le système électoral afin de favoriser la représentation proportionnelle des communautés ethniques, et trouve qu'il est presque impossible de se faire élire à moins de disposer d'argent, de temps et de contacts (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption). Pour une leader sépharade, qui se dit une fervente de l'engagement à tous les paliers gouvernementaux, le principal obstacle demeure en fin de compte ce manque d'expérience de l'arène politique (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption).

Un autre croit que la dispersion géographique rend difficile leur représentation adéquate (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption), car il est plus facile de se faire élire dans les secteurs ou comtés où on retrouve une forte concentration d'une même communauté ethnique. Une autre leader sépharade explique plutôt la faible représentation de sa communauté par les contradictions linguistiques qui traversent la communauté juive et qui se traduisent par le manque de solidarité de la part de membres de la communauté ashkénaze à l'égard des Sépharades, voire par leur rejet par les premiers. On cite l'exemple des dernières élections municipales, où un candidat sépharade francophone s'est retrouvé dans un comté à majorité juive anglophone, face à "toute la machine anglophone", ashkénaze notamment, pour lui bloquer le passage, et celui d'une candidate sépharade francophone ayant défait trois candidats anglophones dans un quartier anglophone, et qui voit son élection contestée (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption).

4.3.2 La qualité de la représentation politique

En ce qui concerne la qualité de la représentation politique, à savoir la capacité des Juifs élus aux divers paliers de gouvernement de défendre les intérêts de la communauté juive, il semble exister un

certain malaise face aux députés élus du Parti égalité. Ainsi, un leader dira qu'à son avis, la communauté juive ne se sent aucunement représentée par ce "ridicule petit parti":

"That ridiculous little party with Robert Libman, I don't think that... I don't know, maybe people feel represented, I never met anyone that felt anything but embarrassment about it. I don't even feel embarrassment because I don't connect with it. I don't feel, although Libman is Jewish, I doubt very much that people think he represents them in any way. But, I don't know, I might be totally out of touch, I got to tell you this". (femme ashkénaze, 53 ans, citoyenne de naissance)

Par ailleurs, si certains leaders réfèrent aisément aux conseillers municipaux du RCM issus de la communauté juive, d'autres sont quelque peu hésitants à le faire. Une leader signale ainsi que "Municipally we have several Jewish municipal councillors, although the fact that they're Jewish does not mean they represent the Jewish community. We have access" (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance). Un autre explique que "traditionnellement, les Juifs qui ont été attirés au RCM, c'étaient des Juifs très gauchistes", ajoutant que ce parti est maintenant devenu beaucoup moins radical (homme ashkénaze, 36 ans, citoyen de naissance).

Deux leaders établissent une distinction entre représentation politique et "accès" politique, ce dernier terme faisant référence au lobbying. Si, par exemple, la représentation provinciale officielle laisse à désirer actuellement, affirme l'une des deux, dans les milieux politiques, par contre, les portes sont toujours ouvertes à la communauté juive et ce, jusqu'au sommet, lorsqu'elle veut discuter d'une question. La communauté dispose d'un très bon "accès" aux différents niveaux, et il est important qu'elle maintienne des contacts politiques, afin de protéger ses droits:

"I think that provincially we're not very well represented right now. Officially, although I think that we... They're still open doors to us. And when we have issues that we want to discuss, we always have an open door right up to the top. So that political access as opposed to political representation have been two things. We have not... At other times we have had more actual representation in the government. But through the P.Q. we had good political access. And we still have full political access. I don't know about the future. People are concerned about it. (...) I think that our access at all levels is pretty good. I think that we have to be careful that we don't become complacent and our access is as good as we make it. So we must maintain our political contacts. We must encourage people to run for political office. And we can't sit back and expect people to protect our rights. We have to protect our own rights". (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance)

Un deuxième leader estime que la communauté juive, par l'intermédiaire du Congrès juif canadien, a un accès direct aux cercles politiques décisionnels au Québec, tant au niveau municipal que provincial, et que ses positions sont prises en considération, notamment en ce qui concerne les questions de racisme et d'antisémitisme. Il croit que certains Juifs jouent un rôle important dans le processus de prise de décision, mais il dit s'inquiéter de constater que les déclarations d'intention faites par les hommes politiques ne se traduisent pas toujours en politiques fermes. Il conclut que pour lui, l'accès politique est ce qui compte le plus, et que cet accès existe, car les avis de la communauté sont pris en considération:

"We feel that through Canadian Jewish Congress we have adequate access to decision-making circles. In Québec both municipally and provincially we feel that we have adequate access to decision-making circles. We believe that our positions, our concerns are taken into consideration. Whether it's in regard to racism and anti-semitism, we feel that Jean Doré, Monsieur Bourassa, Jacques Parizeau have indicated that clearly. We have concerns that sometimes all we have are statements of intent that do not get translated into hardcore policy. But we continue to work on that and we feel we're listened to. We feel we have access. Having said that, I don't know how the percentage of representation of the Jewish community in decision-making circles relates to the percentage of our population. I don't know. I don't think that's the issue. Certainly there are, you know, Gary Waxman, Judge Herb Marx, Victor Goldbloom, Gerry Weiner and others. There are people who play formal roles as Jews in the political decision-making process. To me the issue more important however is access. And I believe we have access. I believe that our opinions are taken into consideration". (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

- La pertinence du principe de la représentation "ethnique"

La plupart des leaders juifs semble admettre le principe de la représentation ethnique et attribuer, de façon quasi automatique, à un élu juif un mandat de défense des intérêts de la communauté juive. Une majorité au sein de la communauté juive est convaincue de la pertinence du principe de la représentation ethnique et voit l'ethnicité comme une catégorie politique: le groupe ethnique est un groupe de pression, il a des intérêts collectifs, il se mobilise autour de son identité, etc.¹³. Comme l'exprime l'un des leaders, plus une communauté culturelle a de députés, plus elle pourra faire valoir ses points de vue et exercer une influence sur les décisions. C'est là une puissante arme de revendication:

"Il est clair que si une communauté culturelle a des députés, plus elle aura droit au chapitre et elle aura là une arme assez forte de revendication. Et ce n'est pas propre à la communauté juive. Il suffit de voir ce qui se passe avec la communauté italienne, la communauté haïtienne. Effectivement, toutes les communautés ethniques vont essayer de faire élire un député". (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption)

¹³. Voir sur cette question Breton (1991).

Quelques leaders apportent une voix discordante à ce concert quasi unanime en contestant ce principe ou en réduisant la validité. Une des répondantes refuse de considérer que les Juifs sont ou ne sont pas représentés: "Je ne pense pas qu'au niveau provincial ou fédéral, les Juifs soient présents comme un bloc. ... Il y a des Juifs qui sont des conservateurs, des libéraux, des néo-démocrates ou quoi". Elle n'admet le principe de la représentation ethnique qu'au niveau municipal, où elle aurait aimé voir siéger des représentants des groupes ethniques, car pour elle, ce niveau de gouvernement doit refléter la vie quotidienne (femme ashkénaze, 64 ans, citoyenne d'adoption).

Un autre leader, militant du Parti québécois, n'est pas d'accord avec l'organisation de sections entières d'un parti politique sur une base ethnique, tel que le conçoit le Parti libéral:

"Donc, des sections entières d'un parti politique qui sont organisées sur une base ethnique..."

Je trouve ça moi, très malheureux. Je trouve que de traduire les documents du parti dans d'autres langues, de créer une sorte de sous-comité de consultation, ça c'est une bonne idée parce que ça dit qu'on est très sensibles à la réalité, et on voudrait vous écouter, on voudrait que vous nous encouragiez sur la manière d'aller chercher ces personnes-là. Mais de dire qu'à cause du fait que vous êtes leaders, entre guillemets, de votre communauté, à cause de ça, vous avez certains droits par définition, vous avez certains votes, comme les jeunes ou les femmes dans un parti politique, je trouve ça malheureux.

Ça c'est dans la constitution du Parti libéral?

Ah, peut-être.

Et je pense que ce que certains leaders reprochent c'est qu'il n'y a pas ça au Parti québécois.

Moi je serai toujours contre ça. Je trouve que c'est un principe malheureux...". (homme ashkénaze, 45 ans, citoyen d'adoption)

Au cours du débat sur l'avenir du Québec qui s'est déroulé dans le cadre des travaux de la Commission Bélanger-Campeau, ce leader dit s'être opposé au fait d'accorder aux groupes ethniques une représentation particulière. À son avis, les institutions doivent refléter les caractéristiques communes à l'ensemble de la population, et les besoins particuliers des groupes spécifiques relèvent plutôt de comités consultatifs. Le fait d'accorder des pouvoirs et une place dans la société en vertu de l'appartenance ethnique encourage les communautés ethniques à s'isoler dans le cadre de leurs institutions. Il faut, au contraire, susciter la participation de tous les citoyens à la société à titre de Québécois:

"Il faut créer des institutions en fonction de ce que les gens ont en commun et pas de ce qu'ils n'ont pas. La société doit trouver le moyen de répondre aux besoins particuliers, c'est pourquoi des groupes consultatifs sont très importants, parce que ça permet d'identifier les besoins particuliers. Et on dépense de l'argent pour les besoins de ces groupes-là, de ces individus-là, parce qu'ils sont différents, d'accord, mais en fonction des

besoins d'individus de telle origine à l'intérieur d'une grande communauté, etc. Ils ont besoin de renseignements dans leur langue, ils veulent écouter à la radio ce qui se passe dans leur pays d'origine, etc. Pourquoi pas, c'est très bon. Mais de leur dire: à cause du fait que vous êtes Italiens, vous avez droit à ces pouvoirs ou à cette place dans la société, vous restez dans vos institutions, et simplement en restant dans vos institutions, par définition, vous avez ça, vous avez une place de pouvoir ou d'action dans la société. Et à mon avis, ce n'est pas ça. Si vous voulez participer dans la société, il y a des moyens, on vous encourage, mais pas du fait que vous êtes Haïtiens ou Italiens ou quelque chose. C'est parce que vous êtes Québécois". (homme ashkénaze, 45 ans, citoyen d'adoption)

4.4 La force politique des communautés ethniques

L'influence de la communauté juive se fait déjà sentir concrètement sur la scène politique dans l'ouest et le centre de Montréal, notamment dans Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce où la communauté juive est plus fortement concentrée. Mais, en même temps, on peut constater une certaine dispersion des membres de la communauté juive dans la région métropolitaine de Montréal (MCCI, 1990).

Dix-sept des 25 leaders (huit Ashkénazes et neuf Sépharades, dont dix femmes), ont abordé le thème de la force politique des communautés ethniques. L'état de la situation intra et intercommunautaire ainsi que l'influence politique actuelle des communautés ethniques ont particulièrement retenu leur attention.

4.4.1 La troisième force: réalité ou mythe

Les leaders ont émis des opinions fort partagées sur la pertinence de l'idée selon laquelle les communautés ethniques forment, dans la société québécoise, une troisième force politique. Huit d'entre eux (quatre Ashkénazes et quatre Sépharades) souscrivent à cette idée, alors que sept autres (trois Ashkénazes et quatre Sépharades) ne peuvent l'envisager à l'heure actuelle, précisant que les conditions d'émergence d'une telle force ne sont pas réunies.

Un leader sépharade se montre plutôt favorable à une action des communautés ethniques au sein même des structures politiques existantes, jugeant nécessaire l'intégration à la société québécoise:

"Mais vous pensez que ça pourrait être possible, comme à New York éventuellement? S'il y a des incidents raciaux ou des choses comme ça, peut-être que ça peut amener cela. Sinon, ce n'est pas mauvais en soi qu'il y ait une intégration dans les grands partis. À la limite, ça veut dire qu'on travaille dans un melting pot, on s'intègre. Ce n'est pas mauvais". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

Les regroupements sur la base ethnique sont une preuve que l'intégration ne se fait pas, affirme une leader ashkénaze. Elle est d'avis que le système politique au Québec a obligé les immigrants à devenir une troisième force à cause de leurs problèmes communs d'intégration à la société, et non à cause de leurs ressemblances. Si les gens se sentent acceptés, ils auront moins tendance à se regrouper, estime-t-elle, car "ce qui unit les gens, c'est leur perception d'un ennemi commun et non pas leurs similarités":

"I think the politics of the province have forced the immigrants to become a third vote... I think it's much more exacerbated in Québec. I think that when you look at... Statistics in Québec are given "anglophone", "francophone", "allophone". You see all the definitions. We have definitions of people. You rarely see that in Canadian statistics or elsewhere. I think that if people have a difficulty in integrating into a society, then they'll look for people in similar situations to define a political force. But if people find that they're accepted and integrated into a society, you'll find less of a political force. (...) I've participated in ethnic coalitions and I'm listening to what people have seen, and whether it's in government negotiations or with groups, and people are united by their perceived common enemy, not by their similarities among themselves. If I go to a meeting in Gérard Tremblay's office which is called Cultural Communities, I have no more in common with the Filipino or the Vietnamese... I have more in common with a French-Canadian in Québec than I do with this person next to me. But the political system has forced that third force because of their common difficulty in integrating in the society, not because of any similarities that they share". (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance)

Parmi les leaders qui croient en la force politique des communautés ethniques, l'un d'eux insiste sur le fait qu'elle n'est pas monolithique et que les communautés ethniques ont donc une influence relative, ne détenant la balance du pouvoir que dans certaines situations où les forces se retrouvent divisées. Une autre croit aussi en l'existence d'une telle force, mais estime que les membres des communautés ethniques ne disposent pas de droits égaux à ceux du groupe majoritaire. Un autre situe cette force à l'échelon municipal: "Pourquoi pas s'imaginer que vous avez dix secteurs ou dix districts composés, dont la majorité ce sont des gens d'origine ethnique, vous venez de former l'autre gouvernement rien qu'avec ça" (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption).

Les communautés ethniques constituent déjà des groupes de pression, souligne un autre leader, et même l'actuel gouvernement provincial le reconnaît. Des représentants de différentes communautés font partie du Conseil des ministres et sont courtisés par tous les partis politiques. Ils ont beaucoup de poids dans les administrations municipales et représentent une force dans le Québec de demain. Il importe que ces forums où les gens de différentes cultures se rencontrent s'épanouissent (homme ashkénaze, 41 ans, citoyen de naissance).

Au contraire, plusieurs leaders interrogés disent ne pas croire en l'existence d'une troisième force politique, et énumèrent parmi les principaux obstacles à son émergence la faiblesse des structures de plusieurs communautés ethniques, la rareté de contacts entre elles, leur propension à se laisser manipuler par les partis politiques et l'absence de concertation entre elles sur des problèmes communs, en raison de leurs divergences d'intérêts.

Selon un des leaders, les communautés ethniques au Québec ne sont pas structurées pour pouvoir constituer une telle force et se laissent facilement manipuler par les principaux partis "qui savent les acheter par des subventions ou les impliquer dans des comités". Il croit que le jour où ces communautés se regrouperont, "la terre tremblera", mais que, pour l'instant, "on est loin de ça" (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption). Une deuxième fait observer que le niveau d'organisation diffère d'une communauté à l'autre, qu'il n'y a pas d'alliances entre elles et qu'aucun leader n'émerge qui serait susceptible d'être accepté de tous (femme sépharade, 43 ans, citoyenne d'adoption).

Un autre encore déclare que les groupes ethniques n'ont pas la balance du pouvoir politique "parce qu'ils ne se sont pas du tout concertés sur des problèmes, des enjeux politiques. Je ne crois pas qu'ils aient ça en tête"; il estime aussi que ces groupes sont "beaucoup trop divisés", et "très peu conscients de leur force potentielle" (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption). Les communautés ethniques ne forment pas un bloc et n'ont à toutes fins pratiques, pas de contacts avec les autres communautés ethniques, opine un autre leader (homme sépharade, 55 ans, citoyen d'adoption).

Enfin, un leader dénonce comme un mythe la croyance à l'effet que quelques membres de groupes ethniques, et notamment les nouveaux arrivés, puissent avoir leur mot à dire sur les orientations de fond d'une société (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption).

4.4.2 La possibilité d'émergence d'une force politique "ethnique"

Plusieurs leaders interrogés croient en la possibilité que les communautés ethniques puissent éventuellement constituer une troisième force politique. Selon une leader sépharade, il semble que ces communautés prennent de plus en plus conscience de leur potentiel politique. Mais, avant de devenir un réel pouvoir politique, soutient une autre leader, il faut d'abord que les communautés se structurent et aussi qu'elles développent des alliances.

Une autre ne saurait dire s'il est possible de créer une telle force au Québec, mais se dit convaincue de la nécessité d'y parvenir, afin que les groupes minoritaires désireux de demeurer au Québec puissent faire entendre leurs points de vue sur l'avenir du Québec et être ainsi inclus dans la définition de l'identité québécoise:

"Je ne suis pas sûre s'ils peuvent la former. Je pense que ça serait bien s'ils la formaient parce que si on va discuter l'avenir du Québec, discuter l'avenir du Québec sans avoir la voix des groupes minoritaires, ça va être dommage pour le Québec et pour l'avenir du Québec. Et voir exactement comment on va se définir comme Québécoises et Québécois, incluant les Québécois comme moi-même, qui ne font pas partie de la vieille souche mais qui veulent rester au Québec et qui adorent vivre dans cette province. Il y a nécessité de former cette troisième voix, et ce serait bien d'y parvenir, parce qu'il faut que la voix des groupes minoritaires se fasse entendre sur l'avenir du Québec, pour inclure ceux qui ne font pas partie de la vieille souche et qui veulent rester au Québec et adorent y vivre".
(femme ashkénaze, 45 ans, citoyenne d'adoption)

Une leader ashkénaze est d'avis que les communautés ethniques pourraient devenir une troisième force politique, mais elle note que l'un des obstacles à son émergence est l'existence des différences de classe sociale à l'intérieur de chaque communauté. La pression sociale qui pousse les individus à afficher leur ethnicité, à la maintenir dans le contexte sociétal ambiant, à l'utiliser comme force politique, incite les groupes à développer une solidarité interne en dépit des divergences de classes et des divergences idéologiques:

"Je pense que les communautés ethniques pourraient être une troisième voix, sauf que le problème c'est que aussi longtemps que ce qui te distingue le plus c'est ton appartenance à une communauté culturelle, il faut que toi tu t'identifies comme ça, il faut qu'on te perçoive comme ça, ne ver mind tout le reste, ce que tu as comme idéologie de classes et tout. Alors toutes les questions de classes n'est-ce pas, on n'en parle pas. Dans chaque communauté, il y a un problème de classes, dans chaque communauté il y a des idéologies différentes. Il y a certains groupes disons de réfugiés qui sont venus, qui sont plus ou moins tous d'une tendance ou d'une autre. Même à l'intérieur de ces communautés, il y a des différences politiques beaucoup plus identifiées que peut-être souvent on en observe ici. Les gens ne s'en aperçoivent pas. Par exemple dans la communauté chilienne, le parti politique c'est très important n'est-ce pas. Les Québécois peut-être n'ont aucune idée de l'importance que ça a. Mais les gens arrivent tous avec leur appartenance politique, leur parti, les chicanes continuent, etc. Ensuite, dans d'autres communautés, par exemple il y a des gens qui sont arrivés depuis un certain temps, peut-être qu'ils se considèrent plus de la classe bourgeoise. Ensuite arrivent d'autres qui eux se considèrent des paysans, il y a des différences énormes.

Tu sembles dire que la pression qui s'exerce dans la société pour que l'on affiche son ethnicité masque les différences de classe?

Je pense qu'ici, il faut que les groupes soient solidaires face à l'extérieur, ils sont forcés d'être solidaires. De la même façon que la communauté juive. Pour l'extérieur, c'est une affaire. Et face à l'extérieur, on va être solidaire. Mais à l'intérieur des communautés, il

y a des différences de classes, il y a des différences d'idéologies qui sont très importantes. Peut-être la société idéale serait le jour où ça ne sera pas ça la solidarité ethnique la première chose qu'on doit montrer à l'extérieur". (femme ashkénaze, 41 ans, citoyenne d'adoption)

Enfin, un répondant insiste sur la nécessité que cette troisième force soit essentiellement une force positive, non perçue comme une menace par la majorité au Québec ou encore en opposition avec ses aspirations:

"Ces blocs-là ne peuvent pas opérer dans un vide et je ne veux pas que ces blocs soient perçus par la majorité comme une menace ou comme des blocs qui s'opposent aux aspirations de la société québécoise, de la majorité. Vous savez, il faut que ça soit une force positive. Mais il faut unifier ces forces-là, sinon il n'y a pas de puissance. Au sein de ces commissions parlementaires sur l'avenir du Québec, il faut convaincre la majorité francophone qu'il y a une place pour tous ces groupes dans l'avenir du Québec". (homme ashkénaze, 41 ans, citoyen de naissance)

4.4.3 L'influence du vote ethnique

Plusieurs leaders sont d'avis que le "vote ethnique" peut avoir une certaine influence. Selon l'un d'eux, une telle influence ne peut être que limitée, et ne s'exercer que dans le cas de certains combats politiques et lors d'élections, où les communautés peuvent avoir la balance du pouvoir. Pour un autre, le "vote ethnique" apparaît de plus en plus un vote dont il faut tenir compte, et ce fait est reconnu par les partis politiques. Il lui semble donc que le PQ devrait chercher à rallier le vote ethnique, pour l'heure largement en faveur du Parti libéral. Au moment du référendum de 1980, dit-il, le PQ "a complètement loupé le bateau" par un discours exclusif au moment du référendum de 1980 et il a récidivé lors des dernières élections. Il importe, selon lui, que le projet souverainiste cesse d'être exclusif:

"Moi, je crois que - et du reste on le retrouve un petit peu dans le discours des ténors des différents partis politique - de plus en plus le vote ethnique est un vote à considérer. Bon, Landry l'a encore dit il n'y a pas si longtemps que ça, que quelque part le PQ devrait peut-être développer un discours pour être capable de rallier le vote ethnique qui est un vote libéral essentiellement.

Est-ce que le PQ manque de stratégie?

Jusqu'à date, il a complètement loupé le bateau, c'est clair. Une des analyses qui a été faite portait sur le référendum. Quand l'analyse a été faite après 1980, c'était clair que le discours pour le oui excluait les anglo et allo. Si on prend maintenant le discours du PQ lors des dernières élections, c'est un discours qui là encore n'incluait pas les allophones. Alors que la population allophone, surtout celle de Montréal, devient extrêmement significative. Alors, si au niveau du discours, et là je crois que ça amène certains à mettre un peu d'eau dans leur vin quant au projet nationaliste, donc un projet qui doit être de moins en moins exclusif si on veut effectivement récupérer le vote ethnique. Et c'est aussi

au niveau de ses choix des futurs candidats dans les différents comtés". (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption)

Les partis ne s'intéressent aux communautés culturelles qu'en période d'élections, déplore un autre leader, et ne cherchent pas à susciter un vrai débat sur des questions telles que l'immigration et le taux de chômage élevé:

"Et que pensez-vous de l'interrelation entre les communautés et le Parti québécois, le Parti libéral? Quand je dis interrelation je veux dire la participation dans ces partis, l'ouverture de ces partis aux communautés, le lobby?"

Ils ne sont pas très respectueux des caractéristiques des communautés culturelles. Ils sont juste intéressés au vote, au vote électoral. On ne les voit pas d'une façon désintéressée venir s'enquérir ou travailler en dehors des temps forts des élections, sur l'avenir des communautés, comment elles vivent des choses, faire un vrai débat sur l'immigration, sur les taux de chômage". (homme sépharade, 46 ans, citoyen d'adoption)

4.5 La signification de la citoyenneté

Seulement 12 des 25 leaders juifs rencontrés (six Ashkénazes et six Sépharades, dont huit femmes) ont livré leurs commentaires sur la signification de la citoyenneté. On compte dans ce groupe deux personnes nées au Canada, neuf autres ayant acquis la citoyenneté canadienne et une ayant le statut de résidente permanente.

4.5.1 La double référence

Si tous les leaders interrogés, indépendamment de leur pays d'origine, font référence à Israël comme à leur patrie, ils disent éprouver un profond sentiment d'identification au Canada. Selon l'un d'eux, déjà cité plus haut, les membres de la communauté juive conçoivent leur relation envers Israël et envers le Canada comme une double appartenance: Israël représente leur "patrie spirituelle" ("spiritual home") tandis que "la société dans laquelle ils vivent et à laquelle ils contribuent", société à laquelle ils sont dévoués et pour laquelle ils éprouvent un sentiment d'allégeance est, à leurs yeux, leur "patrie physique" (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption).

Plusieurs leaders insistent sur le caractère non contradictoire de cette double relation. Un répondant rejette toute notion de "double loyauté" pour expliquer la nature des liens qu'entretiennent les gens de sa communauté à la fois envers Israël et envers le Canada. Il existe une conviction profonde au sein de la communauté juive à l'effet qu'il est possible d'être de bons Canadiens tout en apportant un fort soutien

à l'État d'Israël, soutient-il. Le sentiment des Juifs envers Israël est d'autant plus fort que cet État a toujours dû lutter pour sa survie, ajoute-t-il, et est situé au Moyen-Orient, région du monde très instable. C'est une question qui soulève beaucoup d'émotivité dans l'ensemble de la communauté juive:

"Quel est le sens de la citoyenneté canadienne pour la communauté juive et de la référence à Israël?"

Again it's difficult... Implicit in that question is the issue of dual loyalties with which we've been challenged many times... There's a very strong feeling in the Jewish community which I share that we can be good Canadians and also be very supportive of the State of Israel as well. In fact we believe that for many different groups there is a strong sense of being Canadian while at the same time a strong sense of the country from which whomever has come. The difficulty for the Jewish community with regard to Israel is that the Middle East is an extremely controversial place. We feel that Israel has been forced for over 40 years now to fight for its life. And we have very strong feelings about our connection to Israel. We are Jews and that is a Jewish state. If there was peace in the Middle East and if Israel was simply allowed by its Arab neighbours to live in peace and pursue its nationhood then it would not be in the news and we would not be constantly asked about whether we are more loyal to Israel or Canada. So to me the issue is not whether we are more loyal to Israel or to Canada, the issue is that we are very loyal... We are Canadians. And we've been here for a long, long time. We have no confusion about that. But we have great concern for Israel and the difficulty in which it finds itself. And that's a very emotional issue for us. I would think that if Italy was under threat for its future existence that the Italians would be very, very upset. Or the Greeks, or whomever". (homme ashkénaze, 43 ans, citoyen de naissance)

Selon une autre répondante, les Sépharades, plus récemment établis, vont sans aucun doute continuer à se définir en fonction de leur pays d'origine, tout en s'identifiant majoritairement comme des Canadiens (femme sépharade, 26 ans, citoyenne d'adoption).

4.5.2 La citoyenneté canadienne

Il ressort des propos des leaders sur la signification de la citoyenneté canadienne que pour la plupart, l'acquisition de la citoyenneté n'a pas une valeur purement fonctionnelle, instrumentale, mais une signification beaucoup plus profonde, comme le résume l'affirmation suivante d'une leader: "Les gens sont en général attachés à la citoyenneté canadienne" (femme sépharade, 41 ans, citoyenne d'adoption).

Plusieurs leaders évoquent un sentiment d'appartenance et d'allégeance au Canada. C'est un pays où il fait bon vivre et que l'on aime, souligne un leader:

"C'est un peu plus profond que ça; ce n'est pas uniquement instrumental. Ça fait quand même deux siècles que la communauté juive est là. Et donc, pour elle si tu veux, il y a effectivement un sentiment d'appartenance et d'allégeance au Canada. Il suffit de

comparer le Canada à d'autres pays occidentaux. C'est un pays où il fait quand même bon vivre. Il n'y a pas de problèmes majeurs, il n'y a pas de drames; c'est un pays où c'est agréable de vivre. Un pays qui est riche, un pays où l'on respecte les droits individuels; dans l'ensemble, c'est un pays où il fait bon vivre et un pays qu'on aime". (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption)

C'est au Canada que les gens de sa communauté ont décidé d'émigrer, et la demande de citoyenneté est un premier pas vers l'appartenance à ce pays, précise une répondante sépharade:

"Je pense c'est un des premiers pas pour reconnaître qu'on fait partie d'un pays, qu'on fait partie intégrale d'un pays. Si on ne fait pas ça, ça veut dire rester avec ses liens autre part, ne pas être ici, être ailleurs. Non, c'est la reconnaissance, c'est l'appartenance à un groupe qui est canadien, c'est le premier pas pour la reconnaissance et l'appartenance au groupe". (femme sépharade, 43 ans, citoyenne d'adoption)

Une leader ashkénaze évoque à son tour la fierté des Juifs d'être Canadiens et déplore que ce sentiment ne soit pas partagé par tous: "I think they feel pride in being here. I think they would like to feel everyone felt the same pride" (femme ashkénaze, 50 ans, citoyenne d'adoption). Une leader sépharade affirme que l'obtention de la citoyenneté canadienne a représenté avant tout pour elle "une plus grande sécurité", et qu'elle a éprouvé "une fierté de voyager avec un passeport canadien" (femme sépharade, 48 ans, citoyenne d'adoption). Une autre insiste sur la dimension sécuritaire et fait également référence à l'égalité de droits politiques que procure l'acquisition de la citoyenneté:

"À mon sens, se donner un statut égalitaire c'est se donner un statut... politique. C'est un peu comme oublier les autres passeports. C'est finalement avoir une citoyenneté qui nous permette d'aller n'importe où sans risque. Je pense que c'est à ce niveau qu'elle a une importance, une grande importance". (femme sépharade, 29 ans, citoyenne d'adoption)

Cette opinion est partagée par une Ashkénaze qui affirme que les Juifs attachent beaucoup d'importance à l'exercice de leurs droits civiques et à leur participation dans toutes les sphères de la vie du pays:

"It's very important for the Jews to be citizens in Canada, to be active, to be full, to be in all areas, economically, politically and socially involved. It's healthier, it's good. We learn from being citizens, we feel responsible as citizens. It's very important". (femme ashkénaze, 46 ans, résidente permanente)

Une seule répondante dit attacher une importance secondaire à la question de la citoyenneté, qu'elle voit à la manière d'un contrat comportant des privilèges et des obligations:

"Je connais des Juifs qui sont Canadiens Canadiens, absolument, oui. Pour moi, la citoyenneté est secondaire en général. Pour moi, c'est un papier, une obligation. Oh! écoutez, aussi longtemps que je demeurerai ici au Québec et au Canada, je vais faire de mon mieux pour représenter Québec et Canada enfin j'ai des obligations, des responsabilités. Ce n'est pas la même chose que l'identité, voyez- vous. Enfin je reçois du pays et c'est réciproque. J'ai des privilèges et j'ai des obligations. Mais c'est contractuel. Vous comprenez ce que je veux dire?" (femme ashkénaze, 64 ans, citoyenne d'adoption)

4.5.3 L'éventualité d'une citoyenneté québécoise

La plupart des leaders juifs ayant commenté les implications d'une éventuelle indépendance du Québec en termes de citoyenneté ont tenu à préciser qu'une forte majorité de membres de la communauté juive se définissent avant tout comme Canadiens.

En ce qui concerne les points de vue de la communauté juive quant aux modalités du passage de la citoyenneté canadienne à la citoyenneté québécoise, trois leaders sépharades affirment qu'il n'en a jamais été question. L'idée que l'indépendance puisse se concrétiser à court terme apparaît inconcevable à une première:

"Est-ce que les gens s'interrogent sur la citoyenneté québécoise, dans l'hypothèse de l'indépendance? C'est un sujet de préoccupation dans certaines communautés.

La majorité des personnes dans la communauté juive se définissent comme Canadiens (...) Et je ne pense même pas que ça leur traverse l'esprit qu'à un moment donné ça puisse se concrétiser, que le Québec soit un pays à part, qu'on ait une citoyenneté québécoise, non plus canadienne. Ce n'est pas à court terme, ce n'est pas demain, ça c'est pas possible". (femme sépharade, 29 ans, citoyenne d'adoption)

Ne représentant qu'une éventualité lointaine, la citoyenneté québécoise ne soulève pas d'inquiétude à l'heure actuelle, selon un répondant sépharade:

"Est-ce qu'on a déjà posé le problème du passeport, ou de la citoyenneté en cas d'indépendance?"

Non, jamais. Bon, j'imagine que si le Québec devient indépendant, les gens vont se dire... ça serait quoi l'impact négatif d'une citoyenneté québécoise? Mais à ce jour... ce n'est pas un sujet d'inquiétude". (homme sépharade, 36 ans, citoyen d'adoption)

Un troisième répondant, qui n'a jamais abordé cette question avec des membres de sa communauté, reconnaît que la possibilité d'exclusion de certaines personnes ou encore de groupes soulève certaines craintes à l'intérieur de la communauté juive. L'une des craintes qu'on a, précise-t-il, est celle de la montée des nationalismes:

"Je n'ai pas discuté de cette question-là, je sais que c'est une des craintes. Quand je vous parlais tout à l'heure des nationalismes, je ne rentre même pas dans ces détails-là. La montée des nationalismes, ça a fait peur à tous les Juifs à travers l'histoire, et ça va faire peur encore. Moi en ce qui me concerne, je n'ai aucun problème". (homme sépharade, 48 ans, citoyen d'adoption)

Tout dépend de la signification que l'on donnera à l'indépendance, et de la structure politique qui sera établie, estime une répondante. Même si les Juifs tiennent à la citoyenneté canadienne, ceux qui ont choisi de demeurer au Québec y sont aussi attachés, à son avis. C'est vraiment une question de respect des droits de la personne: leur option se fera en fonction du lieu où il leur semblera que leurs droits seront le mieux protégés:

"I don't know that I have an answer because that... it depends what it's going to mean. What independence is going to mean. And it depends on the structure of it. I think that Jews are attached to their Canadian citizenship, but I think that those that have chosen to stay here are also attached to their Québécois citizenship. And I think it depends on what kind of structure and where... It's really as I said before a question of human rights. And they're going to choose the place that they think their human rights are going to be best protected. And if it's in neither country they'll go somewhere else. I think that there'd be the need to be in a situation where once human rights are protected superimposes a national affiliation". (femme ashkénaze, 42 ans, citoyenne de naissance)

Un leader pense que sa communauté se sentirait davantage en sécurité dans un Québec qui conserverait un certain lien avec le Canada. La grande majorité des Juifs serait favorable à l'existence d'une structure prenant, par exemple, la forme d'une confédération suisse ou encore d'une superstructure au niveau nord-américain. En tant que membre d'une minorité, la communauté juive verrait une telle structure comme un système de contrôle fournissant en quelque sorte "une assurance contre la tyrannie de la majorité":

"I think the Jewish community feels more secure in a Québec which is linked in some form or shape with Canada. Because then it will have another court of appeal to which to address its system. I think that the Jewish community sees in links to Ottawa as a system of checks and balances against the tyranny of the majority. That is my own personal opinion. I don't think it's been expressed that way. But I think that as a member of a minority I like to see some kind of a system of checks and balances in place because I can only benefit from that. So that citoyenneté I think they would align themselves very much to, when Bourassa said on Monday - he may not say the same thing on Wednesday - but on Monday he said that there should be a common currency, a common military, a common foreign policy. That kind of idea of a helvetic confederation or some kind super North American kind of structure, call it what you will, would certainly please the great majority of people. Because they realize that what was was, and what is is. And

therefore, they are (...) taking place and ou can go back". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

En ce qui a trait à la question de la citoyenneté québécoise, elle ne poserait aucun problème, dans la mesure où il ne s'exercerait aucune discrimination:

"Mais est-ce que la question très pratique du passeport québécois ou de l'acquisition de la citoyenneté québécoise est une question?"

Not if

it is, not if it is not discriminated against, in other parts of the world. Look at Europe today. Today, there is a European common market passport with only the name of the contry Belgique as a secondary item. You have a European citoyenneté. Today, when you go to immigration in European contries, it's European Community passports. And for instance, my sister lives in Belgium and she has a Belgian passport, but it's Communauté Européenne, that is the name of the passport, Belgium is on the bottom. So, it don't, depends the kind of respect which this new State of Québec or whatever it will be called, within a confederation will have. The Swiss passport is called Confédération helvétique. It doesn't say Suisse". (homme ashkénaze, 61 ans, citoyen d'adoption)

Enfin, une seule répondante, qui reconnaît avoir demandé la citoyenneté canadienne pour des raisons de sécurité, estime qu'elle n'aurait aucune difficulté, advenant l'indépendance du Québec, à choisir le passeport québécois, et elle croit que beaucoup de ses compatriotes sépharades agiraient de même, et elle ferait confiance aux Québécois:

"Si le Québec devenait indépendant et qu'on me disait: bon, bien, tu as le choix entre une nationalité canadienne et une nationalité québécoise, un passeport canadien et un passeport québécois, je choisirais le passeport québécois. Je n'aurais aucune difficulté à faire ça.

Et vous pensez que vos compatriotes pensent la même chose?"

Je crois qu'il y en aurait beaucoup. Je vois difficilement mes amis changer de pays pour ne pas avoir le passeport québécois. Bien au contraire, moi je souhaite... ce que je ferais c'est que je voudrais comprendre comment je vivrais ici avec les Québécois, s'ils veulent de moi, comment ils voient notre futur avec eux et ensuite, prendre une décision. Mais j'opterais... je leur ferais confiance. Spontanément je ferais confiance". (femme sépharade, 48 ans, citoyenne d'adoption)

Elle admet toutefois qu'il puisse exister une certaine peur parmi les Juifs d'origine marocaine, qui serait accrue par la perte de "la protection de la nationalité canadienne":

"Est-ce que tous les Marocains feraient confiance? Il y a certainement... on a toujours peur de... c'est-à-dire que dans le temps, on se fondait dans le temps, on n'était pas visibles, on n'est plus protégés avec la nationalité canadienne parce qu'il y a tellement d'allophones, tellement de... Puis à partir du moment où on rentre dans un pays qui devient... québécois, on est visible, on est visés, c'est avec un peu d'anxiété je crois que les gens..." (femme sépharade, 48 ans, citoyenne d'adoption)

Ayant déjà évoqué, avec un groupe de Juifs marocains lors d'une rencontre avec le chef du Parti québécois d'alors, la place des Juifs sépharades dans un Québec indépendant, cette leader a retenu que les Québécois auraient à se situer face à eux-mêmes avant de se situer face aux autres. Elle s'attend donc à ce que la vie des minorités ne soit pas facile et que celles-ci aient à démontrer qu'elles fournissent, elles aussi, une contribution sociale et méritent le respect:

"Puis on avait reçu monsieur Lévesque à l'Hôpital Juif, on avait pris une salle et puis il était venu s'adresser aux Marocains. Et j'étais allée le voir et je lui ai dit: est-ce que vous nous voyez, nous, Juifs sépharades au Québec, dans votre vision du futur, est-ce qu'on est présents? Alors, je me souviendrai toujours de ce qu'il m'a répondu, il m'a dit: écoutez, laissez-nous, nous, d'abord ouvrir les yeux, voir où on se situe et ensuite, on verra où est-ce que vous êtes. Il a dit, ça se fera en deux temps, d'abord nous situer nous et ensuite, voir où est-ce que vous êtes. Il avait répondu honnêtement: est-ce qu'on peut, nous, comprendre l'autre avant de savoir ce qu'on devient, avant de se comprendre? Alors je crois qu'il se passera un moment où on sera malmenés et puis à nous de travailler et de montrer qu'on n'est pas si mal et qu'on apporte quand même quelque chose. On est des gens valables et à respecter".(femme sépharade, 48 ans, citoyenne d'adoption)

CONCLUSION

Notre étude visait à cerner comment le discours des leaders de la communauté juive de Montréal interviewés rend compte de la question nationale. Même s'ils ne sont pas nécessairement représentatifs des perceptions de l'ensemble des membres de la communauté, les propos recueillis permettent de dégager quelques logiques argumentaires intéressantes - que la variable genre ne semble pas globalement influencer.

On a vu que le discours des leaders juifs concernant les pratiques linguistiques de leur communauté se concentre autour de trois axes: la perspective historique et le contexte justifiant l'intégration en anglais, le statut du bilinguisme anglais/français et le statut différencié de ces deux langues.

Selon certains des leaders rencontrés, la langue ne constitue pas une dimension importante de l'identité juive. Liées à la survie économique ainsi qu'à l'intégration sociale, les pratiques linguistiques des Juifs sont plutôt l'une des façons de se conformer aux usages du pays où ils vivent, de manière à éviter tout motif de discrimination; l'usage serait de "parler la langue du pouvoir". Historiquement, quatre facteurs ont joué dans le sens de l'intégration des Juifs à la communauté anglophone: la forte prédominance de l'anglais dans les milieux de travail et de vie en général; la perception que les immigrants avaient du Canada, avant leur immigration et à leur arrivée, à savoir une société d'accueil anglophone; le refus des enfants juifs dans les écoles catholiques francophones; l'importance pour les Juifs de maintenir entre eux des liens très étroits, par-delà la diaspora. Tous ces facteurs ont octroyé à l'anglais une position privilégiée et ont amené les premières vagues d'immigration juive au Québec à s'intégrer massivement au milieu anglophone, plaçant ainsi la communauté juive du Québec dans une situation ambiguë.

Par la suite, les structures communautaires mises en place pour accueillir et soutenir les nouveaux venus ont favorisé la poursuite de l'intégration des Juifs au même milieu anglophone - et ce jusqu'à l'arrivée des Sépharades. En effet, après une première phase de rapprochement avec le milieu anglophone, la communauté sépharade s'est dotée de ses propres structures communautaires et scolaires, ce qui a permis à ses membres d'affirmer leur spécificité de Sépharades et de francophones. Pareille prise de position aurait influé sur l'attitude linguistique de parents ashkénazes qui, de façon croissante, en sont venus à demander l'enseignement du français dans les écoles de leur communauté. Aujourd'hui, en offrant

des services bilingues, les structures communautaires juives dans leur ensemble favorisent indirectement le maintien du français chez les Sépharades et son apprentissage chez les Ashkénazes.

Quant au bilinguisme anglais/français, l'ensemble des leaders s'entend pour dire qu'aujourd'hui, les jeunes de la communauté juive sont bilingues, qu'ils soient Ashkénazes ou Sépharades. Si, globalement, l'obligation de tenir compte du fait français a généré des bouleversements tels que l'on a pu évoquer une véritable "crise d'adaptation" du milieu anglophone juif, on estime maintenant qu'environ 60 p. cent des adultes parleraient les deux langues officielles du Canada. Le bilinguisme est donc devenu, pour la communauté juive, un outil d'intégration économique et social essentiel. On remarque toutefois que les jeunes Sépharades auraient tendance à délaisser le français pour l'anglais à l'extérieur de la maison. Les facteurs d'explication sont nombreux et s'entrecroisent: l'environnement anglophone, la facilité d'apprentissage et de maîtrise de l'anglais, les liens étroits avec la communauté ashkénaze et la question de la langue de travail. Signalons que l'incitation au bilinguisme s'appuie aussi sur la recherche de cohésion qui caractérise la communauté juive. Les résistances qui subsistent viennent surtout des Ashkénazes les plus âgés et chez certains propriétaires d'entreprises.

Si le bilinguisme s'impose, on constate néanmoins que le statut du français diffère encore par rapport à celui de l'anglais. Et si l'ensemble des répondants s'entend pour dire qu'il est normal de respecter la volonté des Québécois d'affirmer le fait français au Québec, des réserves très importantes colorent parfois cette position de principe, comme on le constate dans les perceptions concernant les législations linguistiques au Québec.

Pour les Sépharades, parlant le français à leur arrivée et sensibles aux revendications des Québécois, la législation linguistique qui impose le français comme seule langue officielle au Québec est chose normale et nécessaire. Du côté ashkénaze, plusieurs leaders rencontrés sont d'avis que la reconnaissance du fait français au Québec est acceptée - comme en témoignerait le fait que les quatre cinquièmes des membres de la communauté juive soient demeurés au Québec après 1976 - ce qui ne signifie pas, loin de là, que les législations linguistiques le soient. En fait, on remarque que, dans l'ensemble, les leaders sépharades se disent largement favorables à la Loi 101, alors que plusieurs répondants ashkénazes formulent d'importantes réserves face à cette loi.

Les arguments avancés en faveur de la Loi 101 vont du "mal nécessaire" à la "raison d'État". Les leaders qui conçoivent la Loi 101 comme un "mal nécessaire" évoquent le contexte canadien anglophone au sein duquel les Québécois doivent lutter pour assurer leur survie en tant que peuple "francophone". Pour certains Sépharades, qui ont choisi le Québec parce qu'on y parle le français, la question de la langue apparaît plutôt comme une question d'État; de plus, quelques personnes soutiennent que tant que les lois québécoises respectent "l'appartenance juive", la communauté juive n'a aucune raison de s'opposer à la démarche d'affirmation du Québec - les deux phénomènes n'étant aucunement contradictoires.

Les partisans des législations linguistiques québécoises sont cependant minoritaires, plusieurs leaders se montrant même très réservés face à la Loi 101. À leur avis, l'unilinguisme entre en contradiction flagrante avec le caractère multiethnique et multiculturel du Québec et du Canada. Par sa législation linguistique, le Québec leur semble aller à l'encontre de ses propres intérêts, se privant de la richesse que représente le bilinguisme. D'autres encore perçoivent la Loi 101 comme une loi coercitive qui met en danger les droits individuels et les droits des minorités.

Mais, plus encore que la Loi 101, c'est la Loi 178 que l'ensemble des leaders interrogés rejette avec vigueur. Même si certains répètent que "c'est une question très délicate", les propos recueillis sont souvent acerbes. Certains affirment que "la langue et la culture, ça ne s'impose pas" ou que "l'intégration, ça ne se légifère pas"; d'autres soutiennent qu'avec cette loi, le Québec va "contre les droits acquis des anglophones" et même "contre les droits naturels et les droits humains".

De manière plus générale, selon plusieurs Sépharades, et comme le démontre l'analyse de certaines entrevues, l'opposition aux législations linguistiques, et particulièrement à la Loi 178, repose largement sur la peur de la souveraineté du Québec, à laquelle est associé le danger d'ostracisme ou d'antisémitisme. Enfin, certains leaders ont souligné que même si une large part de la communauté juive anglophone s'oppose farouchement, au nom de la défense des droits, à l'imposition du français, cette opposition ne signifie toutefois pas que les Juifs anglophones rejettent le fait français ou apprennent le français de mauvais gré.

Par ailleurs, les spécificités des modes d'intégration de la communauté juive à la société québécoise apparaissent également dans les discours recueillis autour de la dimension identitaire et ethnoculturelle, analysée à l'aide de quatre catégories: l'auto-identification ethnique, la terminologie des relations

interethniques, la perception de la culture québécoise, les idéologies et politiques d'intégration des communautés ethniques au Canada et au Québec.

Pour une majorité de répondants, l'appartenance juive demeure la réalité la plus significative, ce que plusieurs leaders traduisent en se déclarant "d'abord Juifs". Cette appartenance n'est cependant pas exclusive et peut s'enrichir de sources d'identification liées au pays d'accueil ou au pays d'origine, aux influences culturelles, notamment linguistiques, ou à des dimensions personnelles telles le sexe et la vie professionnelle. De fait, les références identitaires des leaders juifs rencontrés varient considérablement, ce qui démontre bien à la fois la complexité de leur questionnement et celle des réponses qui en résultent. Si la diversité des appartenances révèle un processus de "bricolage identitaire" en cours, elle laisse également supposer l'existence de contradictions difficiles à concilier et à assumer. Le questionnement identitaire est aussi chargé de connotations politiques qui se révèlent à maintes occasions lorsque les leaders tentent de préciser la signification qu'ils accordent aux termes "Québécois" et "Canadien" ou lorsque les répondants essaient de définir la hiérarchie de leurs appartenances. De plus, les propos recueillis laissent de plus en plus percer une vive déception face à la difficulté de se faire accepter comme Québécois. Certains leaders, arrivés au Québec depuis maintenant une vingtaine d'années et possédant un bon usage du français, en ressentent un profond sentiment d'injustice.

Interrogés sur leur perception de la culture québécoise, certains leaders font référence aux Québécois ou à la culture québécoise, alors que d'autres parlent de "la culture des Canadiens français", des "Québécois de souche" ou des "Québécois de vieille souche", de la société québécoise ou de la "communauté" québécoise. Poussant plus loin leurs réflexions, une majorité des personnes interviewées souligne l'importance du français. Si certains répondants décrivent la culture québécoise à partir de traits de mentalité jugés typiques, plusieurs leaders la présentent dans une perspective historique qui fait référence aussi bien à l'évolution de la culture française d'origine française, qu'à une mémoire collective, à une histoire commune, à un lien particulier avec le territoire qu'au rôle central de la religion catholique. On souligne en outre combien le Québec s'est laïcisé, urbanisé et industrialisé depuis la Révolution-tranquille; plusieurs notent aussi, en le déplorant souvent, la profonde influence des États-Unis. L'apport des communautés ethniques est aussi fréquemment évoqué.

Le thème de la terminologie utilisée en matière de relations interethniques a permis aux leaders interrogés d'afficher des opinions contrastées. Plusieurs leaders juifs disent ne pas attacher tellement

d'importance au vocabulaire lui-même mais plutôt au contexte du discours. Certains autres se déclarent insatisfaits pour une bonne part de la terminologie actuelle, mais se révèlent incapables de proposer des termes plus appropriés, évoquant la difficulté à trouver des formules de remplacement susceptibles de décrire de manière simple une réalité complexe et en constante évolution. Quelques-uns questionnent la neutralité de la terminologie des relations interethniques. L'un d'eux insiste sur la nécessité d'utiliser des termes qui ne camouflent pas un "positionnement" de l'autre destiné à lui refuser une pleine reconnaissance. Un autre croit que le vocabulaire est devenu très politisé et que le sens de plusieurs termes, pourtant approprié, s'est perdu.

Tous ne prêtent pas non plus la même signification au vocabulaire examiné, et ne s'entendent donc pas sur les termes à privilégier. Le terme de "Québécois" semble toutefois faire l'unanimité, mais on insiste aussi sur l'importance de rendre compte en même temps de la spécificité ethnique et culturelle. On propose d'éviter les termes à connotation raciale du genre "ethnie" ou "minorité visible". Certains refusent toute légitimité au concept des deux peuples fondateurs et soutiennent plutôt que tous les habitants du Québec sont des immigrants, à l'exception des nations autochtones.

Face aux idéologies d'intégration, quelques leaders de la communauté sépharade ont de prime abord affirmé ne pas connaître suffisamment la question pour être en mesure de se prononcer, certains se sont dits incapables de différencier ces politiques, mais la plupart des répondants a tenu à donner, malgré tout, un avis sur les contradictions qui existent entre les discours officiels portant sur le maintien de l'ethnicité - et donc de la constitution de réseaux ethniques forts - et ceux qui prônent l'intégration à la société québécoise. Un seul répondant sépharade se dit en accord avec le principe du multiculturalisme canadien, mais à condition de l'articuler avec une formule de type convergence culturelle; cependant, plusieurs des leaders ashkénazes se prononcent en faveur de l'approche canadienne. Deux répondantes seulement, une Ashkénaze et une Sépharade, privilégient l'interculturalisme.

Enfin, quelques personnes ont profité de l'occasion pour émettre des commentaires généraux sur la question de l'intégration: l'un estime qu'une telle politique devrait se formuler en termes de "transculturalité", l'autre l'aborde en termes de dynamique majorité/minorités alors que les dernières affirment qu'il faut trouver une nouvelle formule, plus satisfaisante, qui se rapprocherait sous certains aspects de la politique de convergence culturelle.

La dimension plus spécifiquement politique du discours des leaders rencontrés a été étudiée à l'aide de cinq catégories: le comportement politique et électoral de la communauté, les préoccupations politiques générales qui la traversent, sa représentation aux différents paliers de gouvernement ou institutions politiques, l'existence et la pertinence d'une troisième force politique ethnique, l'influence politique des communautés ethniques et finalement la citoyenneté.

Les membres de la communauté juive semblent attacher une grande importance à l'exercice du droit de vote, mais leur engagement face à la vie politique québécoise ou canadienne au Québec se limite généralement au vote et exclut tout militantisme. Cette faible participation s'expliquerait en bonne partie par l'engagement des membres actifs au sein du réseau communautaire juif. Les membres de la communauté sépharade invoquent aussi les problèmes de structuration de leur communauté, qui mobilisent actuellement une bonne part de leurs énergies.

De l'avis de l'ensemble des répondants, le courant politique majoritaire au sein de la communauté juive se caractérise par une large adhésion au fédéralisme et au Parti libéral (du Québec et du Canada). Du côté sépharade, ce courant s'accompagne aussi d'un net soutien du fait français au Québec. En plus de ce courant majoritaire, on retrouverait aussi au sein de la communauté le spectre entier des opinions politiques. Plusieurs leaders ont témoigné d'une certaine évolution du comportement de l'électorat juif, mais les changements qui ont eu lieu, dont le plus significatif est la percée du Parti égalité, n'ont fait qu'atténuer jusqu'à présent le caractère monolithique du vote. L'élection de candidats du Parti égalité est vue par une majorité de répondants comme un vote de protestation contre le Parti libéral du Québec, et notamment contre le premier ministre Bourassa, et à ce titre est perçu comme un phénomène passager. Le vote traditionnel sépharade pour le Parti libéral du Québec, attribué par certains leaders à l'alignement à la communauté ashkénaze, à une attitude "sécuritaire", ainsi qu'à l'absence de véritables efforts d'intégration à la société québécoise, serait remis en question par une partie de la communauté, dont un nombre croissant de membres appuierait la politique linguistique du Parti québécois.

Les leaders de la communauté juive rencontrés soulignent que les préoccupations politiques générales de la communauté juive au Québec portent avant tout sur le débat constitutionnel. Figurent ensuite la question des droits de la personne, le maintien des institutions juives, le nationalisme et l'économie.

Si une très large fraction de la communauté juive opterait pour le statu quo constitutionnel, on reconnaît néanmoins, et accepte le plus souvent, le besoin de changements constitutionnels importants souhaités par la majorité francophone au Québec - ne serait-ce qu'à cause d'un certain pragmatisme. On souhaite cependant le maintien de liens économiques significatifs entre le Québec et le reste du Canada. Selon les opinions émises, seule une partie de la communauté ashkénaze rejette ou refuse la souveraineté. Certains de ses membres réagiraient mal à un tel événement (par peur ou à cause d'un sentiment d'identification au Canada) et affirment qu'ils quitteraient le Québec s'il se réalisait. On estime cependant que si des garanties quant aux droits de la personne et au maintien des institutions juives étaient données, il y aurait peu de départs.

De son côté, la communauté sépharade semble peu effrayée par la perspective de l'indépendance et on y retrouverait des tendances plus diversifiées. Si elle s'avérait inévitable, l'indépendance entraînerait, dit-on, des divisions à l'intérieur de la communauté, mais ne constituerait pas une tragédie, et très peu de membres de la communauté juive seraient portés à quitter le Québec.

Le respect des droits de la personne demeure, par ailleurs, une question primordiale pour les membres de toute la communauté juive, ce qui se traduit par la reconnaissance de la suprématie des chartes canadienne et québécoise des droits et libertés sur toute législation et par une opposition à la clause dérogatoire dite "nonobstant" de la Constitution canadienne. Cependant, on remarque que, contrairement aux leaders ashkénazes, certains des leaders de la communauté sépharade attachent également une grande importance aux droits collectifs. On note en outre que si la crainte du nationalisme québécois est fortement ressentie au sein de la communauté juive, cette crainte semble s'appuyer davantage sur l'expérience historique des Juifs que sur son expérience de la société québécoise.

En matière de représentation politique, si quelques répondants jugent leur communauté relativement bien représentée, une majorité considère qu'il n'y a pas suffisamment d'hommes ou de femmes politiques juifs siégeant au gouvernement fédéral et provincial, en particulier lorsqu'ils comparent la situation existant, dans le premier cas, à celle qui prévaut en France ou, dans le deuxième cas, à celle des autres provinces du Canada. La faible représentation politique de la communauté juive serait due avant tout à un manque de participation de ses membres, que les leaders attribuent à des facteurs comme la dépolitisation, la forte participation à la vie communautaire, les efforts de structuration de la communauté sépharade et le manque d'expérience politique de ses membres, la dispersion géographique et les

contradictions politiques et linguistiques existant au sein de la communauté. Plusieurs leaders jugent l'accès politique plus important que la représentation politique, et estiment que la communauté juive a accès aux cercles politiques décisionnels au Québec, et ce, à tous les paliers de gouvernement.

En ce qui concerne la qualité de la représentation politique, à savoir la capacité des Juifs élus aux divers paliers de gouvernement de bien représenter les intérêts de la communauté juive, il semble exister un malaise face aux députés du Parti égalité. On note aussi qu'une majorité de leaders juifs admet le principe de la représentation ethnique, mais que certains refusent d'attribuer aux Juifs élus un mandat de représentation des intérêts de leur communauté.

Interrogés sur l'existence ou non d'une troisième force politique au Québec, issue des communautés ethniques, aucun des répondants n'a fait référence à la coalition formée de représentants des communautés italienne, juive et grecque, mise sur pied dans le but de défendre l'option fédéraliste et de promouvoir dans le reste du Canada la nécessité d'apporter certains changements constitutionnels. Pourtant cette coalition était suffisamment connue pour avoir suscité de larges commentaires chez les leaders d'origine haïtienne, italienne et libanaise interviewés au cours de l'enquête (voir Tardif, Beaudet (1993 a, b)).

Globalement, les opinions des leaders rencontrés sont partagées. Quelques-uns rejettent l'idée d'une troisième force politique et préfèrent l'intégration des membres de la communauté aux structures politiques de l'ensemble de la société. Parmi les répondants qui estiment une telle force possible, certains insistent sur son caractère encore éclaté et sur l'influence relative des communautés ethniques; d'autres leaders insistent plutôt sur le fait que les communautés ethniques ne disposent pas de pouvoirs égaux; d'autres encore soulignent la reconnaissance de fait de ce pouvoir par les partis politiques. De leur côté, ceux qui nient l'existence d'une telle force invoquent la faiblesse structurelle de plusieurs communautés ethniques, la rareté de contacts entre celles-ci, leur propension à se laisser plus ou moins manipuler par les partis politiques, et enfin l'absence de concertation sur des problèmes communs, résultat d'intérêts divergents.

Plusieurs leaders croient en la possibilité d'émergence d'une telle force politique à la condition que les communautés se structurent et développent entre elles des alliances, et qu'elles sachent résoudre les divergences de classes à l'intérieur de leur communauté. Plusieurs autres reconnaissent une certaine influence du vote ethnique.

Les questions reliées à la citoyenneté ont permis de dégager d'autres spécificités de la communauté juive. Ainsi, dans l'ensemble, les membres de la communauté juive semblent concevoir leur relation envers Israël et envers le Canada comme une double appartenance, l'une spirituelle et l'autre physique. Cette double référence ne serait pas vécue comme contradictoire.

Par ailleurs, l'acquisition de la citoyenneté canadienne n'a pas une valeur purement fonctionnelle ou instrumentale pour une majorité de Juifs, mais a aussi une signification plus profonde, en raison du sentiment d'appartenance et d'allégeance qu'ils ont développé envers le Canada. Les membres de la communauté ont dit apprécier le statut égalitaire que procure la citoyenneté, les droits politiques qui en résultent.

L'éventualité d'une citoyenneté québécoise n'est pas envisagée dans la communauté juive, même si plusieurs disent craindre la montée du nationalisme québécois. On note qu'une majorité se sentirait davantage en sécurité dans un Québec indépendant qui conserverait des liens importants avec le Canada. Même si les Juifs tiennent à leur citoyenneté canadienne, ceux qui ont choisi de demeurer au Québec y sont aussi attachés, selon certains leaders. L'enjeu véritable serait le respect des droits de la personne.

BIBLIOGRAPHIE SPÉCIFIQUE

BAILLARGEON M., Langue maternelle: importance des populations linguistiques du Québec et de la région de Montréal en 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.

BENJAMIN C., Origine ethnique: premières données du recensement de 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.

BRETON R., The Governance of Ethnic Communities, New York, Greenwood Press, 1991.

BRETON R. et al., Ethnic Identity and Equality, Toronto, University of Toronto Press, 1990.

CONGRÈS JUIF CANADIEN (RÉGION DU QUÉBEC), en collaboration avec LES SERVICES JUIFS DE MONTRÉAL ET LA COMMUNAUTÉ SÉPHARADE DU QUÉBEC, Mémoire présenté à la Commission élargie sur l'avenir constitutionnel du Québec, Montréal, 1990.

CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION DU QUÉBEC, L'immigration, les communautés culturelles et l'avenir du Québec, Avis à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Québec, 1990.

DESCHAMPS G., Les communautés culturelles: identification ethnique, rapports avec la société francophone et compétence et usages linguistiques, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction des Études et de la Recherche, 1990.

DORAIS L.J., Les associations vietnamiennes à Montréal, Québec, Université Laval, Département d'anthropologie, 1990.

ELAZAR D.J., WALLER H.M., Maintaining Consensus. The Canadian Jewish Policy in the Postwar World, The Jerusalem Center for Public Affairs, University Press of America, 1990.

ELBAZ, M., "D'immigrants à ethniques: analyse comparée des pratiques sociales et identitaires des Sépharades et Ashkénazes à Montréal", in LASRY J.C., TAPIA C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.

GHIGLIONE R., MATALON B., Les enquêtes sociologiques. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Communauté juive du Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction des politiques et programmes de relations interculturelles, Québec, 1990.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Profils des communautés culturelles du Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction des politiques et programmes de relations interculturelles, Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Répertoire des associations ethniques, ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec, Montréal, 1990.

HERBERG E.N., Ethnic Groups in Canada. Adaptations and Transitions, Toronto, Nelson Canada, 1989.

LABELLE M., Problématique générale de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 1, 1993.

LEBLANC G., "Seuls 5% des immigrants en faveur de la souveraineté", La Presse, 16 juin 1992, pp. 1-2.

LIGUE DES DROITS DE LA PERSONNE B'NAI BRITH CANADA (RÉGION QUÉBEC), Mémoire de la Ligue des droits de la personne de B'nai Brith à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, Montréal, 1990.

MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ CANADA, "Une enquête sur les attitudes", Ensemble, Vol 1, no 2, printemps 1992.

OHANA M., "Un rabbin francophone prend fait et cause pour le français", La Presse, 27 février 1990.

OUAKNINE L., LÉVY J., " Les institutions communautaires des Juifs marocains à Montréal", in Lasry J.C., Tapia C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.

POIRIER J., CLAPIER-VALLADON S., RAYBAUT P., Les récits de vie. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.

RODAL A., "L'identité juive" in Anctil P., Caldwell G. (dir.), Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983.

SCHNAPPER D., "Les limites de la démographie des juifs de la diaspora", Revue française de sociologie, XXVIII, 1987, pp. 319-332.

SHAHAR C., Communauté juive de Montréal. Résumé du recensement de 1986, Services communautaires juifs de Montréal, Département de la planification communautaire, Montréal, 1989.

TARDIF F., LABELLE M., Profils socio-démographiques des leaders d'origine italienne, juive, haïtienne et libanaise interviewés dans le cadre de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 2, mai 1993.

TARDIF F., BEAUDET G., LABELLE M., (1993 a), Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 13, 1993.

TARDIF F., BEAUDET G., LABELLE M., (1993 b), Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 11, 1993.

WEINFELD M., "The Ethnic sub-economy: Explication and Analysis of a Case Study of the Jews of Montreal", Working Papers in Migration and Ethnicity, Department of Sociology, McGill University, sans date.

TRAVAUX ISSUS DE LA RECHERCHE *ETHNICITÉ ET PLURALISME. LE DISCOURS DE LEADERS D'ASSOCIATIONS ETHNIQUES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL*

RAPPORTS DE RECHERCHE

LABELLE M., Problématique générale de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 1, 1993.

TARDIF F., LABELLE M., Profils socio-démographiques des leaders d'origine italienne, juive, haïtienne et libanaise interviewés dans le cadre de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 2, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 3, 1993.

POLO A.L., THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 4, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 5, 1993.

POLO A.L., THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 6, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 7, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 8, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 9, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 10, 1993.

TARDIF F., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 11, 1993.

TERRIEN M., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 12, 1993.

TARDIF F., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 13, 1993.

BEAUDET G., TARDIF F., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 14, 1993.

PAQUIN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 15, 1993.

TERRIEN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 16, 1993.

TERRIEN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 17, 1993.

PAQUIN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 18, 1993.

MÉMOIRES DE MAÎTRISE RELIÉS À LA PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE

ABOUD B., Community Associations and their Relations with the State. The Case of the Arab Associative Network of Montreal. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, 1992.

TARDIF F., Le discours de leaders de regroupements multiethniques sur la société québécoise et les relations interethniques au Québec: mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie. Montréal, Université du Québec à Montréal, 1991.

TERRIEN M., Le discours de leaders de communautés ethniques de la région de Montréal sur l'ethnicité, le culture et le mouvement associatif: mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie. Montréal, Université du Québec à Montréal, mai 1993.

PUBLICATIONS

LABELLE M., THERRIEN M., LÉVY J., "Ethnicité et mouvement associatif. Perspectives de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Canadian Ethnic Studies, à paraître.

LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., LÉVY J., "La question nationale dans le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.

LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours de leaders", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.

En préparation

LABELLE M., "Nation et ethnicité. Perspectives théoriques à propos du Québec", in Actes du Colloque de l'ACSALF, Entre tradition et universalisme, ACFAS, Université du Québec à Rimouski, mai 1993, à paraître.

LABELLE M., LÉVY J., Ethnicité et pluralisme. Le discours des leaders d'associations de communautés ethniques, (titre provisoire), manuscrit en préparation.

COMMUNICATIONS

LABELLE M., "Racisme et ethnocentrisme. Les perceptions de leaders d'associations communautaires italiennes, juives, haïtiennes et libanaises de la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université du Québec à Rimouski, mai 1993.

LABELLE M., "Les enjeux de l'intégration économique. Perceptions de leaders d'associations communautaire haïtiennes", Colloque Les jeunes des minorités noires, questions sociales et système de justice, Université du Québec à Montréal, avril 1993.

LABELLE M., "Le discours de leaders de communautés ethniques et la question nationale", Conférence organisée dans le cadre des activités de l'équipe FCAR: Groupe de recherche sur les relations ethniques et le racisme, département de sociologie, Université du Québec à Montréal, octobre 1992.

LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., THERRIEN M., "Le discours sur la question nationale: le cas des leaders ethniques de la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université de Montréal, mai 1992.

LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif immigré dans la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université de Montréal, mai 1992.

LABELLE M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours des leaders, Colloque L'édification d'une nation: le passé, le présent et l'avenir, Onzième congrès biennal de l'Association canadienne pour les études ethniques, Winnipeg, octobre 1991.

LABELLE M., "Le communautarisme de l'immigration haïtienne au Québec: le discours comparé des leaders d'associations", Colloque La recomposition des espaces sociaux: Migrations, réseaux, diasporas. IRESCO, CNRS, Paris, octobre 1991

LABELLE M., "Le débat sur la culture ethnique, la culture nationale, et la culture civile: réflexions sur les enjeux de l'intégration des minorités ethniques au Québec", Colloque Culture ethnique, culture civique et culture nationale". Congrès de l'ACFAS, Université de Sherbrooke, mai 1991.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

ABU-LABAN B., The Olive Branch in the Family Tree: the Arabs in Canada, Toronto, McClelland and Stewart, 1980.

ABU-LABAN B., The Lebanese in Montreal, Communication présentée au Center for Lebanese Studies, Conference on Lebanese Emigration, St.Hugh's College, Oxford, 1989.

ABU-LABAN Y., STASIULIS D., "Ethnic Pluralism under Siege: Popular and Partisan Opposition to Multiculturalism", Canadian Public Policy- Analyse de Politiques, vol. 28, no 4, 1992.

Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie, Québec, Les Publications du Québec, 1987.

ALCINDOR M., La lutte contre le racisme au Québec et au Canada: stratégie d'intervention planifiée ou escarmouche contre l'innomé, Notes pour une allocution présentée par Maryse Alcindor à l'Université du Québec à Montréal le 5 novembre 1992.

ANCTIL P., CALDWELL G., Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984.

ANCTIL P., "Double majorité et multiplicité ethnoculturelle à Montréal", Recherches sociographiques, vol. 25, no 3, 1984.

ANDERSON A.B., FRIDERES J., Ethnicity in Canada. Theoretical Perspectives, Toronto, Butterworths, 1981.

ANTHIAS F., "Race and Class Revisited. Conceptualising Race and Racisms", The Sociological Review, vol. 38, no 1, 1990.

ASSIMOPOULOS N., HUMBLET J.E., "Les immigrés et la question nationale: étude comparative des sociétés québécoise et wallonne", Studi Emigrazione - Études migrations, no 86, 1987.

ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES ET PROFESSIONNELS ITALO-CANADIENS (CIBAP), "Un avenir prospère", Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.

AUDET B., Les caractéristiques de la population immigrée au Québec au recensement de 1981, Québec, Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 1987.

BAILLARGEON M., Langue maternelle: importance des populations linguistiques du Québec et de la région de Montréal en 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.

BAKER D.G., Race, Ethnicity, and Power, London, Routledge and Kegan Paul, 1983.

BAKER D.G., "Ethnicity, Development and Power: Canada in Comparative Perspective", in Isajiw W., Identities. The Impact of Ethnicity on Canadian Society, Toronto, Peter Martin, 1977.

- BAKER M., The New Racism, London, Junction Books, 1981.
- BALIBAR E., "Y a-t-il un "néo-racisme", in Balibar E., I. Wallerstein (dir.), Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- BALIBAR E., WALLERSTEIN E., Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- BARTH F., Ethnic Groups and Boundaries, Boston, Little, Brown and Company, 1969.
- BAUREISS G., "Towards a Theory of Ethnic Organizations", Canadian Ethnic Studies, vol. 14, no 2, 1982.
- BEAUD S., NOIRIEL G., "L'assimilation: un concept en panne", in Revue internationale d'action communautaire, vol. 21, no 61, 1989.
- BELL D., "Ethnicity and Social Change", in Glazer N., Moynihan D. (eds), Ethnicity, Theory and Experience, Harvard University Press, 1975.
- BELL D., Les contradictions culturelles du capitalisme, Paris, Les Presses universitaires de France, 1979.
- BENJAMIN C., Origine ethnique: premières données du recensement de 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.
- BERTHELOT J., Apprendre à vivre ensemble. Immigration, société et éducation, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec, 1990.
- BLACK J.H., LEITHNER C., "Immigrants and Political Involment in Canada: the Role of the Ethnic Media", Canadian Ethnic Studies, vol. 20, no 1, 1988.
- BLAUNER R., Racial Oppression in America, New York, Harper and Row, 1972.
- BONACICH E., MODELL J., The Economic Basis of Ethnic Solidarity, Berkeley, University of California Press, 1980.
- BONIN D., "L'immigration au Québec en 1990: à l'heure des choix", in Watts R.L., Brown D.M. (eds), Canada: the State of the Federation.1990, Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, 1990.
- BOURQUE G., DUCHASTEL J., "L'État canadien et les blocs sociaux", in Boismenu G., Bourque G., Denis R., Duchastel J., Jalbert L., Salée D. (dir.), Espace régional et nation, Montréal, Boréal, 1983.
- BOURQUE G., "Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise 1945-1980", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.
- BRETON R., The Governance of Ethnic Communities, New York, Greenwood Press, 1991.

BRETON R., ISAJIW W., KALBACH W.E., REITZ J., Ethnic Identity and Equality, University of Toronto Press, 1990.

BRETON R., "La communauté ethnique, communauté politique", Sociologie et sociétés, vol. 15, no 2, 1983.

BRETON R., "Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants", American Journal of Sociology, vol. 70, 1964.

BRYM R.J., SHAFFIR W., WEINFELD M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.

BRYM R.J., Fox B.J., From Culture to Power, Toronto, Oxford University Press, 1989.

BUCHANAN STAFFORD S., "Language and Identity: Haitians in New York", in Sutton C.R., Chaney (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies, 1987.

CALDWELL G., FOURNIER D., "The Quebec Question: a Matter of Population", Canadian Journal of Sociology, vol. 12, nos 1-2, 1987.

CALDWELL G., WADDELL E., Les Anglophones du Québec. De majoritaires à minoritaires., Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982.

CAMPANI G., Pluralisme culturel en Europe. Cultures européennes et cultures des diasporas. L'exemple de la diaspora italienne., Paris, texte ronéotypé, 1991.

CAMPANI G., Les réseaux familiaux, villageois et régionaux des immigrants italiens en France., Paris, texte ronéotypé, 1991.

CAMPANI G., CATANI M., "Les réseaux associatifs italiens en France et les jeunes", Revue européenne des migrations internationales, vol. 1, no 2, 1985.

CAMPANI G., CATANI M., PALIDDA S., "Italian Immigrant Associations in France", in Rex J., Joly D., Wilpert C., Immigrant Associations in Europe, Gower, 1987.

CAPPON P., Conflits entre les Néo-Canadiens et les francophones de Montréal, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974.

CASTLES S., BOOTH H., WALLACE T., Here for Good. Western Europe's New Ethnic Minorities, London, Pluto Press, 1984.

CASTLES S., KOSACK G., Immigrant Workers and Class Structure in Western Europe, London, Oxford University Press, 1973.

CATANI M., "Le transnational et les migrations. Individualisation et interaction entre systèmes de valeur", Peuples méditerranéens, nos 35-36, 1986.

CATANI M., PALIDDA S., Le rôle du mouvement associatif dans l'évolution des communautés immigrées, Paris, FAS, DPM, ministère des Affaires sociales, 1987.

CAZEMAJOU J., MARTIN J.P., La crise du melting-pot, Paris, Aubier Montaigne, 1983.

CHAN K.B., "Perceived Racial Discrimination and Response: An analysis of Perceptions of Chinese and Indochinese Community Leaders", Canadian Ethnic Studies, vol. 19, no 3, 1987.

CHAN K.B., "The Chinese from Indochina in Montreal: a Study in Ethnic Voluntary Association, Community Organization and Ethnic Boundaries", IN Dorais L.J., Chan K.B., Indra D.M. (dir), Ten Years Later: Indochinese Communities in Canada, Ottawa, Association canadienne des études asiatiques, 1988.

CHICHA-PONTBRIAND M.T., "Les jeunes des minorités visibles et ethniques sur le marché du travail: une situation doublement précaire", Identité et intégration. Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.

COHEN Y., LÉVY J., BERDUGO-COHEN M., Juifs marocains à Montréal, Montréal, VLB Editeur, 1987.

COHEN P., "Ethnicity: Problems and Focus in Anthropology", Annual Review of Anthropology, vol. 7, 1978.

COLBURN D.R., POZZETTA G.E., America and the New Ethnicity, New York, Port Washington, 1979.

COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS AFFÉRENTES A L'ACCESSION DU QUÉBEC A LA SOUVERAINETÉ, L'avenir politique et constitutionnel du Québec, Assemblée nationale, 1990.

CONGRÈS NATIONAL DES ITALO-CANADIENS (RÉGION QUÉBEC) & FILEF, Mémoire présenté à la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.

CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION DU QUÉBEC, L'immigration, les communautés culturelles et l'avenir du Québec, Avis à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Québec, 1990.

CONSTANTINIDES S., "Ethnicité et pluralisme culturel", Revue internationale d'action communautaire, vol. 14, no 54, 1985.

CRETE J., ZYLBERBERG J., "Une problématique floue: l'autoreprésentation du citoyen au Québec", in Colas D., Emeri C., Zylberbergh J.,(eds), Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.

DE RUDDER V., "L'obstacle culturel: la différence et la distance", L'Homme et la société, nos 77-78, 1985.

DÉJEAN P., Les Haïtiens au Québec, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1978.

DELANOI G., TAGUIEFF P.A., Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité, Paris, Éditions Kimé, 1991.

DESCHAMPS G., Les communautés culturelles: identification ethnique, rapports avec la société francophone et compétence et usages linguistiques, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction des études et de la recherche, 1990.

DORAIS L.J., CHAN K.B., INDRA D., Ten Years Later: Indochinese Communities in Canada, Ottawa, Association canadienne des études asiatiques, 1988.

DORAIS L.J., Les associations vietnamiennes à Montréal, Québec, Université Laval, Département d'anthropologie, 1990.

DORAIS L.J., "Refugee Adaptation and Community Structure: the Indochinese in Quebec City, Canada", International Migration Review, vol. 25, no 3, 1991

DORAIS L.J., "Les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec", in Simon-Barouh I., Simon P.J. (dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.

DRIEDGER L., "Jewish Identity: the Maintenance of Urban Religious and Ethnic Boundaries", Ethnic and Racial Studies, vol. 3, no 1, 1980.

DUMONT F., HARVEY F., "La recherche sur la culture", Recherches sociographiques, vol. 26, nos 1-2, 1985.

EDWARDS R.C., REICH M., WEISSKOPF T.E., The Capitalist System, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1972.

ELAZAR D.J., The Other Jews. The Sephardim Today, New York, Basic Books, 1989.

ELAZAR D.J., WALLER H.M. Maintaining Consensus. The Canadian Jewish Polity in the Postwar World, The Jerusalem Center for Public Affairs, University Press of America, 1990.

ELBAZ M., "La question ethnique dans la sociologie québécoise: critiques et questions", Anthropologie et sociétés, vol. 7, no 2, 1983.

ELBAZ M., "D'immigrants à ethniques: analyse comparée des pratiques sociales et identitaires des Sépharades et Ashkénazes à Montréal", in Lasry J.C., Tapia C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.

ELBAZ M., "Les immigrants dans la cité: les sciences sociales et la question de l'Autre au Québec", Montréal, IIIe Colloque du Regroupement québécois des sciences sociales, 1990.

FÉDÉRATION DE LA PRESSE ITALO-CANADIENNE, Mémoire pour la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.

FINKIELKRAUT A., La défaite de la pensée, Paris, Gallimard, 1987.

FINKIELKRAUT A., Le Juif imaginaire, Paris, Gallimard, 1981.

FONTAINE L., SHIOSE Y., "Ni Citoyens, ni Autres: la catégorie politique "Communautés culturelles", in Colas D., Emeri C., Zylberberg J., Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.

GALLISSOT R., "Au-delà du multiculturel: nationaux, étrangers et citoyens. Urbanisation généralisée et transnationalisation", Revue internationale d'action communautaire, vol. 21, no 61, 1989.

GANS H., "Symbolic Ethnicity: the Future of Ethnic Groups and Cultures in America", in Gans H. et al (eds.), On the Making of Americans, University of Pennsylvania Press, 1979.

GAY D., "Réflexions critiques sur les politiques ethniques du gouvernement fédéral canadien et du gouvernement du Québec", Revue internationale d'action communautaire, vol. 14, no 54, 1985.

GEERTZ C., The Interpretation of Cultures: Selected Essays, New York, Basic Books, 1973.

GHIGLIONE R., MATALON B., Les enquêtes sociologiques. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.

GILROY P., There ain't no Black in the Union Jack. The Cultural Politics of Race and Nation, London, Hutchinson, 1987.

GLAZER N., MOYNIHAN D. (eds), Ethnicity. Theory and Experience, Cambridge, Harvard University Press, 1975.

GLICK-SCHILLER N., DE WIND J., BRUTUS M.L., CHARLES C., FOURON G., THOMAS A., "All in the Same Boat? Unity and Diversity in Haitian Organizing in New York", in Sutton C.R., Chaney E.M. (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies of New York, 1987.

GODIN G., Notes pour l'allocution de monsieur Gérald Godin ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Winnipeg, Conférence fédérale-provinciale sur le multiculturalisme, 1985.

GOLDSTEIN J.E., BIENVENUE R.M. (eds), Ethnicity and Ethnic Relations in Canada, Toronto, Butterworths, 1980.

GORDON M., Assimilation in American Life, New York, Oxford University Press, 1964.

GOULBOURNE H., "Varieties of Pluralism: the Notion of a Pluralist Post-Imperial Britain", New Community, vol. 17, no 2, 1991.

GOULBOURNE H., "New Issues in Black Politics", Paper presented for La recomposition des espaces sociaux: migrations, réseaux, diasporas, Paris, ERENI-CNRS, CHRYSEIS, 1991.

GOULBOURNE H., "La mobilisation ethnique et les minorités d'origine asiatique et caraïbe", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, Au Québec. Pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Profil des communautés culturelles du Québec, ministère des Communautés Culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Répertoire des associations ethniques, ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec, Montréal, 1990.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Situation, les réalités et les actions préventives relatives aux jeunes des communautés culturelles et des minorités visibles (La), Mémoire du groupe de travail pour les jeunes, du ministre de la Santé et des Services sociaux, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Violence et racisme au Québec, Rapport du comité d'intervention contre la violence raciste, Commission des droits de la personne du Québec, juin 1992.

GREELY A., Ethnicity in the United States, New York, Wiley and Sons, 1974.

HACKER A., Two Nations: Black and White. Hostile, Separate and Unequal, New York, Maxwell Macmillan International, 1992.

HAYOT A., "Immigrants et formation sociale: appartenance de classe et identité ethnique dans l'analyse de modes de vie", Greco 13, Recherches sur les migrations internationales, no. 1, 1980.

HECKMANN F., "Nation, État-nation et politique à l'égard des minorités ethniques", in Lewis B., Schnapper D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Sud, 1992.

HECHTER M., "Group Formation and the Cultural Division of Labor", American Journal of Sociology, vol. 84, no 2, 1978.

HENRY F., Les relations interraciales au Canada aujourd'hui. État des recherches, Ottawa, Commission canadienne des droits de la personne, 1986.

HERBERG E.N., Ethnic Groups in Canada. Adaptations and Transitions, Toronto, Nelson Canada, 1989.

HIGHAM J. (ed), Ethnic Leadership in America, Baltimore and London, John Hopkins University Press, 1978.

ICART J.C., "La communauté haïtienne de Montréal", Relations, juillet-août 1980.

ICART J.C., Négriers d'eux-mêmes, Montréal, Centre international de documentation et d'information haïtien, caraïbéen et afro-canadien, 1987.

ICART J.C., "Le piège du racisme", Relations, octobre 1991.

Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

INDRA D., "Bureaucratic Constraints, Middlemen and Community Organization: Aspects of the Political Incorporation of Southeast Asians in Canada", in Chan, K.B., Indra, D. (eds), Uprooting, Loss and

Adaptation. The Resettlement of Indochinese Refugees in Canada, Ottawa, Canadian Public Health Association, 1987.

INDRA D., "Les relations entre les communautés et les ethnies des réfugiés du Sud-Est asiatique au Canada" in Tepper E.L. (ed), D'un continent à l'autre: les réfugiés du Sud-Est asiatique, Ottawa, Association Canadienne des Études Asiatiques, 1981.

ISAJIV W. (ed), Identities: the Impact of Ethnicity on Canadian Society, Toronto, Peter Martin, 1977.

JACKSON R.H., "Ethnicity", in Sartori G. (ed), Social Science Concepts. A Systematic Analysis, Sage Publications, 1984.

JANSEN C., "Community Organization of Italians of Toronto" in Driedger L. (ed), Canadian Ethnic Mosaic, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.

JENKINS R. "Social Anthropological Models of Inter-Ethnic Relations", in Rex J., Mason D. (eds), Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Juifs du Maroc. Identité et dialogue, Actes du Colloque international sur La communauté juive marocaine: vie culturelle, histoire sociale et évolution, Paris, La Pensée sauvage, 1980.

JUTEAU D., "L'État et les immigrés: de l'immigration aux communautés culturelles", in P. Guillaume, J.M. Lacroix, J. Zylberberg, Minorités et État, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986.

JUTEAU D., "L'étude des relations ethniques dans la sociologie québécoise francophone", in Simon-Barouh I., Simon P.J.(dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.

KRALT J., Un ensemble des tableaux et un sommaire des données du recensement et de l'immigration, Ottawa, MEIC, Direction de l'analyse des tendances sociales, 1987.

LABELLE M., LAROSE S., PICHÉ V., "Émigration et immigration: les Haïtiens au Québec", Sociologie et sociétés, vol. 15, no. 2, 1983.

LABELLE M., RAVIX R., "Pistes et réflexions sur les regroupements de femmes haïtiennes de Montréal", Collectif Paroles, no 28, 1984.

LABELLE M., "Question ethnique et question nationale", Relations, no 514, 1985.

LABELLE M., TURCOTTE G., KEMPENEERS M., MEINTEL D., Histoires d'immigrées. Itinéraires d'ouvrières Colombiennes, Grecques, Haïtiennes et Portugaises de Montréal, Montréal, Boréal, 1987.

LABELLE M., Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti, Montréal, CIDHICA et Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, 2e édition.

LABELLE M., "La gestion fédérale de l'immigration internationale au Canada: 1963-1984", in Brunelle D., Y. Bélanger (dir.), L'ère des libéraux. Le pouvoir fédéral de 1963 à 1984, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988.

- LABELLE M., "Immigration, culture et question nationale", Cahiers de recherche sociologique, no 14, 1990.
- LABELLE M., "Le rôle économique de l'immigration féminine dans la région de Montréal", in Abou Sada G., Courault B., Zeroulou Z. (dir.), L'immigration au tournant, Paris, CIEMI, L'Harmattan, 1990.
- LABELLE M., "Femmes et migration au Canada: bilan et perspectives", Canadian Ethnic Studies, special issue on "The State of the Art", vol. 22, no 1, automne 1990.
- LABELLE M., "Politique d'immigration, politique d'intégration, identité du Québec", in Les avis des spécialistes invités à répondre aux huit questions posées par la Commission, Québec, Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, document de travail numéro 4, 1991.
- LABELLE M., "Pluralité ethnoculturelle et pluralisme au Québec", in Gagnon A., Rocher F., Les obstacles à la souveraineté. Les réponses des experts, Montréal, 1992.
- LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours de leaders", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.
- LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., LÉVY J. "La question nationale dans le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.
- LABERGE H., "La culture nationale et les cultures ethniques", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.
- LAFERRIÈRE M., "Les idéologies ethniques dans la sociologie canadienne: du conformisme colonial au multiculturalisme", in Leconte, Thomas: Le facteur ethnique aux États-Unis et au Canada, 1983.
- La Liberté, (bottin commercial et communautaire haïtien), décembre 1990-décembre 1991.
- LANGLAIS J., LAPLANTE P., LÉVY J., Le Québec de demain et les communautés culturelles, Montréal, Méridien, 1989.
- LANGLAIS J., ROME D., Juifs et Québécois français. 200 ans d'histoire commune, Montréal, Fides, 1986.
- LAPEYRONNIE D., "Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine", Revue française de sociologie, vol. 28, 1987.
- LASRY J.C., "Une diaspora francophone au Québec", Questions de culture, no 2, 1982.
- LASRY J.C., TAPIA C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.
- LASRY J.C., "Sephardim and Ashkenazim", in Brym R.J., Shaffir W., Weinfeld M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.

Les minorités visibles au Canada en 1986. Présentation graphique, Multiculturalisme et Citoyenneté Canada, 1989.

LEBLANC G., "Seuls 5% des immigrants en faveur de la souveraineté", La Presse, 16 juin 1992, pp. 1-2.

LEDOYEN A., "Les jeunes des communautés culturelles: caractéristiques et situation sur le marché du travail", Identité et intégration. Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.

LEDOYEN A., Montréal au pluriel, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993.

L'égalité, ça presse, Rapport du comité spécial sur les minorités visibles dans la société canadienne, 1984.

LÉVY J., "Analyse des facteurs qui peuvent influencer sur le développement d'une estime de soi normale chez les jeunes des communautés culturelles", Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 1991. pp. 35-38.

LÉVY J., OUAKNINE L., "Les institutions communautaires des Juifs marocains à Montréal", in Lasry J.C., Tapia C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.

LEWIS B., SCHNAPPER D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Sud, 1992.

LI P.S., Ethnic Inequality in a Class Society, Toronto, Wall and Thompson, 1988.

LI S. (ed), Race and Ethnic Relations in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1990.

LIGHT I., "Disadvantaged Minorities in Self-Employment", International Journal of Comparative Sociology, vol. 20, nos 1-2, 1979.

LINTEAU P.A., "Les Italo-Québécois: acteurs et enjeux des débats politiques et linguistiques au Québec", in Studi Emigrazione - Etudes migrations, no 86, 1987.

MASSÉ R., L'émergence de l'ethnicité haïtienne au Québec, Université Laval, thèse de doctorat, 1983.

MATHEWS G., L'immigration au Québec: l'état de la situation, Texte rédigé pour le "Canada Employment and Immigration Advisory Council", 1990.

MATTHEW F., Question for an American Sociology, Robert Park and the Chicago School, 1977.

McALL C., Class, Ethnicity, and Social Inequality, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990.

METZGER P., "American Sociology and Black Assimilation: Conflicting Perspectives", American Journal of Sociology, 1971.

MILES R., "Marxism versus the Sociology of "Race Relations", Ethnic and Racial Studies, vol.7, no 2, 1984.

MILES R., Racism, London and New York, Routledge, 1989.

MILES R., Class, Culture and Politics: Migrant Origin Youth in Britain, Conference on Ethnic Mobilization in Europe in the 1990s, University of Warwick, Center for Research in Ethnic Relations, 1992.

MILES R., PHIZACLEA A., "Class, Race, Ethnicity and Political Action", Political Studies, vol.25, no 4, 1977.

MOODLEY K., "Canadian Multiculturalism as Ideology", Ethnic and Racial Studies, vol. 6, no 3, 1983.

MORIN F., "Les Haïtiens à New York", in Simon-Barouh I., Simon P.J. (dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.

MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ CANADA, "Une enquête sur les attitudes", Ensemble, Vol 1, no 2, printemps 1992.

NG R., ESTABLE A., "Immigrant Women in the Labour Force: An Overview of Present Knowledge and Research Gaps", Resources for Feminist Research, vol. 16, no 1, 1987.

NG R., The Politics of Community Services. Immigrant Women, Class and State, Toronto, Garamond Press, 1988.

NG R., MULLER J., WALKER G., Community Organisation and the Canadian State, Toronto, Garamond Press, 1990.

NOEL P., "L'image de soi chez les jeunes", Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 1991, pp. 31-33.

NOVAK M.E., The Rise of the Unmeltable Ethnics, New-York, Macmillan, 1978.

OMI M., WINANT H., "Racial Theory in the Post-War United States: A Review and Critique", Sage Relations Abstracts, vol. 12, no 2, 1987.

OMI M., WINANT H., Racial Formation in the United States, New York et London, Routledge and Kegan Paul, 1986.

OUELLETTE F., "Le perfectionnement des maîtres en éducation interculturelle. Bilan de la réflexion théorique récente", Impressions, no 9, 1991.

OUELLETTE F., PAGÉ M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

PAGÉ M., "Intégration, identité ethnique et cohésion sociale", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

PAILLÉ M., "Choix linguistiques des immigrants dans les trois provinces canadiennes les plus peuplées", International Journal of Canadian Studies, Revue internationale d'études canadiennes, no 3, 1991.

PAINCHAUD C., POULIN R., Les Italiens au Québec, Hull, Critiques et Asticou, 1988.

PAINCHAUD C., POULIN R., "Italianité, conflit linguistique et structure du pouvoir dans la communauté italo-québécoise", Sociologie et sociétés, vol. 15, no 2., 1985.

PALMER H., Immigration and the Rise of Multiculturalism, Toronto, Copp Clark, 1975.

PARTI QUÉBÉCOIS, Sondage sur les communautés culturelles. 22 janvier au 2 mars 1990. Rapport, s.l., 1990.

PETER K., "The Myth of Multiculturalism and Other Fables", Ethnicity, Power and politics in Canada, Edited by Jorgan Dahlie and Tissa Fernando, Toronto, Methuen, 1981.

PHIZACKLEA A., One Way Ticket. Migration and Female Labour, London, Routledge and Kegan Paul, 1980.

POIRIER J., CLAPIER-VALLADON S., RAYBAUT P., Les récits de vie. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.

PORTER J., "Ethnic Pluralism in Canadian Perspective", in Glazer N., Moynihan N. (eds), Ethnicity: Theory and Experience, Cambridge, Harvard University Press, 1975.

PORTES A., WALTON J., Labor, Class and the International System, London Academic Press, 1981.

PORTES A., "Modes of Structural Incorporation and Present Theories of Labor Immigration", in Tomasi S. et al (ed), International Migration, New-York, 1980, Center for Migration Studies.

PORTES A., MANNING R.D., "L'enclave ethnique: réflexions théoriques et études de cas", Revue internationale d'action communautaire, vol.14, no 54, 1985.

RADECKI H., "Ethnic Voluntary Organizational Dynamics in Canada; a Report" International Journal of Comparative Sociology, vol 17, nos 3-4, 1976.

REITZ J., The Survival of Ethnic Groups, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1980.

Rendez-vous à Montréal, le passe-partout à la vie juive de Montréal, Services communautaires juifs de Montréal, 1990.

Répertoire des organismes de Centraide, 1991-1992.

Répertoire des organismes des communautés culturelles du Québec, Les Publications du Québec, Québec, 4^e édition, 1990.

Répertoire des services communautaires du Grand Montréal, Centre de référence du Grand Montréal, 1990.

REX J., JOLY D., WILPERT C., Immigrant Associations in Europe, Gower, 1987.

REX J., MASON D., Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

ROCHER F., ROCHER G., "La culture québécoise en devenir: les défis du pluralisme", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

RODAL A., "L'identité juive" in Anctil P., Caldwell G. (dir.), Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983.

SCHNAPPER D., La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990, Paris, Gallimard, 1991.

SCHNAPPER D., "Communautés, minorités ethniques et citoyens musulmans", in Lewis B., Schnapper D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Sud, 1992.

SCHOENBERG U., "Participation in Ethnic Associations: the Case of Immigrants in West Germany", International Migration Review, vol. 19, 1985.

SIMARD J.J., "Droits, identités et minorités: à l'arrière-plan de l'éducation interculturelle", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

SIMON P.J., "L'étude des relations inter-ethniques et des relations raciales dans la sociologie française", in Balandier, G., (éd) Questions à la sociologie française, Paris, P.U.F., 1976.

SIVANANDAN A., A Different Hunger, London, Pluto Press, 1982.

SMITH D., The Ethnic Revival in the Modern World, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

SOLOMOS J., Black Youth, Racism and the State, New York, Cambridge University Press, 1988.

SOLOMOS J., Race and Racism in Contemporary Britain, London, MacMillan, 1989.

SOWELL T., The Ethnic America, New-York, Basic Books, 1981.

STACK J.F.(ed), The Primordial Challenge. Ethnicity in the Contemporary World, New York, Greenwood Press, 1986.

STASIULIS D., "The Political Structuring of Ethnic Community Action: a Reformulation", Canadian Ethnic Studies, 1980, vol. 12, pp.19-44.

STASIULIS D., "Minority Resistance in the Local State: Toronto in the 1970s and 1980s", Ethnic and Racial Studies, vol. 12, no 1, 1989.

STASIULIS D., "Rainbow Feminism: Perspectives on Minority Women in Canada", Resources for Feminist Research, vol. 16, no 1, 1987.

STASIULIS D., "Symbolic Representation and the Number Games: Tory Policies on "Race" and Visible Minorities", in ABELE F. (ed), The Politics of Fragmentation: How Ottawa Spends 1991-1992, Ottawa, Carleton University Press, 1991.

STEINBERG S., The Ethnic Myth, New York, Athenaeum, 1981.

SUTTON C.R., MAKIESKY-BARROW S., "Migration and West Indian Racial and Ethnic Consciousness", in Sutton C.R., Chaney E.M.(eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies of New York, 1987.

SUTTON C.R., CHANEY (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies, 1987.

TADDEO D., TARAS R., Le débat linguistique au Québec, Montréal, P.U.M., 1987.

TAGUIEFF, P.A., "L'identité française et ses ennemis", L'Homme et la Société, nos 77-78, 1988.

TAGUIEFF P.A., La force du préjugé, Paris, La Découverte, 1988.

TAGUIEFF P.A.(dir), Face au racisme, Paris, La Découverte, 1991, 2 tomes.

TERMOTTE M., "Ce que pourrait être une politique de migration", L'Action nationale, vol. 78, no 5, 1988.

VANDYCK R., "La question nationale: où en est la pensée marxiste", Recherches sociographiques, vol. 26, nos 1-2, 1980.

VELTMAN C., L'évolution de la localisation résidentielle des principaux groupes ethniques et immigrants, Montréal, 1971-1981, Montréal, Département d'études urbaines, Université du Québec à Montréal et INRS Urbanisation, 1986.

VELTMAN C., "L'insertion linguistique des groupes allophones dans la région métropolitaine de Montréal", in Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires actuelles et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie, Québec, Les Publications du Québec, 1989.

VELTMAN C., L'avenir linguistique de la région de Montréal, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 1989.

VORST J. (ed), Race, Class, Gender: Bonds and Barriers, Toronto, Socialist Studies, Between the Lines, 1989.

- WACKER F., "Assimilation and Cultural Pluralism in American Social Thought", Phylon, vol. 30, no 4, 1979.
- WALDINGER R. "Immigrant Enterprise. A Critique and Reformulation", Theory and Society, vol. 15, 1986.
- WALLERSTEIN E., "La construction des peuples: racisme, nationalisme, ethnicité", in Balibar E., Wallerstein I. (dir.), Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- WARBURTON R., Towards a Synthesis of Theory on Ethnic Relations in Canada, University of Victoria, Department of Sociology, 1989, ronéoté.
- WEINFELD M., "The Ethnic sub-economy: Explication and Analysis of a Case Study of the Jews of Montreal", Working Papers in Migration and Ethnicity, Department of Sociology, McGill University, sans date.
- WEINFELD M., "Myth and Reality in the Canadian Mosaic: "Affective Ethnicity", Canadian Ethnic Studies, vol.13, no 3, 1981.
- WEINFELD M., "The Jews in Montreal", in Brym R.J., Shaffir W., Weinfeld M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.
- WEINFELD M., "Le milieu juif contemporain du Québec, in Anctil P., Caldwell G., Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984.
- WIEVIORKA M., L'espace du racisme, Paris, Seuil, 1991.
- WIEVIORKA M., La France raciste, Paris, Seuil, 1992.
- WIEVIORKA M. (dir.), Racisme et modernité, Paris, La Découverte, 1992.
- WIEVIORKA M., Ethnicity as Action, Conference on Ethnic Mobilisation in Europe in the 1990s, University of Warwick, Center for Research in Ethnic Relations, April 1992.
- WIRTH L., The Ghetto, Paris, Presses universitaires de France, 1980.
- YANCEY W.L., ERICKSEN E.P., JULIANI R.N., "Emergent Ethnicity: a Review and Reformulation", American Sociological Review, vol. 41, no 3, 1976.
- YINGER J.M., "Intersecting Strands in the Theorisation of Race and Ethnic Relations", in Rex J., Mason D. (eds), Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- YINGER J.M., "Toward a Theory of Assimilation and Dissimilation, Ethnic and Racial Studies, vol. 4, no 3, 1981.
- YUVAL-DAVIS N., "Nationalism and Racism", in Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.

ZUCCHI J.E., Italians in Toronto. Development of a National Identity, Toronto, McGill Queen's University Press, 1988.

